

Gilbert BIWOLE, Directeur des études

Jean-Yves MARTIN, Chargé de Recherches à l'ORSTOM,
Cameroun

approche socio - économique du développement

Gilbert BIWOLE
Directeur des Etudes
à l'Ecole Supérieure
Internationale de Journalisme
de Yaoundé.

Jean-Yves MARTIN, Sociologue,
Chargé de recherche
à l'ORSTOM-Cameroun.

APPROCHE SOCIO-ECONOMIQUE
DU DEVELOPPEMENT

COURS DE 1ère ANNEE

Plan analytique

I - LE PHENOMENE

1. Problème sémantique
 11. Pays en voie de développement
 12. Tiers-Monde
 13. Nations prolétaires
 14. Pays sous-développés ou pays pauvres
 15. Pays sous-développés ou pays arriérés
 16. Sous-développement.
2. Définition du sous-développement
 21. Ressources inemployées
 22. Notion relative
 23. Satisfaction des besoins vitaux (François PERROUX)
3. Un phénomène historique repérable
4. Délimitation spatiale du phénomène.
 41. Les critères de classement
 42. Les espaces sous-développés
5. Développement du capitalisme et sous-développement
 51. Les racines du phénomène
 52. Confiscation des effets de l'accumulation primitive

3 SEPT. 1986

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : ~~20409~~

Cote : ~~A~~

II - MORPHOLOGIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

1. Les conditions classiques de la croissance
2. L'utilisation du surplus
3. Les caractères structurels du sous-développement
 31. Les inégalités sectorielles de productivités
 32. La désarticulation
 33. Domination
 331. Dépendance commerciale
 332. Dépendance financière
4. Processus de transfert de la croissance de la périphérie vers le centre
 - 4.0. Baisse du taux de profit et échange inégal démonstration de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.
 41. Distorsion en faveur des activités exportatrices (analyse de S. AMIN)
 42. Distorsion en faveur des activités improductives
 43. Distorsion en faveur des techniques légères.

III - LES IMPASSES DE LA SOCIOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

1. L'approche empirique
 - 1.0 Les manifestations
 - 1.1 Les structures et comportements
 - 1.2 Cumul des critères
 - 1.3 Critique de l'approche empirique
2. L'approche dualiste et sa critique
3. L'approche néo-évolutionniste et sa critique

IV - LE SYSTEME COLONIAL OU LE DEVELOPPEMENT DU SOUS-DEVELOPPEMENT

1. Les conditions de la mise en place du système colonial
 - 1.1 La dynamique propre du capitalisme
 - 1.2 Le caractère différent des sociétés mises en contact.

2. L'exercice de la domination coloniale

2.1 L'exploitation économique étrangère

2.2 La dépendance politique et le maintien de la distance sociale

2.3 L'emprise idéologique

3. Les conséquences de la domination coloniale

3.1 Les phénomènes de repliement de la société colonisée

3.2 Système colonial et développement

V - LE SOUS-DEVELOPPEMENT OU LA DOMINATION PERPETUEE

1. La décolonisation

2. Les conditions d'existence de l'impérialisme et de la domination

2.1 La dynamique propre du capitalisme

2.2 Le décalage croissant entre pays développés et pays sous-développés

2.3 Les structures de la dépendance.

VI - LES CONSEQUENCES DU SOUS-DEVELOPPEMENT
LES DESEQUILIBRES INTERNES.

1. L'urbanisation

2. La scolarisation

VII - BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

VIII - TEXTES ANNEXES

Domaine neuf, sur le plan de l'analyse théorique de type scientifique, le sous-développement a donné lieu à une multitude de travaux publiés ces vingt dernières années (plus de 10.000 titres). Si l'harmonie de ces études n'est pas sans faille parce que les prémices idéologiques ne sont pas les mêmes, les auteurs s'accordent sur une proposition minimale : "Le problème essentiel de notre époque, le plus dramatique aussi est celui du sous-développement" (Y. LACOSTE) ou encore : "Le problème majeur et tragique du XXe siècle est celui du sous-développement" (E. GANAGE).

Les auteurs sont à peu près d'accord sur les principaux caractères du sous-développement, sur sa délimitation géographique. C'est l'explication du phénomène et de ses origines qui change.

Deux ensembles de faits sont à l'origine de cet engouement intellectuel :

- Raison historique : Le problème du sous-développement n'a été posé concrètement qu'à partir du moment où le mouvement d'émancipation des peuples colonisés a fait du développement une revendication des pays pauvres.
- Raison d'hégémonie politique internationale : L'attitude des pays riches est largement conditionnée par la lutte entre le monde occidental et le monde communiste qui tentent de s'assurer le contrôle, la bienveillance ou au moins la neutralité du "Tiers-Monde".

Les recherches ont été largement influencées par les options idéologiques et "l'équation personnelle" des chercheurs.

Le but du présent cours est de donner à l'étudiant une synthèse rapide des principaux éléments qui doivent nécessairement être pris en compte pour toute analyse sérieuse du problème.

Les auteurs insistent sur l'intégration des divers aspects du problème (économique, socio-culturel et politique). La réalité objective oblige toute approche à se présenter sous la forme d'une démarche globale, tant il est vrai que le développement est "l'affrontement de l'homme avec le milieu naturel pour aménager celui-ci suivant le projet précis qu'il a formé en fonction de sa culture et de sa civilisation" (G. BLARDONE).

L'étudiant trouvera donc dans le présent document, des éléments intégrés d'économie et de sociologie du développement.

I - LE PHENOMENE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

1. PROBLEME SEMANTIQUE

Au départ un certain nombre de faits ont donc été recensés, analysés et mis en ordre. On a fixé les dimensions historiques et spatiales du phénomène (démarche critériologique) mais il a fallu également éclaircir le débat sémantique de l'étiquette à coller sur le phénomène.

Le terme de sous-développement est en effet en concurrence avec plusieurs autres pour désigner apparemment le même contenu. Gunnar MYRDAL dans sa "Théorie économique et pays sous-développés", a démontré que le choix des termes est primordial du fait que ceux-ci sont chargés de valeur. Il faut donc en être averti et tenter de réduire au maximum le préjugé idéologique qu'ils recèlent.

Yves LACOSTE a tenté de dresser la liste des termes généralement utilisés (dans "Le sous-développement : quelques ouvrages significatifs parus depuis 10 ans", Annales de géographie n° 385 mai-juin 1962 et n° 386, juillet-août 1962).

- 1.1. "Pays en voie de développement" ou en cours de développement". Le qualificatif laisse croire que les autres pays ne se développent pas, ce qui est faux ; il suppose en outre le problème résolu, c'est à dire le développement en train de se réaliser, ce qui est également faux dans la plupart des cas.
- 1.2. "Tiers-Monde" L'expression a été introduite en 1956 par l'Institut National d'Etudes Démographiques de Paris (INED Cahier n° 27, Le "Tiers-Monde" Sous-développement et développement). Elle répond en fait à un découpage du monde en trois camps : pays capitalistes, pays socialistes et "Tiers-Monde" qui regroupe les pays qui n'ont pas opté pour l'un ou l'autre camp. Il est à rappeler ici que ce qualificatif intervient après la conférence de Bandoung (1955) qui a vu le rassemblement de pays afro-asiatiques qui réclamaient leur accession à l'indépendance. Or, comme le fait justement remarquer P. Baran, la plupart des pays sous-développés "ne constituent qu'une réalité du capitalisme contemporain" (P. Baran, Economie Politique de la Croissance. Maspero 1967 p.179).

- 1.3. "Nations prolétaires" Le terme est dû à Pierre Moussa (Les nations prolétaires, P.U.F. Paris 1959). Il résulte d'une association d'idées entraînant l'analogie entre les rapports de classe capitaliste - prolétariat et les rapports établis entre pays développés et pays dits sous-développés. Ce rapprochement repose sur une base théorique faible. Il n'a pas été retenu par les économistes marxistes eux-mêmes. (Cf. également E. ARGHIRI, L'Echange inégal, Maspero, Paris 1969)
- 1.4. Pays sous-développés ou pays pauvres. Les principales critiques contre cette appellation se fondent sur l'idée qu'on leur demande de remplir une double fonction contradictoire. D'une part décrire une situation commune à un ensemble de pays, d'autre part expliquer les causes de cette situation, qui sont complexes et variables. On propose généralement, à la place, l'utilisation d'un terme purement descriptif, par exemple "pays à faible revenu par tête" (B.M. NICULESCU : Under developed, Backward or Low Income, Economic Journal Sept 1955). Cette suggestion a pour inconvénient d'orienter vers une conception simpliste et statique, vers l'idée de pays pauvres par nature (sui generis), d'une pauvreté millénaire. Or le sous-développement est un phénomène historique relativement récent qu'on ne peut réduire à une simple question de pauvreté.
- 1.5. Pays sous-développés ou pays arriérés : Cette expression fut généralement utilisée par les auteurs anglo-saxons (backward areas) avant la seconde guerre mondiale. Elle a été progressivement abandonnée à cause de sa résonance péjorative. Des auteurs modernes tels Alfred Sauvy (Introduction à l'étude des pays sous-développés, Population, octobre-décembre 1951). D'autres font une distinction entre les deux termes. Pour HLA MYINT le qualificatif de sous-développement s'appliquerait aux ressources dont dispose une économie (underdeveloped resources) : il désignerait plutôt "une déviation par rapport à l'optimum dans l'allocation des ressources existantes entre des usages alternatif. Tandis que le terme arriéré s'appliquerait aux hommes. Un peuple arriéré (backward people) est celui dont les membres sont d'une qualité médiocre en tant qu'agents de production (Hla MYINT, The economies of developing countries, Londres, 1964).

Francesco Vito introduit une autre distinction. Une économie est arriérée lorsqu'elle est maintenue au bas de l'échelle des niveaux de vie par le cercle vicieux de la misère ; elle est incapable de promouvoir un processus de développement autonome. L'auteur introduit une autre catégorie, celle des économies déprimées, parvenues autrefois à un certain degré de bien-être mais entrées ensuite, sous l'action de facteurs internes ou externes, dans la voie du déclin.

Ces distinctions sont d'un intérêt certain mais le vocabulaire utilisé sous-tend l'idée d'un retard historique, d'un décalage dans le temps par rapport à un processus d'évolution commun à tous les pays, processus qui serait linéaire.

1.6. Sous-développement : En fin de compte il semble préférable de retenir avec J. FREYSSINET le vocable de sous-développement pour plusieurs raisons :

- Le terme de sous-développement est de loin le plus fréquemment utilisé.

- Par son imprécision même, il est celui qui présente le plus de neutralité quant aux causes et aux caractères des phénomènes.

- Il donne enfin l'idée d'une insuffisance, d'une situation non satisfaisante ; il traduit donc "l'option essentielle pour une approche efficace du problème : l'option en faveur du développement nécessaire" (J. FREYSSINET, "Le concept de sous-développement", Mouton 1966 p.6).

2. DEFINITION DU SOUS-DEVELOPPEMENT

René GENDARME a recensé vingt et une définitions parmi les auteurs contemporains et le débat n'est pas clos. La difficulté du sujet laisse finalement estimer à H.W. SINGER qu'un pays sous-développé ressemble à une girafe difficile à définir mais facile à reconnaître lorsqu'on en rencontre. On peut cependant ramener à trois types caractéristiques ces définitions (KUZNETS).

Le sous-développement, notion comparative, peut se définir par rapport au possible, par rapport au nécessaire, ou par rapport aux autres.

2.1. Ressources inemployées : Le sous-développement a été défini comme "le faible degré d'utilisation des ressources naturelles (au sens le plus large du terme)". Ce sens large recouvrirait alors l'ensemble des ressources économiques, y compris la main-d'oeuvre inemployée ou employée improductivement.

Deux arguments sont opposables à cette définition. Tout d'abord la notion de plein emploi des ressources naturelles est imprécise. D'autre part on trouve dans les pays les plus avancés des ressources inemployées qui constituent en fait un capital en réserve.

2.2. Notion relative : Le sous-développement désignerait les pays présentant des niveaux de développement relativement les plus faibles. Une nation sous-développée dirait-on alors avec Pierre Moussa "ne peut se définir que par rapport à une nation développée".

L'inconvénient de la formulation est qu'elle fait de tous les pays à l'exception du pays le plus avancé, pris comme critère unité, des pays sous-développés à des degrés divers. Le graphe donnerait lieu à un certain nombre de paliers plus élevés les uns que les autres mais il n'y aurait pas de coupure brutale, de "falaise", ainsi que l'affirment N.S. BUCHANAN et H.S. ELLIS : "lorsqu'on classe les pays et les régions, les espaces sous-développés du monde sont séparés des espaces développés par une dénivellation et non par une falaise. Aux extrémités les contrastes sont dramatiquement forts, mais dans les catégories médianes, l'incertitude est inévitable" (N.S. BUCHANAN and U.S. ELLIS : Approaches to economic development, New-York 1955).

2.3. Satisfaction des besoins vitaux : Une troisième référence possible touche la satisfaction des besoins vitaux. François PERROUX indique qu'un pays serait sous-développé lorsqu'il ne permet pas de couvrir pour la majorité de sa population "les frais fondamentaux du statut humain de la vie".

La variable psychologique et l'environnement social prennent avec cette formulation une importance primordiale. Leur variabilité dans le temps et l'espace rend la définition imprécise mais certaines normes minimales actuellement admises en matière de santé, d'alimentation et d'éducation permettent de remédier à cette imprécision. La distinction reste cependant claire entre les pays où les coûts de l'homme ne sont pas assurés pour quelques catégories sociales faibles et minoritaires et les pays sous-développés où l'ensemble de la population, à l'exception d'une couche mince de privilégiés, connaît des conditions de vie infra-humaines.

La définition de PERROUX offre l'avantage de s'appuyer sur le phénomène concret qui a provoqué la prise de conscience du problème du sous-développement : la faim et la misère. Elle est dynamique dans la mesure où elle permet d'envisager le développement non à partir d'une vague vocation naturelle d'économie, mais à partir des besoins humains. Elle n'écarte pas non plus la relativité du phénomène, la misère des pays sous-développés ayant été ressentie par référence aux niveaux de vie des pays "nantis". Cette misère est devenue insupportable à partir du moment où il était démontré qu'on pouvait l'éviter.

Le sous-développement est donc non pas un phénomène millénaire mais un phénomène original et historiquement repérable, lié au développement du capitalisme occidental.

3. UN PHENOMENE HISTORIQUEMENT REPERABLE

Jusqu'à l'apparition du capitalisme, l'histoire du monde est marquée par l'essor puis l'assoupissement et l'écroulement d'une suite de grandes civilisations. Celles-ci sont fondées "sur une supériorité militaire, une meilleure organisation sociale, souvent une avance intellectuelle, mais les différences dans les niveaux de développement économiques restent mineures : la masse de la population connaît des conditions de vie voisines du minimum de subsistance, la richesse des couches privilégiées est fondée sur l'exploitation des classes inférieures et des pays conquis bien plus que sur la croissance économique" (J. FREYSSINET op.cit. p.9). Les différences entre les niveaux de vie moyens ne sont alors généralement pas supérieures au rapport du simple au double ou triple.

L'essor du capitalisme en Europe occidentale donne au contraire naissance à un phénomène nouveau. Un petit groupe de pays parvient à maintenir en longue période des taux de croissance très supérieurs à ceux antérieurement atteints (rapport estimé de un à trente ou quarante).

Au contraire, le reste du monde présente des situations de croissance lente, de stagnation et même de régression. L'évolution démographique entraînée par les progrès réalisés en matière d'hygiène et de santé publique a touché l'ensemble du monde.

Si cette explosion, intervenant après la croissance économique et sur un taux toujours inférieur à celle-ci, sert de stimulant pour les économies occidentales, elle contribue au contraire à détruire l'équilibre millénaire d'ajustement entre croissance démographique et croissance économique en pays sous-développés. Ceci pousse Yves LACOSTE à écrire :

"Le sous-développement apparaît comme un processus évolutif, caractérisé essentiellement par ce désajustement fondamental et totalement nouveau entre la croissance démographique et la stagnation relative des ressources et caractérisé secondairement par des épi-phénomènes non permanents" (Y. LACOSTE, le sous-développement : quelques ouvrages parus depuis dix ans p. 255-264).

Le point de départ du sous-développement apparaît donc être la révolution industrielle et l'essor des pays occidentaux. Il a été ensuite aggravé par l'explosion démographique.

4. DELIMITATION SPATIALE DU PHENOMENE

Le sous-développement vu comme une incapacité structurelle d'une économie à assurer "les frais fondamentaux du statut humain de la vie" (PERROUX), introduit une différence marquée entre pays sous-développés et régions sous-développées de pays développés (Cf. Bretagne française ou Sicile et midi italien), qui ne sont pas des "systèmes clos de facteurs" (G. LEDUC) mais offrent par rapport aux régions développées de la nation de simples différences de niveaux de vie d'autant plus faciles à corriger qu'il n'existe pas de frontières.

4.1. Les critères de classement

La carte du sous-développement est généralement établie à partir du critère de la pauvreté, mesurée par le produit ou le revenu annuel par habitant. Les organisations internationales ont pris l'habitude de classer les pays selon cet indicateur. A partir d'un certain seuil on estime que tel ou tel pays est sous-développé. La méthode est de conception simpliste et elle a subi de violentes critiques (notamment François PERROUX : Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement... "Inconvénients de l'esquive statistique", Cahiers de l'I.S.E.A., série F, n°1, p.38-42 ; J. AUSTRUY : le scandale du développement, "Les illusions de la mesure" ; P.T. BAUER and B.S. Yamey, The economics of under-developed countries, some problems of Economic measurement, London 1957 etc...). Elle accuse en effet des faiblesses :

- les comparaisons entre les revenus n'ont de sens que s'il existe un système de valeurs commun ; la comparaison des agrégats restera jeu abstrait tant que cette condition ne sera pas réalisée. Rappelons cependant que les Nations Unies essaient de trouver un remède à cette carence en proposant un système de comptabilité nationale normalisée que devraient adopter tous les pays membres.

- en pays sous-développés où les marchés ne sont pas reliés entre eux et où l'auto-consommation est grande et difficile à chiffrer, les prix ne peuvent être qu'un mauvais instrument d'évaluation des revenus et de la production, dont l'imperfection est encore aggravée par les fluctuations du marché des matières premières.

- l'extrême disparité des revenus rend en outre le calcul d'une moyenne purement artificiel. L'exemple des pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient illustre l'absurdité du revenu moyen par tête.

- en outre les statistiques disponibles n'offrent souvent qu'un ordre de grandeur grossier auquel il faut accorder une foi relative.

D'autres critères quantifiables ont été adoptés pour atténuer les inconvénients du revenu ou du produit moyen. On a établi par exemple des cartes du sous-développement à partir de divers indices de couverture des coûts de l'homme : nombre de protéines par habitant, taux d'alphabétisation, morbidité, nombre de médecins ou de lits d'hôpital pour mille habitants etc... (Ecole Perroux). Cette dernière méthode paraît moins partielle, moins arbitraire que la première.

4. 2. Les espaces sous-développés

L'une et l'autre méthode semblent aboutir cependant à des résultats voisins. Quel que soit le critère adopté, un ensemble de pays répondent incontestablement au qualificatif de sous-développement. Un deuxième groupe se classe dans une zone intermédiaire.

Le premier groupe comprendrait donc (J. Freyssinet op.cit. p.12) :

1) Toute l'Amérique Latine au sud de Rio Bravo, avec un point d'interrogation pour l'Argentine et l'Uruguay.

2) Tous les pays africains à l'exception de l'Afrique du Sud

3) Les pays d'Asie à l'exception d'Israël, du Japon et de la Chine.

4) L'Océanie, à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

5) Certains pays d'Europe seraient à classer dans la catégorie intermédiaire tels le Portugal, l'Espagne, la Grèce, la Yougoslavie.

.../...

L'espace couvre donc les cinq continents et pose un problème d'homogénéité : diversités géographiques, des structures sociales et politiques, des comportements psychologiques, des situations démographiques. Certains auteurs en concluent à l'inexistence d'un problème d'ensemble : Gaston LEDUC écrit :

"Il n'y a pas une question générale du sous-développement. Mais il y a des pays dont la croissance s'est trouvée retardée pour des raisons les plus diverses, et pour chacun desquels il convient de se demander s'ils possèdent vocation au progrès, soit à l'aide de leurs seules forces, soit avec des appuis extérieurs" (G.LEDUC : Le sous-développement et ses problèmes, Revue d'économie politique n°2, 1952, p.157).

Si l'analyse de type monographique est indispensable pour la clarification du problème, elle ne doit cependant pas empêcher de dégager les caractères communs qui font de ce problème un problème d'ensemble.

5. DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Pour comprendre la situation, il ne faut pas sombrer dans les détails particuliers, mais dégager les caractéristiques générales communes.

Tout travail scientifique nécessite que l'on recourt à cette méthode : faire abstraction des phénomènes secondaires pour délimiter l'essentiel. Le "modèle" qui en résulterait ne pourra pas rendre compte de cas particuliers mais facilitera la compréhension des particularités spécifiques, bien plus qu'un amoncellement d'informations fragmentaires

On peut même aller plus loin et affirmer que ce n'est que grâce à un modèle-type que les données parcelaires peuvent être ressaisies et acquérir un sens.

L'étude des pays sous-développés obéira donc à un tel principe.

"S'il est vrai qu'au cours de leur phase d'industrialisation les pays rencontrent des difficultés diverses, il est non moins vrai que des pays, se trouvant à un même stade de développement économique, se trouvent confrontés à des obstacles similaires, puisqu'ils ont affaire aux mêmes forces et phénomènes économiques". (Nations-Unies Process and problem of Industrialization of Underdeveloped Countries 1955 p.6).

Il ne peut donc pas être question de présenter une "photographie" exacte de ce qui se passe dans un pays particulier. Il s'agit plutôt de tenter de rassembler les éléments de base du problème du sous-développement.

5.1. Les racines du phénomène

Ce qui constitue le "noyau" du sous-développement, c'est la faiblesse de la production par tête (Paul Baran).

Distribution du revenu mondial en 1949

	Revenu mondial en %	Population mondiale %	Revenu par tête
Pays à revenu élevé	67	18	915
Pays à revenu moyen	18	15	310
Pays à revenu faible	15	67	54

Ragnar NURSKÉ : Problems of capital formation in underdeveloped countries. p. 63.

Le tableau précédent montre que 2/3 de la population mondiale vivent sur un revenu annuel de 50 à 60 dollars, ce qui signifie la famine, la maladie, la misère sous toutes ses formes. Il ne s'y effectue aucun changement, au contraire la situation se dégrade.

Dans les pays capitalistes avancés, les niveaux de vie ont progressé, creusant un écart de plus en plus profond entre le peloton de tête et les autres.

Il vient alors à l'esprit une question primordiale : pourquoi les pays que Baran appelle "capitalistes sous-développés" n'ont-ils pas suivi les rythmes de croissance et les modes de développement des pays capitalistes avancés ? pourquoi les progrès ont-ils été si lents, sinon inexistantes ?

La réponse sera donnée à partir des conditions d'apparition du capitalisme dans les pays actuellement développés comme dans ceux qui sont sous-développés. Tous ces pays étaient en effet soumis à un mode de production et à une formation socio-politique de type féodal, avec des nuances plus ou moins prononcées.

Il existe en effet de profondes différences entre la structure socio-économique précapitaliste de la Chine, les communautés villageoises aux Indes et le servage caractéristique des pays européens au Moyen-Age.

Il s'agit, dans tous les cas, de structures en pleine dégénérescence, en plein déclin. Le schéma d'évolution apparaît généralement le suivant (description de Paul Baran):

1 - On assiste à une croissance de la production agricole, accompagnée d'une oppression de la population paysanne pauvre, qu'on arrache à la terre. Les pays actuellement développés se sont ainsi constitués une "armée industrielle de réserve potentielle".

2 - On assiste en second lieu à un accroissement de la division du travail, qui entraîne le développement d'une classe des marchands et des artisans, favorisée par l'apparition et l'extension des villes.

3 - La troisième étape voit enfin la réalisation d'une prodigieuse accumulation du capital au profit de la classe montante des marchands et des paysans riches. C'est la convergence de ces phénomènes qui permet l'apparition du capitalisme.

L'accumulation primitive du capital constitue donc l'élément essentiel dans l'émergence du capitalisme.

La simple accumulation du capital commercial n'a cependant pas suffi à provoquer le développement du capitalisme. D'autres phénomènes ont joué.

En Europe occidentale, l'accumulation commerciale était importante, favorisée par la situation géographique de ces pays qui ont connu très tôt, le développement de la navigation, et du commerce côtier et maritime. Paradoxalement ce commerce lui-même est favorisé par la pauvreté des ressources des pays occidentaux et par leur retard relatif dans certains domaines. Ceci motive la pénétration commerciale dans les autres régions. "On a pu assister ainsi, écrit Baran, à une "chasse effrénée aux produits tropicaux de toutes sortes (épices, thé, ivoire, indigo etc), aux produits raffinés d'Orient (tissus précieux, bijoux, céramiques etc) aux métaux et aux pierres précieuses (dont on manquait en Occident. Ainsi la constitution des fortunes colossales des marchands occidentaux reposait-elle sur le commerce à grande échelle, la piraterie, le pillage systématique, le trafic d'esclaves et la découverte de l'or" (P. BARAN, Economie Politique de la croissance, Maspero 1967, p.183).

Leroy-Beaulieu (1843-1912) affirme de son côté que le commerce avec les colonies a contribué à l'augmentation de la "jouissance" et à l'accroissement de l'industrie dans les métropoles et dans toute l'Europe (Cf. texte joint en annexe).

Par une série d'effets d'entraînement la richesse de l'Occident s'accroît. Les nécessités de la navigation stimulent les découvertes scientifiques et le progrès technique. L'entreprise capitaliste profite largement de la construction navale, des expéditions maritimes et de la fabrication d'armes, nécessaires à la bonne marche des négociations. Le capital s'accumule et s'investit.

Quelques exemples :

De riches marchands deviennent des industriels pour pouvoir se procurer des stocks bon marché de biens à échanger. Des artisans enrichis par leur association avec des commerçants habiles agrandissent et développent leurs unités de production. Des propriétaires fonciers s'intéressent au développement industriel, créant ainsi les conditions nécessaires au développement de très grandes entreprises. L'Etat, contrôlé par les intérêts capitalistes joue un rôle essentiel et son intervention consacrera définitivement le triomphe de la bourgeoisie ascendante (phénomène encore actuel, cf. rôle du gouvernement français dans le contentieux pétrolier franco-algérien) :

"Ils utilisent tous (les capitalistes) la puissance de l'Etat, force sociale organisée et concentrée en leurs mains, pour hâter et mener à bout la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste, pour abrégier la transition de l'une à l'autre". (K. Marx, Le Capital, vol. I).

On remarquera avec E.S. Mason, que l'Etat joue ce rôle stimulateur même dans les pays où ses interventions directes dans le domaine économique sont limitées, comme aux Etats-Unis :

"La plupart des Américains ignorent jusqu'à quel point l'Etat fédéral et les Etats ont favorisé le développement économique aux Etats-Unis en créant des canaux, aménageant les cours d'eau, les chemins de fer et les ports, etc... Ces grands travaux étaient évidemment indispensables au développement de l'investissement (E.S. Mason, Promoting Economic Development, Claremont, Californie, 1955).

5.2. Confiscation des effets de l'accumulation primitive :

Il n'était pas fatal que le développement des pays d'Europe Occidentale entraînant le freinage de la croissance des autres pays. Le contact avec les nations européennes, scientifiquement et technologiquement plus avancées, aurait pu offrir des possibilités de progrès, même si les pays retardataires ne suivaient pas nécessairement les mêmes voies que les pays européens et une évolution semblable. Les pays industriellement plus développés auraient pu offrir aux autres "l'image de leur propre développement à venir" (K. Marx).

Il n'en a pas été ainsi parce que le développement des pays capitalistes avancés dépendait du mode de pénétration capitaliste dans les autres pays. Cela dépendait, écrit P. Baran "de la nature de cette pénétration et, également, du stade de développement auquel était parvenue la société en question" (op.cit. p.184).

Il est donc nécessaire de distinguer l'impact du capitalisme sur les pays tels que l'Amérique du Nord (l'Australie, la Nouvelle-Zélande), de l'Asie, de l'Afrique ou de l'Europe orientale.

Dans le premier cas, les Européens ont quasi établi une société capitaliste au départ et son devenus des habitants permanents. Quelles qu'aient été leurs intentions, ceux qui cherchaient à faire fortune vite; ceux qui fuyaient les persécutions religieuses ou politiques en Amérique, ceux qui étaient déportés en Australie venaient dans ces terres vierges "capitalism in their bones" le corps et l'esprit imbibés de capitalisme (Baran).

Ils arrivaient parfois avec un petit capital, avec leur savoir-faire, leur intelligence, sur ces territoires où rien ne leur résistait. Ils réussirent à établir rapidement une société à leur convenance. Ignorant les incohérences et les obstacles que la féodalité mourante imprimait à toute société capitaliste naissante, ces sociétés nouvelles pouvaient se consacrer entièrement au développement optimal de leurs ressources productives.

Ce qui se déroula par contre dans les autres parties du monde fut tout différent. Les capitalistes qui "ouvrirent" à leur commerce la Chine, le Sud-Est asiatique et l'Afrique ne ressemblaient guère à ceux qui s'étaient installés en Amérique du Nord".

"Ce qui les distinguait fondamentalement des premiers, écrit Baran, c'est qu'ils trouvèrent en Afrique et en Asie, un monde totalement différent de l'Amérique ou de l'Australie".

Là où les conditions climatiques semblent propices à l'immigration de capitalistes européens, ceux-ci trouvent sur place une société hiérarchisée, archaïque, précapitaliste ; là où, au contraire, ils rencontrent des sociétés primitives ou tribales, les conditions générales, climatiques notamment, sont tellement désastreuses qu'il ne peut être question pour eux de s'y installer. Les Européens se décident alors à extraire très vite le maximum de richesses de ces pays et à remporter le butin dans leurs pays. Un gigantesque "pillage" sous forme de commerce s'organise qui consiste à écrémer systématiquement toutes les richesses de ces pays d'Asie, d'Afrique ou du Moyen-Orient.

"La rapacité de l'exploitation coloniale du XVIIe et du XVIIIe siècle ne différa guère de celle des Croisés et des marchands italiens qui dévastèrent l'Empire du Levant" (Dobb, *Studies in the Development of capitalism*, Londres 1946).

Ces trésors reviennent en métropole pour se transformer naturellement en "jouissance" et en capital. La richesse acquise par ce transfert unilatéral de biens permettait en effet d'accroître considérablement le volume du surplus économique disponible dans les pays d'Occident. Ce surplus était immédiatement accaparé par les capitalistes qui pouvaient l'investir à leur profit.

La colonie récolte de ce transfert de richesses un développement économique chaotique : "le capitalisme occidental, en brisant les cadres séculaires de ces économies rurales et en imposant la production exclusive de denrées exportables, a détruit l'autarcie primitive de ces sociétés et élargi du même coup le champ d'action offert à la circulation marchande. D'autre part, l'expropriation massive des paysans de leurs terres, pour en faire des plantations, et l'apparition de la concurrence entre les produits artisanaux locaux et les biens industriels, créèrent les conditions d'apparition d'un immense réservoir de main-d'oeuvre ruinée" (P. Baran, *op.cit.* p.186).

.../...

Les activités de type capitaliste ayant ainsi "investi" les sociétés traditionnelles, il est dès lors aisé d'établir la domination impérialiste et les institutions nécessaires à son maintien, institutions superstructurelles mais aussi infrastructurelles (Cf. l'orientation par excellence des voies de communication vers la côte dans certains pays africains).

L'intrusion du capitalisme occidental et la "balkanisation" ont donc contribué à "bloquer" l'évolution des facteurs de croissance réels des colonies (Cf. les conclusions de la récente étude de Samir Amin : L'Afrique de l'Ouest bloquée, Editions de minuit, Paris 1971).

Les conditions qui auraient pu faciliter le développement capitaliste - croissance de la circulation marchande, paupérisation d'un grand nombre de paysans et d'artisans et introduction des techniques modernes - ont été déviées et dénaturées au profit exclusif des intérêts du capitalisme occidental.

"La misère endurée par ces peuples (colonisés), écrit Baran, était effroyable, et rien ne laissait espérer de meilleurs lendemains. Ils vivaient sous le joug du capitalisme, mais ne réalisaient aucune forme d'accumulation du capital. Ils perdaient leurs moyens d'existence (terre, arts, artisanat) mais aucune industrie moderne ne leur en procurait d'autres". Confrontés à la science la plus évoluée de leur époque, ils n'en demeuraient pas moins dans l'ignorance la plus obscure". (P. Baran, op.cit. p. 187).

II - MORPHOLOGIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

1. LES CONDITIONS CLASSIQUES DE LA CROISSANCE

Le processus d'introduction du capitalisme dans le développement historique des pays actuellement sous-développés a empêché la réalisation de ce que Baran appelle les conditions classiques de la croissance.

.../...

L'augmentation de la production peut être provoquée :

a) sans transformation de l'organisation ou des techniques de production, par une incorporation de ressources supplémentaires jusque là inutilisées.

b) par une transformation dans la structure de la production (transfert de travailleurs, allongement de la journée de travail, meilleure alimentation, etc...)

c) par le renforcement de l'armature technique soit par l'amortissement, soit par des investissements additionnels nets. Or, dans les pays sous-développés la production a été très faible et les ressources ont été sous-employées ou même inemployées. La pénétration capitaliste loin de favoriser l'expansion économique et les changements sociaux, a tout au contraire perpétué la stagnation, par le maintien de techniques archaïques et de rapports sociaux rétrogrades. Le volume du surplus économique, fonction du volume de la production globale, a été nécessairement très peu élevé dans les pays sous-développés (par rapport à ce qu'il aurait pu être).

- La population productive a été utilisée en outre au strict minimum vital et au volume nécessaire au dégagement du surplus transféré ensuite dans les pays capitalistes.

- Tout le problème du sous-développement repose sur le mode d'utilisation du surplus économique, troisième condition "classique" de la croissance.

2. L'UTILISATION DU SURPLUS

Le concept de sous-développement assimilé à la pauvreté en général, ne conduit nulle part. La systématisation de cette théorie fut formulée par W.W. Rostow dans ses "Etapes de la croissance économique" (Cambridge 1960). Il s'agit de la théorie universelle des cinq étapes par lesquelles toutes les sociétés sont passées ou devront passer :

- a) l'étape de la société traditionnelle
- b) celle des préconditions du développement
- c) celle du "décollage" économique (take off)
- d) celle de la maturité industrielle
- e) enfin celle de la consommation de masse qui se terminera par la civilisation post-industrielle de loisirs.

Le passage de chaque étape est défini par le niveau d'épargne. En fait, cette structuration accuse la faiblesse de ne pas tenir compte de l'histoire des pays actuellement sous-développés ni des relations déterminantes qui ont existé depuis des siècles entre ceux-ci et les pays développés. Cette relation historique a totalement transformé la composition sociale des peuples dont les pays n'étaient pas sous-développés. (Ce problème, brièvement signalé ici, sera rediscuté dans le chapitre croissance-développement).

* *
*

Ce qui caractérise les pays sous-développés ainsi que l'a démontré P. Baran, c'est non pas l'inexistence ou la faiblesse du surplus mais son emploi improductif, gaspillé, exporté. Samir AMIN a évalué ce gaspillage en Egypte. Entre 1939 et 1953 le surplus a représenté un tiers du revenu national égyptien, ainsi distribué :

• Consommation de luxe des classes possédantes	38 %
• Placements immobiliers	34 %
• Placements liquides (or, monnaies) et semi-liquides (fonds d'Etat)	15 %
• Investissements productifs	14 %

(S. AMIN : l'utilisation des revenus susceptibles d'épargne en Egypte de 1934 à 1953. thèse, Paris 1955).

Or, si l'on retient que l'économie égyptienne dans la période considérée est essentiellement agricole et que la majeure partie du surplus dégagée est d'origine rurale, on constate une véritable spoliation du paysan, un détournement des fruits de son travail en faveur d'une classe privilégiée.

3. LES CARACTERES STRUCTURELS DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Etudiant les blocages de croissance en Afrique occidentale entre 1880 et 1970, S. AMIN écrit : "cette région" est passée du stade de "réserves" primitives peu intégrées au système mondial à celui de véritables économies sous-développées, dominées, intégrées au marché mondial, d'une apparence "dualiste" c'est à dire désarticulées, caractérisées par une inégalité grandissante

.../...

dans la distribution sectorielle de la croissance et du produit par tête, par un caractère extraverti plus marqué et une dépendance plus forte à l'égard du centre qui impulse de l'extérieur cette croissance et l'entretient" (S. AMIN, l'Afrique de l'Ouest bloquée, l'économie politique de la colonisation : 1880-1970, les Editions de Minuit, Paris, 1971, p. 15).

L'auteur résume dans cette formule, les caractères généraux de toute économie sous-développée :

- 1°) Les inégalités sectorielles de productivité
- 2°) La désarticulation du système économique
- 3°) La domination extérieure et l'extraversion

3.1. Les inégalités sectorielles de productivité

Les espaces sous-développés sont souvent appréhendés comme des zones au sein desquelles coexistent deux systèmes antagonistes non intégrés : un secteur traditionnel qui résulterait de la désintégration du système précapitaliste antérieur, et un secteur moderne qui est une excroissance géographique des économies capitalistes dominantes (Cf. J. FREYSSINET, op. cit. p.336). Il s'agirait donc d'espaces hétérogènes au sein desquels évoluent des unités à buts, comportements et techniques différents. Cette thèse "dualiste" extrême traduit en fait l'hétérogénéité des structures appartenant à des âges économiques différents et se manifestant par une distribution sectorielle très inégales des productivités. La simplification qui consiste à juxtaposer la réalité "traditionnelle" et la réalité "moderne" ne tient pas compte du fait que le secteur "traditionnel" est lui-même intégré au marché mondial (produits d'exportation).

Les inégalités de productivité sont communes et se retrouvent même dans les pays avancés où le progrès n'est jamais égal mais se localise essentiellement dans les industries nouvelles dites de pointe. Mais dans ces pays il existe des forces économiques puissantes qui tendent à diffuser les bénéfices du progrès à l'ensemble du corps économique (ajustement des prix, égalisation des salaires entre secteurs, péréquation du taux de profit). Il en résulte que l'inégalité enregistrée dans la distribution du produit par tête est toujours relativement modérée : des rapports de 1 à 2 ou à 3 entre les secteurs les plus éloignés sont les rapports les plus extrêmes observés et la masse de la population active est concentrée dans les secteurs situés autour de la moyenne, de l'indice 80 à l'indice 120" (S. AMIN, l'accumulation à l'échelle mondiale, critique de la théorie du sous-développement, Anthropos, Paris 1970, p.25).

.../...

Dans les pays sous-développés par contre, on observe couramment des rapports de 1 à 4, 1 à 10 ou davantage. La distribution sectorielle de la population active et celle du produit, au lieu d'être sensiblement parallèles, sont divergentes à l'extrême. La population rurale constitue de $\frac{2}{3}$ à $\frac{4}{5}$ de la population totale, tandis que le produit de l'agriculture dépasse rarement deux cinquièmes du produit intérieur brut. Il existe une absence de communications entre les différents secteurs.

3.2. La désarticulation

Le manque de canaux entre les secteurs provient de la désarticulation des économies sous-développées.

Une économie développée constitue un tout cohérent, composé de secteurs qui entretiennent entre eux un réseau dense d'échanges (Cf. cours d'économie générale, le tableau d'échanges interindustriels). Ces secteurs paraissent donc complémentaires et solidaires : les industries extractives fournissent des matières premières aux industries de transformation, lesquelles fournissent les biens d'équipement et les machines nécessaires à la fabrication des biens finis et à la modernisation de l'agriculture.

Au contraire, l'économie sous-développée est constituée de secteurs juxtaposés qui n'effectuent entre eux que des échanges marginaux, l'essentiel des échanges se faisant avec l'extérieur. Quelques grandes entreprises existent parfois mais sont directement rattachées à des firmes extérieures dont elles ne sont souvent que de petites filiales (grandes unités internationales ou G.U.I., de M. BYE). Les centres moteurs sont donc extérieurs à l'économie sous-développée. Les richesses minières exploitées ne sont pas destinées à alimenter les industries locales, mais sont exportées pour alimenter les ensembles industriels complexes des pays développés. Les industries de fabrication des biens destinés à la consommation finale sont elles-mêmes largement tributrices de l'extérieur qui leur fournit machines et produits intermédiaires ; elles ne provoquent par conséquent pas d'effets "intégrateurs" dans le pays et n'entretiennent entre elles que des échanges résiduels. L'agriculture elle-même est constituée parfois de secteurs juxtaposés, l'un replié sur lui-même en autosubsistance, l'autre fournissant pour l'exportation des produits de plantation, cette ambivalence se retrouvant au sein des mêmes ménages : les mêmes agriculteurs produisent à la fois des produits vivriers et des produits d'exportation. L'économie rurale reste donc elle-même largement dépendante de la demande extérieure, et de plus, peu modernisée, ne consomme que peu de produits industriels locaux.

.../...

"La désarticulation empêche le développement d'un secteur quelconque d'avoir des effets d'entraînement sur les autres. Ces effets sont transférés à l'extérieur, dans les pays fournisseurs : les secteurs de l'économie sous-développée apparaissent comme des prolongements de l'économie développée dominante. A son tour cette désarticulation et son corollaire, les inégalités de productivité, se manifestent par une structure de la distribution du produit intérieur brut et des investissements très différents de celle qui caractérise les pays développés" (S. AMIN, l'accumulation... op. cit. p.27).

3.3. La domination

3.31 Dépendance commerciale

Résultante et origine de la situation précédemment décrite, la dépendance extérieure se manifeste d'abord au plan du commerce extérieur.

Deux observations ici s'imposent :

- a) les exportations des pays sous-développés sont constituées en majeure partie de produits de base minéraux ou agricoles et leurs importations de produits manufacturés.
- b) l'essentiel des échanges des pays sous-développés se fait avec les pays développés alors que l'essentiel du commerce des pays développés se fait entre eux. D'un côté donc, on a des échanges de type vertical, de l'autre des échanges de type horizontal. On estime à 80 % du commerce mondial, le volume global du commerce des pays développés. 80 % de ce volume sont constitués d'échanges horizontaux entre pays développés. Tandis que les échanges horizontaux entre pays sous-développés ne représentent que 20 % du volume total de leurs échanges qui eux-mêmes ne constituent que 20 % du commerce mondial (soit donc seulement $\frac{20}{100} \times \frac{20}{100} = 4 \%$ des échanges mondiaux, contre 64 % pour les pays développés).

Pris globalement, les pays sous-développés sont donc plus dépendants des pays développés que ceux-ci le sont à leur égard.

.../...

3.32 Dépendance financière

A la dépendance commerciale s'adjoint la dépendance financière. Les investissements étrangers engendrent automatiquement des transferts de sens inverse. Le taux moyen de rémunération du capital étant de 20 à 25 %, le reflux des profits l'emporte rapidement sur le flux des capitaux et la balance des paiements se renverse. Ce retournement très caractéristique de l'évolution historique des pays sous-développés - écrit Samir AMIN, traduit le passage de la phase de "mise en valeur" du territoire nouvellement ouvert au capital à la phase de son "exploitation croisière" (SAMIR op. cit. p. 28).

Le capital étranger ne provoque pas d'effets d'entraînement, puisqu'il s'investit dans des enclaves. Il ne joue donc pas le rôle de "catalyseur du processus d'accumulation" qu'il a tenu dans certains pays à structure capitaliste (Cf. les exemples historiques de l'investissement européen en Amérique du Nord, en Russie et au Japon du XIXe siècle, ou les investissements américains en Europe occidentale).

Le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements exigerait dans ce cas que soit réalisée une croissance des exportations supérieure (en valeur) à celle des importations. Or de nombreuses forces tendent au contraire à accélérer la croissance des importations des pays sous-développés :

a) l'urbanisation et l'insuffisance de la production agricole qui obligent à importer des produits alimentaires de base (riz, blé, etc...)

b) la croissance trop rapide des dépenses administratives dues à l'intégration au monde international contemporain (les dépenses de souveraineté).

c) la transformation des structures de distribution du revenu et l'"européanisation" des modes de vie et de consommation des couches sociales privilégiées (les effets de démonstration).

d) l'insuffisance du développement industriel et le déséquilibre des structures industrielles qui impose l'importation des biens d'équipement et des produits intermédiaires.

"Le jeu combiné de toutes ces forces rend alors les pays sous-développés dépendants d'une aide extérieure qui tend à devenir "courante", c'est à dire à permettre seulement de surmonter les crises les plus graves sans résoudre le problème fondamental du déséquilibre structurel grandissant. Ce phénomène de dépendance est caractéristique de notre époque - depuis la fin de la deuxième guerre mondiale" (S. AMIN, l'accumulation... op. cit. 28)

* *
*

Au lieu de s'atténuer avec la croissance, les trois caractères décrits tendent au contraire à s'accroître. Ceci amène à constater que le monde capitaliste est constitué d'un noyau et d'une structure périphérique (pays sous-développés). Au centre la croissance est développement, c'est-à-dire qu'elle intègre les divers éléments économiques. A la périphérie par contre la croissance n'est pas développement, car elle désarticule.

"Au sens propre, à la périphérie, la croissance, fondée sur l'intégration au marché mondial, est développement du sous-développement".

CLASSIFICATION DES PAYS PAR LES NATIONS UNIES
(base du revenu par tête)

Revenu par tête (en dollar)	Catégorie	Pays
moins de 100	pays les moins développés	Inde, pays de l'intérieur de l'Afrique
100 à 300	pays sous développés	Afrique du Nord, Moyen Orient, pays côtiers d'Afrique Noire, pays pauvres d'Amérique latine, Asie sud orientale
300 à 500	pays en voie de développement	pays riches d'Amérique latine, Etats pétroliers.
500 à 1.000	pays développés pauvres	Europe du Sud-Est
plus de 1.000	pays industriels développés.	Europe, Amérique du Nord, Japon, Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud.

Classification de la BIRD, sur les chiffres de 1960, présentée par S. AMIN; in l'accumulation à l'échelle mondiale, critique de la théorie du sous-développement.

.../...

Note : L'absurdité de ce genre de classification apparaît nettement lorsque, suivant le critère du revenu par tête, le Koweit se place avant les Etats-Unis (3290 dollars contre 3020). Or on sait bien que pour des raisons d'ordre structurelle (distribution des revenus tirés du pétrole) le chiffre de 3290 dollars n'a rien à voir avec le revenu moyen réel des Koweitiens.

4. PROCESSUS DE TRANSFERT DE LA CROISSANCE DE LA PERIPHERIE VERS LE CENTRE

4.0. Baisse du taux de profit et échange inégal

Le système capitaliste mondial forme un tout et exerce sur les économies satellites une puissante domination.

Le système connaît cependant un problème latent, celui de la baisse tendancielle du taux de profit.

Démonstration de la loi (analyse conceptuelle de K. Marx) (valable dans le capitalisme de monopole ou post concurrentiel).

Le taux de profit est en effet fonction du taux de la plus value (s) (mesure du degré d'exploitation) et de la composition organique du capital (k)

si Y_b (PNB) s'écrit $Y_b = C + V + S$

ou : C = capital constant

V = capital variable

S = plus value

$s = \frac{S}{V}$ (taux de plus value = rapport de la plus value sur le capital variable).

$p = \frac{S}{C + V}$ (taux de profit = rapport de la plus value sur l'ensemble du capital)

.../...

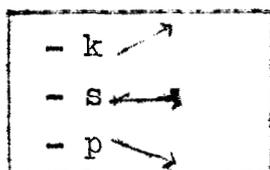
$k = \frac{C}{V}$ (composition organique du capital = rapport du capital constant sur le capital variable).

$$p = \frac{S}{C + V} = \frac{\frac{S}{V}}{\frac{C + V}{V}} = \frac{s}{k + 1}$$

or dans le système capitaliste, indique K. Marx;

- k tend à la hausse, (C croît plus vite que V).
- s tend également à la hausse mais à une hausse limitée (diminution du taux d'exploitation grâce à la lutte syndicale notamment).
- p tend par conséquent à la baisse, le dénominateur augmentant plus vite que le numérateur.

Baisse tendancielle du taux de profit =



Parmi les moyens dont dispose le mode de production capitaliste pour lutter contre la baisse du profit : son extension à des régions nouvelles où le taux de la plus value est plus élevé et d'où l'on peut tirer un superprofit par l'échange inégal, c'est-à-dire par des modes relevant de l'accumulation primitive et non de la reproduction élargie. L'extension du capitalisme a donc pour but essentiel le relèvement du profit du capitalisme central.

Ce relèvement du profit suppose nécessairement la réalisation et le maintien de trois distorsions à la périphérie :

- 1) Les activités exportatrices absorbent la plus grande partie des capitaux provenant du centre.
- 2) L'hypertrophie des activités "tertiaires"
- 3) Le choix industriel orienté vers les branches "légères" et des techniques légères.

.../...

4.1. Distorsion en faveur des activités exportatrices

Au cours des deux dernières décennies, les investissements privés directs nord-américains sont allés à 50 % dans les exploitations minières et pétrolières. Ce rapport n'est pas souvent évident. Une grosse partie des capitaux va en effet aux activités tertiaires (services publics, chemin de fer, commerce et finances). Mais ce secteur tertiaire lui-même reste directement branché sur l'économie exportatrice dont il constitue un précieux soutien. On constate que des industries à débouchés internes n'attirent pas les capitaux ; la part des investissements étrangers "affectée à ces secteurs est de l'ordre de 15 % du montant global des investissements étrangers dans le monde sous-développé" (S. AMIN).

Cette pénétration du capital étranger dans le secteur des activités exportatrices est plus sensible dans les pays à économie de plantation (cf. Cuba) ou de mines (Congo Kinshasa, avec l'union minière, Chili etc.) ou de pétrole (Vénézuéla, Lybie, Koweït etc.), que dans les pays où les activités agricoles sont surtout le fait de petites exploitations indigènes. Dans ce second type de pays la masse de capitaux ira surtout au secteur d'accompagnement.

En Algérie l'agriculture de colonisation a absorbé de 50 % à 20 % des investissements entre 1880 et 1955 ; de 45 % à 22 % en Tunisie entre 1910-1955, de 20 à 13 % au Maroc.

En Afrique les investissements de ce genre sont plus modestes. En Côte d'Ivoire 17 % des investissements monétaires vont à l'agriculture d'exportation entre 1950 et 1965. Cette distorsion des investissements étrangers privés et même de l'aide publique en faveur des activités exportatrices est cause des déséquilibres commerciaux qui font que le commerce des pays sous-développés se fait 80 % avec les pays développés et comporte essentiellement des produits agricoles ou miniers bruts.

Cette spécialisation absolue dans les produits destinés exclusivement au marché extérieur ne se retrouve pas dans les pays développés et passe pour caractéristique des pays sous-développés. Elle accentue la dépendance structurelle de la périphérie vis à vis du centre. Elle constitue un blocage de croissance - (cf. BIRD qui refuse de financer des projets qui ne dégagent pas en exportations leurs moyens de remboursement).

4.2. Distorsion en faveur des activités improductives

L'examen porte ici sur la distribution sectorielle de la main d'oeuvre et du produit. On constate une hypertrophie des "services", donc du "tertiaire".

La notion de classification des activités économiques en trois secteurs, généralement admise, doit être raffinée.

Si le primaire regroupe l'ensemble des activités qui arrachent "directement" la richesse à "la nature", le secondaire l'ensemble des activités de transformation, le tertiaire englobe tout ce qui ne peut être classé dans les deux premières catégories et notamment les services publics et privés.

Le caractère artificiel de cette dernière classe risquerait de gêner tout essai d'analyse.

Une nouvelle optique permettra d'atténuer le caractère hétérogène du "tertiaire", la notion de travail "productif" et travail "improductif" introduite par A. SMITH et reprise par RICARDO. Les activités productives mettent à la disposition de la société les biens matériels nécessaires à la consommation. Deux sous-catégories : secteur "primaire" où la nature joue un rôle prépondérant cf. propriété foncière en agriculture ; secteur "secondaire" où le capital joue historiquement le rôle prépondérant. Les transports rentrent aisément dans cette deuxième catégorie.

L'activité improductive n'arrache rien à la nature mais est nécessaire pour assurer le fonctionnement de la production propre. Elle rend les activités productives plus productives.

Cette approche également retenue par K. MARX et contestée par les économistes marginalistes, a l'avantage de mettre en valeur le fait que, pour produire, une partie de la quantité disponible de travail social doit être nécessairement consacrée non à des tâches de production directe mais à des tâches sociales. Selon la forme de l'organisation sociale une partie plus ou moins importante est donc dépensée dans les activités "improductives".

.../...

Cette distinction permet d'autre part de faire apparaître le caractère parasitaire de l'activité d'une partie des hommes. (cf. exemple numérique de S. AMIN. L'accumulation à l'échelle mondiale op. cit. p. 213). Ce sera le cas pour les économies sous-développées.

L'activité improductive comporte une forme privée et une forme publique, l'une et l'autre forme ayant revêtu des aspects historiques différents. cf. majorité d'artisans du temps d'A. SMITH (coiffeurs, comédiens, domestiques, etc...) ; puis capitalisation de ce secteur artisanal par création de sociétés de spectacles, maison de coiffures et de beauté etc. L'Etat se charge de plus en plus de l'éducation, de la défense nationale etc.

* *
*

Une différence qualitative apparaît entre pays développés et pays sous-développés au niveau de la distribution sectorielle du produit intérieur brut.

Trois remarques :

- Le tertiaire fournit entre 40 et 50 % du produit dans les pays capitalistes développés. Il fournit une moyenne de 30 % dans les pays sous-développés. Cette moyenne monte à 50 et 60 % suivant le degré d'intégration de l'économie sous-développée à l'économie. - Mais pour les pays développés la part du tertiaire et celle du secondaire s'équilibrent. La part du secondaire est beaucoup plus faible dans les économies sous-développées.

- La distribution de la population active en pays développés est à peu près égale entre le secondaire et le tertiaire avec une tendance au transfert de population du secondaire vers le tertiaire au fur et à mesure que s'élève le produit moyen par tête. Dans les pays sous-développés, la proportion de main d'oeuvre occupée dans le tertiaire est beaucoup plus forte que celle occupée dans le secondaire.

On aboutirait donc à un paradoxe : compte tenu de la place occupée dans l'économie par le secteur tertiaire, les pays sous-développés se trouveraient en avance sur les Etats-Unis.

En fait il ne s'agit nullement de situation comparable.

.../...

Dans les pays développés, le transfert de population d'un secteur à un autre n'est pas linéaire. La contribution de chaque secteur au produit national est d'autre part fonction du progrès technique enregistré dans le secteur. Aux Etats-Unis par exemple entre 1820 et 1890 la population agricole se réduit au profit des deux autres secteurs (de 72 à 50 %) à part à peu près égale. Puis à partir de 1920 ce sera surtout le secteur tertiaire qui bénéficiera de ce déplacement de population. L'agriculture qui s'industrialise dans ses procédés de production n'en souffrira pas. Deux faits expliquent donc ce transfert :

- 1) - l'agriculture exige l'usage de plus en plus poussé du capital et l'usage de moins en moins poussé du travail direct.
- 2) -- au fur et à mesure que le revenu par tête augmente la demande des produits manufacturés augmente plus vite que la demande des produits agricoles.

Cette seconde loi est également valable pour la demande des "services" et des "produits de luxe" qui croît encore plus vite que celle des produits manufacturés et provoque par conséquent l'augmentation de la population tertiaire.

Mais les faits en ce qui concerne les pays sous-développés ne sont pas symétriques.

La réduction de la population rurale en faveur d'une urbanisation rapide est un fait assez récent, mais qui se généralise. Les taux d'urbanisation sont montés en l'espace d'un demi siècle 20, 30 ou 50 %. Mais ce rythme de croissance urbaine reste cependant inférieur au rythme constaté dans les pays développés où il est de 3 %, c'est-à-dire trois fois supérieur au taux de croissance démographique. En pays sous-développés ce taux est monté à 7 % en moyenne à partir de 1940, le taux de croissance démographique étant monté lui-même à 3 %. Pour les pays développés le pourcentage de l'accroissement de la population active absorbée par l'agriculture est négatif et celui absorbé par les autres secteurs positif et très élevé, alors que les deux pourcentages sont positifs dans les deux cas en pays sous-développés.

L'urbanisation s'accompagne par ailleurs dans le Tiers-Monde d'une croissance du chômage (ce fut également le cas mais dans une période courte, en 1840 et 1870 dans les pays occidentaux).

.../...

"En Egypte, cite Samir AMIN, le pourcentage de la population urbaine employée s'est abaissée de 32 % en 1914 à 22 % en 1960. Au Maghreb les chômeurs représentent vers 1955 de 15 à 20 % de la force de travail urbaine musulmane, en Côte d'Ivoire vers 1965 de 18 à 20 % et dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest encore davantage" (S. AMIN op. cit. p. 219).

La fraction occupée de la population non-agricole s'est dirigée dans le Tiers-Monde, davantage vers le tertiaire que vers le secondaire, ceci dès le début d'urbanisation moderne, et en liaison avec le processus d'intégration dans le capitalisme mondial. Le pourcentage de l'accroissement de l'emploi industriel par rapport à celui de la population totale demeure faible (1 à 18 %, avec une moyenne de 5 %). La part de la population du secondaire est donc allée en décroissant, même à cette période de première industrialisation. (En Egypte, entre 1914 et 1958, le pourcentage de la population employée dans l'industrie, le bâtiment et la construction a été progressivement réduit de 34 à 25 % de la population employée non-agricole, tandis que celle employée dans le tertiaire passait de 66 % à 75 % ; au Maghreb vers 1955 l'industrie, l'artisanat et le bâtiment occupaient 45 % de la main-d'oeuvre urbaine contre 55 % pour le commerce, les transports, les services et l'administration ; en Côte d'Ivoire vers 1965 le secteur secondaire n'employait que 33 % de la main d'oeuvre non-agricole). Le phénomène reste facilement réparable dans la multiplication de petites échoppes, salons de coiffure, réparation de chaussures, dans les faubourgs des villes africaines.

Sans discuter pour l'instant du rôle des "activités improductives" dans le développement national, on peut retenir les trois causes de la distorsion en faveur de ces activités dans les pays sous-développés.

1 - La concurrence des industries des centres dominants qui fournissent les importations des formations capitalistes de la périphérie empêche les investissements industriels sur capitaux constitués à partir de la "monétarisation" des économies locales. Ces capitaux s'orientent donc naturellement vers les investissements commerciaux et les activités de complément aux activités exportatrices. L'hypertrophie est d'autant plus grande que l'intégration à l'économie mondiale est plus poussée (cf. place des exportations dans le produit national des pays africains).

.../...

2 - L'hypertrophie de certaines activités tertiaires (genre petit commerce) provient de l'importance du chômage déguisé. La rareté du capital entraîne l'accroissement des activités "labour using" dans des secteurs qui n'exigent aucun investissement et ne comportent que des gains très faibles.

"C'est que l'abondance relative de la main d'oeuvre" expression "neutre" pour désigner le chômage massif, est dans les pays sous-développés, à une autre échelle que dans les pays développés. La destruction des milieux artisanaux et le développement du capitalisme agraire non accompagnés d'industrialisation, par suite précisément de la concurrence des industries étrangères, sont à l'origine de cette "abondance". (S. AMIN, op. 225)

3 - Le renforcement de la rente foncière entraîne également une orientation particulière de la dépense des revenus en faveur de certaines activités tertiaires. En Côte d'Ivoire par exemple les revenus de la couche supérieure des planteurs passe de 2,3 milliards F.CFA en 1950 à 7,6 milliards en 1965, soit de 29 % à 37 % (S. AMIN, le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire, Editions de Minuit 1968, p.293).

La rente foncière n'étant pas nécessairement réinvestie comme le profit du capital en vue d'investissement de modernisation imposés par la concurrence ; elle est inégalement dépensée en biens de luxe importés et en domesticité et activités de loisirs.

Une partie du produit de la rente des classes dominantes de propriétaires fonciers grossit l'épargne liquide qui nourrit des circuits de placements de spéculation tels que achats de terre, construction immobilière et exportation de l'épargne.

L'hypertrophie en faveur des activités tertiaires reste donc négative sur ce plan car les dépenses dans un grand nombre de cas ne sont pas des investissements, c'est-à-dire un achat de force de travail productive de profit, mais des placements ou des dépenses courantes.

L'hypertrophie des activités administratives se traduit par un décalage entre le rythme de la croissance économique globale et de la croissance des dépenses administratives entraînée elle-même par un surcroît de charges de souveraineté (cf. OMAR EL-KHLOU, l'équilibre budgétaire dans les pays en voie de développement, Maspero, Paris 1970).

S. AMIN note que pour l'ensemble des pays de l'U.D.E.A.C (la croissance du produit par tête entre 1960 et 1968 a été de 1,9 % l'an, tandis que les dépenses publiques totales (fonctionnement et équipement) passaient de 15 à 20 % du produit intérieur brut et le déficit des trésors de 5 à 6 % des dépenses totales (S. AMIN, l'accumulation à l'échelle mondiale, op. cit. p. 228).

4.3. La distorsion en faveur des techniques légères

Le principal des activités industrielles se situe en pays sous-développés, dans les branches légères de l'économie. L'orientation particulière d'un investissement primaire détermine un rythme donné de croissance du surplus ultérieur qui détermine à son tour la croissance réduite.

Dans une économie fermée le niveau du revenu national et la distribution de ce revenu entraînent une orientation donnée dans la demande et exigent en conséquence une orientation particulière de la production conforme à la demande.

Marx, qui a étudié la péréquation des profits a montré que dans une industrie légère le profit original est très élevé. Les capitaux affluent en conséquence et le prix se fixe au niveau des coûts de production qui sont faibles. Tous les capitaux sont donc assurés d'un niveau de rémunération égal et élevé. Mais si à ce niveau de rémunération le volume de la production dépasse le besoin social, le prix du marché baisse tandis que les prix de production restent les mêmes. Le profit baisse et les capitaux fuient le secteur, permettant la rémunération du capital de revenir à son niveau initial. L'équilibre final est obtenu lorsque l'orientation de la production est conforme à la demande sociale et assure à tous les capitaux une rémunération égale. La tendance des capitaux à s'orienter vers les industries légères est donc limitée par ce jeu de la péréquation des taux de profit.

Cette limitation ne joue malheureusement pas dans les pays sous-développés à cause de la spécialisation internationale.

Dans l'industrie "légère" la taille des entreprises est plus modeste. Ces industries nécessitent peu de capitaux. L'entrée dans cette branche est plus facile. En conséquence les petites entreprises peuvent s'y créer plus facilement que dans l'industrie "lourde".

De plus dans le cadre de l'intégration internationale, les biens complémentaires pouvant s'importer, l'orientation préférentielle des investissements vers l'industrie légère se trouve renforcée à la périphérie, alors que la part de l'industrie lourde, des "industries industrialisantes" (D. De BERNIS) s'élève encore plus rapidement au centre. Cette orientation se trouve en plus justifiée par la théorie de l'avantage comparé (loi des coûts comparés de Ricardo). Chaque pays doit se spécialiser dans l'exploitation du facteur dont il dispose le plus aux meilleurs coûts : les pays capitalistes produiront des biens exigeant l'usage de gros capitaux, les pays surpeuplés des biens dont la production exige beaucoup de travail direct.

En fait ces avantages restent purement apparents, la condition de la spécialisation étant que les pays sous-développés paient le travail à faible prix (ce travail étant plus abondant). Cette orientation détermine un rythme de croissance plus lent, donc joue à long terme au détriment de la société. Seul l'entrepreneur en retire un intérêt immédiat. L'intérêt de la firme est abusivement assimilé à l'intérêt collectif.

L'orientation en faveur des industries légères implique donc nécessairement l'intégration à l'économie mondiale et la distorsion signalée plus haut, en faveur des exportations de matières auxquelles on demande de financer l'importation d'équipements lourds non produits sur place. La domination des économies de la périphérie par l'économie du centre s'en trouve à son tour renforcée.

* *
*

III - LES IMPASSES DE LA SOCIOLOGIE DU DEVELOPPEMENT

Le journaliste et le sociologue ont des fonctions tout à fait comparables. Chacun à leur manière, ils doivent rendre compte des événements, d'une part, et d'autre part, donner des éléments de compréhension de la situation qui a produit ces événements. Autrement dit, ils ont une fonction commune d'objectivation de la réalité, c'est-à-dire une fonction critique.

Pour le journaliste, cette fonction critique consiste à ne pas cacher les faits, et à les rechercher au besoin quand ils sont enfouis. (ex. l'affaire du Watergate et le rôle joué par le "Washington Post").

Pour le sociologue, cette fonction consiste à lever le voile idéologique qui recouvre le plus souvent le paysage intellectuel, afin de voir et d'interpréter la réalité telle qu'elle est, et non pas telle que la classe dominante, les pouvoirs en place ou les puissants intérêts économiques internationaux voudraient qu'on la voit et l'interprète.

Pendant toute cette semaine, au cours de quatre séances, on m'a demandé de vous parler des aspects sociologiques du sous-développement. C'est une question très complexe, d'autant plus que les situations sont multiples, la littérature sur-abondante, et que s'y trouvent mêlés de manière difficilement extricable jugements de réalité et jugements de valeurs. Il n'est évidemment pas question, en si peu de temps, de dresser un tableau exhaustif des problèmes. Pour en revenir à la fonction critique du sociologue, mon rôle se bornera à vous apporter quelques éclaircissements sur cette réalité du sous-développement, et cela de deux manières : tout d'abord en essayant de vous montrer le poids des idéologies dans les analyses sociologiques qui ont pu être faites du sous-développement, autrement dit en essayant d'y déceler les jugements de valeur qui ont conduit jusqu'à présent la sociologie du développement à des impasses. Ensuite en vous proposant un cadre d'analyse, qui nous permettra d'aborder progressivement des situations concrètes.

Pour la séance d'aujourd'hui, nous aborderons un problème d'ordre général, celui des impasses de la sociologie du développement.

La 2e guerre mondiale a eu une importance considérable : elle a sonné le glas des principales puissances colonialistes, qui ont dû accepter le transfert de leur puissance à d'autres puissances ; elle a inauguré des changements profonds dans toutes les sociétés ; elle a provoqué la prise de conscience de ce qu'on appelle les pays du Tiers-Monde (Bandoeng - 1955) et le refus des dépendances coloniales. C'est de cette époque que date l'attention portée aux problèmes du développement et du sous-développement. La littérature sociologique sur la question est très abondante: elle dépasse largement les 10.000 titres. Elle est cependant très décevante. Pour reprendre l'expression d'un sociologue américain, A. Gunder FRANK, la sociologie du développement est une "sociologie sous-développée". (1)

En effet, la sociologie s'est révélée jusqu'à présent incapable d'élaborer une véritable théorie du développement des sociétés (et donc du sous-développement), et n'a donc abouti qu'à des impasses en ce qui concerne les solutions éventuelles. Y. BENOT résume bien le problème : "... à l'intérieur de la zone dite développée, tout le monde reconnaît bien volontiers l'existence d'une énorme masse de peuples sous-développés et il est devenu habituel de se demander : que faire ? En revanche, l'existence même du phénomène de l'impérialisme est bien loin d'être partout reconnue, encore moins analysée et comprise scientifiquement".(2)

Ce n'est pas seulement parce que les pays sous-développés sont nombreux (77 pays comme les a désignés la "Conférence pour le commerce mondial et le développement" CNUCED 1964), divers (répartis sur 3 continents) et en changement rapide que la sociologie du développement a échoué à leur égard ; c'est surtout, comme le souligne G. BALANDIER (3) parce que les sciences sociales se sont constituées à partir de l'expérience des pays occidentaux, et en fonction de la société industrielle d'origine

-
- (1) A.G. FRANK. "Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie". Cahiers internationaux de Sociologie. Vol XLIII. 1967
 - (2) Y. BENOT. Qu'est-ce que le développement ? Petite collection Maspéro. 1973. p.5.
 - (3) G. BALANDIER. Sens et puissance. Paris. HUF. 1971 (p.111)

européenne. Il y a inadéquation des concepts et théories aux sociétés du Tiers-Monde. De notre point de vue, il faut aller plus loin dans cette explication de Balandier : ces concepts et théories de la sociologie du développement sont inadaptés aux pays sous-développés parce qu'ils sont le produit de l'idéologie occidentale, et nous prenons ici le terme idéologie dans le 1er sens que lui donnait MARX, c'est-à-dire un voile cachant la réalité, ou la déformant. En d'autres termes, la sociologie du développement, d'origine occidentale, voit le Tiers-Monde à partir d'elle-même, de ses propres catégories intellectuelles, catégories incluant des jugements de valeurs implicites sur les sociétés autres. Et nous verrons plus loin combien ces jugements de valeur sont dévalorisants.

D'Auguste Comte et MARX jusqu'à nos jours, le type de développement que la sociologie a le plus analysé est celui qui a résulté de la révolution industrielle européenne. Elle en a été définitivement marquée. On a même présenté ce type de développement comme un modèle unique et universel par lequel toute société doit passer. Qu'on se souvienne de la loi des 3 Etats d'A. Comte, et qu'on pense surtout aux 5 étapes de la croissance économique de ROSTOW. Marx lui-même n'a pas échappé à cette pseudo-universalisation de l'analyse du développement qui est en fait une application au monde entier du modèle européen. Il faut d'ailleurs noter au passage que le marxisme n'a pas fourni jusqu'à présent une théorie du passage d'un mode de production à un autre (ALTHUSSER. Lire le capital. Ed. 1968. Maspéro. Vol. II. p.76).

Nous allons maintenant passer en revue les différentes approches sociologiques du problème développement sous-développement, pour voir à quelles impasses elles aboutiront, et nous terminerons en évoquant rapidement les possibilités de faire sortir l'analyse sociologique de ces impasses.

On peut distinguer 3 types d'approches : empirique, dualiste et néo-évolutionniste.

1. L'APPROCHE EMPIRIQUE

C'est celle qui cherche à cerner la réalité du sous-développement à partir d'un certain nombre de critères ou d'indicateurs, afin de définir l'état de sous-développement avec ses degrés, et de pouvoir classer les pays selon les critères qu'on leur a attribués.

.../...

Pour reprendre la catégorisation de BALANDIER (op. cit. p.113-114), dans ce genre d'approche on détermine l'état de sous-développement par :

1.0. ses manifestations :

- démographiques (distorsion qui s'accroît entre la croissance démographique et la croissance économique estimée en dollars US.)

- économiques (faiblesse du revenu par tête et insuffisante couverture des besoins assurant la vie normale du producteur et sa reproduction).

- sociales et culturelles (faiblesse des classes moyennes, statut inférieur de la femme, vulnérabilité des organisations administratives et politiques; analphabétisme élevé).

1.1. les structures et comportements.

- ce sont les sociétés dualistes, avec un secteur moderne restreint, où l'on repère un certain dynamisme et un secteur traditionnel étendu, voué à la répétition.

- les structures sont désarticulées (économiques, comme l'a souligné F. PERROUX - sociologiques : déséquilibres, mutations - politiques : instabilité - psychiques : état d'alternance entre la tradition et la modernité ; soumission à l'effet de démonstration de la société de consommation).

1.2. en cumulant les critères : dans cette dernière méthode on additionne des critères hétérogènes : - des données statistiques (taux de croissance démographique - revenu par tête).

- des caractéristiques structurelles (toutes les sortes de déséquilibres)

- des aspects communs et spécifiques (appartenance à la zone tropicale etc...)

1.3. critique de l'approche empirique

Cette approche est apparemment la plus objective, puisque qu'elle s'appuie sur des faits mesurables ou du moins repérables concrètement. Elle est néanmoins marquée idéologiquement, car dans la sélection même des critères, retenus, la manière de les évaluer s'introduisent subrepticement des jugements de valeur. En effet, on peut voir

.../...

que les pays sous-développés ne peuvent être caractérisés que de manière négative (distorsion - faiblesse - déséquilibre - désarticulation). Par-delà cette caractérisation négative, se dessine une interprétation particulière du sous-développement, qui sous-entend que les pays sous-développés sont responsables de leur sous-développement, étant donné tous les freins au développement qui les caractérisent. Cette approche, outre qu'elle conduit à une représentation statique (les pays sous-développés sont figés dans le sous-développement), contribue à cacher les mécanismes réels du sous-développement, donc sa véritable explication. Cette approche, étant donné l'interprétation sous-jacente qu'elle implique conduit aussi à proposer des solutions parcellaires ou erronées : ainsi sur le plan démographique. On constate dans les P.S.D. une démographie galopante à laquelle ne correspond pas la croissance économique, et on aboutit à la conclusion qu'il faut limiter les naissances. Cette manière de voir consiste tout simplement à prendre l'effet pour la cause, et procède d'un triple oubli, comme le souligne Y. BENOT (op.cit. p.9) : on oublie que le développement industriel du XIXe s. en Europe et au Japon s'est accompagné d'une forte poussée démographique ; on oublie aussi que nombre de pays sous-développés d'aujourd'hui pourraient fort bien se révéler sous-peuplés s'ils devaient connaître le même processus de développement que l'Europe du siècle passé ; on oublie enfin que, de toute façon, seule l'élévation du niveau de vie moyen a pu entraîner en Europe (y compris dans les pays socialistes) un ralentissement de la croissance démographique, et c'est précisément ce qui fait défaut à ce fameux T.M. Quoiqu'il en soit, la nécessité d'un contrôle démographique dans les pays qui consomment le moins dans le monde s'impose moins que dans les pays riches, qui consomment et gaspillent le plus, comme le suggère R. DUMONT (l'utopie ou la mort. Seuil. 1973).

2. L'APPROCHE DUALISTE.

C'est celle qui consiste à réduire la diversité des sociétés mondiales en les rangeant dans deux catégories opposées, ce qui donne les terminologies multiples et bien connues :

développé	-	sous-développé
riche	-	pauvre (prolétaire)
avancé	-	arriéré
moderne	-	traditionnel. etc...

.../...

Toutes ces terminologies n'ont pas la même charge idéologique. Nous nous arrêterons simplement à la dernière, car elle nous semble la plus contestable (et la plus dangereuse, vu son succès).

En rangeant les sociétés en "traditionnel" et en "moderne" on réduit, comme le dit Balandier (op. cit. p.115) la diversité des sociétés accédant au développement à un seul type, défini en tant que modèle de la société "traditionnelle", qu'on définit par différences, et donc négativement, en en faisant une image inversée de la société "moderne". La société moderne est caractérisée par une séquence positive : alphabétisation - instruction - rationalité - capacité de s'organiser et de produire, donc développement. La société traditionnelle est caractérisée par la même séquence, mais inversée, donc négative : c'est le sous-développement, considéré comme une essence, une caractéristique en quelque sorte naturelle. L'opposition tradition-modernité est maintenant entrée dans le domaine public. Cette opposition est lourde de conséquences.

Les termes traditionnel et moderne caractérisent deux pôles entre lesquels sont rangées toutes les sociétés, avec un pôle évidemment inférieur, le traditionnel, et l'autre supérieur, le moderne. Dans cette perspective, le mouvement des sociétés "retardataires" vers les sociétés "évoluées" est conçue comme une ascension. Comme le dit la sociologue brésilienne PEREIRA DE QUEIROZ ("la sociologie du développement et la pensée de G. GURVITCH. Cah. Intern. de Sociol. Vol. LI-1971. p.215) : "On en vient ainsi à considérer, explicitement ou implicitement, l'existence d'une hiérarchie universelle de valeurs, dont le sommet est représenté par les valeurs des sociétés développées, toujours à la pointe du progrès technique". "Passé, tradition, expériences particulières à un peuple donné, particularités culturelles, tout ceci appartient aux stades inférieurs du continuum traditionnel - moderne".

Certains sociologues américains, comme Talcott PARSONS, (Structure and process in modern societies - New-York, 1967) vont plus loin : l'harmonie et l'équilibre se trouvent associés chez lui à la standardisation socio-économique, corollaire du développement, et deviennent donc les buts suprêmes de l'évolution en marche.

.../...

Critique de l'approche dualiste

- Sociologiquement, ni le traditionnel ni le moderne n'existent par eux-mêmes ni en eux-mêmes. Ils font partie d'un phénomène social total et on les retrouve dans toutes les sociétés, avec des accentuations différentes, où ils ne sont pas opposés, mais complémentaires, parce qu'ils s'impliquent mutuellement.

- L'utilisation des catégories traditionnel - moderne pour caractériser des sociétés est la conséquence d'un jugement de valeur originaire d'un complexe de supériorité, celui de l'Occident. Elles rappellent la distinction primitif-civilisé, donc la distinction qui a justifié l'entreprise de "civilisation" effectuée par l'Occident.

- Elle nie les contradictions du monde dit "développé", et en cela elle est mensongère : par exemple elle prône la rationalité comme une qualité supérieure caractéristique du monde moderne par opposition à l'irrationalité du monde traditionnel, en oubliant de parler de la rationalité devenue folle de l'hitlérisme.

L'approche dualiste nous introduit à la 3ème approche, encore plus sophistiquée, mais allant toujours dans le même sens, l'approche néo-évolutionniste.

3. L'APPROCHE NEO-EVOLUTIONNISTE

C'est l'approche la plus marquée idéologiquement, mais c'est aussi celle qui traduit le mieux le "projet" impérialiste.

La pensée scientifique de la seconde moitié du XIXe s. était caractérisée par les théories évolutionnistes. Ces théories envisageaient l'histoire mondiale comme se déroulant nécessairement sur une seule ligne, avec, à un bout, le début, les sociétés arriérées, et à l'autre bout la civilisation, assimilée à la société occidentale. Ces théories étaient dominées par l'idée de progrès, le progrès étant caractérisé par le fait de se rapprocher et d'accéder de l'état de civilisation (occidentale), et l'idée de nécessité : ce progrès est le déroulement nécessaire de l'histoire.

Les théories du développement se relient d'une certaine manière aux théories évolutionnistes. Elles les modifient sans toutefois éliminer leurs insuffisances ni réduire leurs erreurs. Il en est cependant qui en procèdent

.../...

directement, ce sont les néo-évolutionnistes, dont le représentant le plus fameux est W. ROSTOW, dans son ouvrage "les étapes de la croissance économique". Cet ouvrage lui a valu une renommée mondiale. Il est moins connu pour sa formulation de la politique de l'escalade militaire qui l'a conduit à être l'un des principaux promoteurs de l'escalade américaine au Viet-Nam.

Rostow est avant tout un économiste, mais sa théorie inclut des aspects proprement sociologiques. Les 5 étapes qu'il énumère sont bien connues :

- société traditionnelle
- transition
- décollage
- maturité
- grande consommation.

Ce sont des étapes que toute société doit parcourir dans un ordre nécessaire. Nous n'allons pas aborder l'analyse de cette théorie dans le détail, nous ferons simplement remarquer qu'il place la société traditionnelle au niveau inférieur, ce en quoi il n'a pas innové, comme vous le savez. Par ailleurs il place comme étape ultime l'état de "grande consommation", ce qui est en somme une belle perspective, propre à allécher tous les pays "sous-développés", qui n'aspirent plus maintenant qu'au "décollage", d'où le succès de cette théorie, et qui refoulent au maximum dans les ténèbres du néant tout ce qui peut rappeler la société traditionnelle, puisque c'est la condition sine qua non de la "transition" vers le "décollage" qui mène à la "maturité".

Critique de l'approche néo-évolutionniste (celle de Rostow)

- critiques de Balandier (op.cit. p.117).

- cette théorie procède d'un déterminisme technico-économique et d'un politico-centrisme fort vulnérables
- c'est un évolutionnisme unilinéaire qui condamne les sociétés en développement à répéter les processus des sociétés dites "avancées". Elle leur dénie la possibilité de faire naître des sociétés et des économies inédites
- Elle présente le procès de développement (réalisé au mieux sous sa forme capitaliste : rappelons que le sous-titre de l'édition anglaise est : pour "un manifeste non-communiste") comme un phénomène répétitif et de validité universelle.

.../...

- critiques de A.G. FRANK. (op. cit. p.119-127)

- au point de vue empirique, ni les étapes alléguées par ROSTOW ni sa thèse générale ne sont exactes, pour cette raison surtout qu'elles ne correspondent ni à la réalité actuelle ni à la réalité passée des pays sous-développés. Rostow dénie toute forme d'histoire aux pays sous-développés, en particulier qu'ils ont été associés à l'histoire des pays développés depuis plusieurs siècles. Et c'est là que nous retrouvons le voile idéologique : "l'expansion économique et politique de l'Europe, depuis le XVe siècle, a complètement incorporé les pays actuellement sous-développés dans un même processus historique mondial. Celui qui provoqua simultanément le développement de certains pays et le sous-développement de certains autres". Rostow refuse donc de considérer le développement historique du sous-développement.
- Il refuse de considérer la structure du sous-développement qui est incluse dans un système mondial du développement - sous-développement.
- Il n'arrive pas à isoler les caractéristiques structurelles du changement, donc à définir comment se fait le passage d'une étape à une autre.

Pour notre part, nous pouvons faire à Rostow et aux néo-évolutionnistes une autre critique : ils refusent de considérer où mène la logique absurde du développement capitaliste ; elle trouve son point de départ dans l'exploitation, donc dans l'entretien du sous-développement de certaines zones, pour aboutir au gaspillage et à la pollution généralisée.

Conclusion

Nous avons ainsi, à travers les différentes approches, passé en revue les impasses de la sociologie du développement. Aucune de ces approches n'est parvenue

- ni à identifier les mécanismes du sous-développement
- ni à élaborer une véritable théorie du développement.

Nous avons vu en quoi c'était une sociologie typiquement occidentale, car elle a pris l'Occident comme centre de sa théorie, et les pays sous-développés comme les annexes périphériques.

.../...

Sur le plan proprement méthodologique, cette sociologie du développement est fallacieuse, et c'est d'ailleurs ce qui la fait aboutir à ses impasses, parce qu'elle s'est refusée à considérer la totalité sociale qui détermine les conditions du sous-développement, parce qu'elle évacue en particulier les séquences historiques qui ont abouti à la situation actuelle, c'est-à-dire la colonisation et la domination d'une partie du monde par une autre.

En effet, on sort de l'impasse théorique quand on veut bien considérer que la presque totalité des pays qu'on appelle sous-développés sont ou colonisés, ou d'anciennes colonies, ou des pays en voie de décolonisation. Toute approche sociologique du sous-développement doit tenir compte du fait suivant : nous vivons dans un système international dominé par l'expansion du capitalisme, avec ses supports économiques, politico-militaires et culturels. Une des variantes principales de l'expansion capitaliste a été le colonialisme, et ce sont les contradictions du colonialisme qui ont perturbé longtemps l'approche sociologique : comme le dit Gérard LECLERC (Anthropologie et colonialisme, Fayard, 1972). "La contradiction essentielle, c'était (et c'est toujours) que le colonialisme prétendait éduquer et il freinait l'éducation, il prétendait industrialiser et il exportait (ou importait) les matières premières, il prétendait assimiler et il instituait le racisme et la discrimination".

C'est ce que nous aborderons à la prochaine séance.

IV - LE SYSTEME COLONIAL, OU LE DEVELOPPEMENT

DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Nous avons vu la dernière fois comment les différentes approches de la sociologie du développement; les différentes tentatives de cerner la réalité du sous-développement ont abouti à des impasses. Aucune d'entre elles n'a abouti à identifier les mécanismes du sous-développement, ni ses structures, dans la mesure où une idéologie justificatrice les faisaient procéder à une approche fallacieuse en les empêchant de considérer la totalité sociale qui détermine les conditions du sous-développement, à savoir la domination coloniale et ses avatars actuels.

.../...

Ce n'est que très récemment qu'on a commencé à analyser les pays sous-développés sous l'aspect du colonialisme. Il y a à cela 2 raisons. La première tient au fait que ceux qui avaient droit à la parole, i.e. les Européens, ne voyaient le reste du monde qu'en fonction d'eux-mêmes, et le colonialisme n'était alors vu que sous le seul angle de la diffusion culturelle et surtout de l'acculturation (et on ne parlait pas de déculturation, puisque les aspects socio-culturels des sociétés colonisées n'avaient rien de positif) ; la deuxième raison tient au fait que ceux justement qui auraient pu parler de colonialisme, à savoir les colonisés, n'avaient pas droit à la parole. Cette remise en question du regard eurocentriste n'a pu se faire que progressivement. Son point de départ a coïncidé avec les débuts du nationalisme africain, vers les années 30. Un des premiers à "prendre la parole" a été Jomo Kenyatta, dans son livre de 1937 : "Au pied du Mont Kenya" - Maspéro. Dans cette étude de sa propre société, les Kikuyu, il montre qu'une société "traditionnelle" africaine n'a pas les caractères négatifs que lui prête l'Europe : la sorcellerie n'est pas simple "superstition", le système politique précolonial n'est pas despotique, mais démocratique etc...

D'autres étapes marquantes de cette "prise de parole" ont été en 1954. Nations nègres et cultures de Cheikh Anta Diop, livre qui opère un retournement complet de tous les concepts majeurs de l'Occident sur les sociétés colonisées de l'Afrique.

en 1956. Discours sur le colonialisme D'Aimé CESAIRE, qui est une critique radicale.

en 1961 enfin, les damnés de la terre, de Frantz FANON, qui fait d'ailleurs une critique par anticipation de ce que sera la société post-coloniale.

Jusqu'aux années 50, la situation globale de la colonisation, le fait colonial mettant en relations une société dominante et des sociétés subordonnées, assurant le développement de l'une et provoquant le sous-développement des autres n'avait jamais été étudié en tant que tel.

C'est G. BALANDIER, dans Sociologie actuelle de l'Afrique noire", qui a parlé le premier de situation coloniale, et qui a abordé le premier le colonialisme comme une totalité.

.../...

1. ANALYSE DE LA SITUATION COLONIALE

Nous suivons ici l'analyse de Balandier (dans ses divers ouvrages), ce qui nous permettra d'introduire la question dans toutes ses dimensions que nous développerons par la suite.

- Schématiquement, le processus est le suivant : la situation coloniale naît de la conquête. Ensuite : "apprivoisement" - "administration et mise en valeur" - "acheminement vers l'autonomie".

- Ce processus a accentué, jusqu'aux dernières années de la domination coloniale, l'emprise matérielle (contrôle de la terre et modification du peuplement des pays soumis, économies liées à celle des métropoles), l'emprise politico-administrative (contrôle des autorités locales ou mise en place des autorités de "remplacement" ; contrôle de la justice, opposition aux initiatives politiques autochtones) et l'emprise idéologique (tentatives de dépossession religieuse visant à permettre l'évangélisation, action directe d'un enseignement importé, transmission de "modèles" culturels en fonction du prestige développé par le groupe dominant.)

La société colonisée est ainsi une société globalement aliénée, qui est atteinte dans son organisation socio-culturelle propre (à des degrés variables selon la capacité de résistance de cette dernière), et d'autant plus soumise à la pression de la société dominante étrangère qu'elle est plus dégradée. Dans cette situation, le fait de la domination extérieure est capital.

1) Les conditions de la mise en place du système colonial

Il y a deux conditions essentielles à l'existence du phénomène colonial :

- la dynamique propre du capitalisme
- le caractère différent des sociétés mises en contact.

a) la dynamique propre du capitalisme.

L'économie capitaliste industrielle est une économie de production qui demande à être toujours en expansion, c'est-à-dire mise en marché de nouveaux produits et extension à de nouveaux marchés. Au contraire de l'économie de subsistance, l'économie de production

.../...

capitaliste ne peut être stable sans être déclinante ; son état le plus naturel est d'être dynamique. Elle est donc étendue, internationale par nature, fondée sur un vaste réseau d'échanges activés par un usage abondant du crédit et de la monnaie. Elle est condamnée, pour exister, à se reproduire sur des bases élargies. La nécessité est donc l'expansion continue du marché interne et externe. D'où l'impérialisme avec son principal produit, le colonialisme. Tout cela laisse entendre bien entendu que l'intérêt économique a été et demeure le principal motif de la colonisation, quelles que soient les autres justifications qu'on ait pu lui apporter, en particulier au nom de la "civilisation".

b) le caractère différent des sociétés mises en contact

Cette condition essentielle à l'existence du colonialisme est également une des explications de sa permanence : les relations coloniales entre les sociétés ont pour condition le décalage, l'inégalité entre ces sociétés en ce qui concerne en particulier le niveau techno-économique, la capacité de faire circuler les produits et les hommes, de faire prévaloir des tendances antiparticularistes (construction d'une nation), de contrôler un espace étendu et de vastes groupements sociaux (une organisation étatique). A ce décalage se joint la mise en rapport par la conquête. Le phénomène de décalage est capital quant aux conséquences de la colonisation, car il est à l'origine du développement du sous-développement dans son aspect relatif qui est un rapport inégalitaire. J'utiliserai deux citations pour le souligner. La première de Balandier, dans Sens et Puissance, p.179: "L'avance acquise permet de détenir une position dominante, et cette dernière contribue à accroître l'écart différentiel existant entre les nations dominantes et les sociétés soumises à leurs effets de domination". La seconde d'A. SAUVY, dans Théorie générale de la population, Vol. II p.207-208 : "La transformation des pays agricoles en pays industriels tend à augmenter la puissance d'expansion des pays les plus anciennement industrialisés."

2) L'exercice de la domination coloniale

Dans son Introduction à la sociologie générale Vol.3. Le changement social, Guy ROCHER a fait une excellente présentation du système colonial. Nous l'utilisons ici en grande partie.

.../...

On peut définir la société colonisée de la manière suivante : c'est une société économiquement peu avancée, dont le développement économique, politique, culturel et social est soumis à l'ensemble des rapports de dépendance dans lesquelles elle se trouve obligatoirement engagée avec une ou plusieurs sociétés économiquement plus avancées (et techniquement).

Dans l'analyse qui va suivre du système colonial, nous pouvons observer la contradiction profonde qui le caractérise et que nous avons déjà évoquée lors de la séance précédente : pour exploiter le patrimoine économique des pays colonisés, il faut le mettre en valeur, donc le développer. Pour utiliser ce développement à son profit, le pays impérialiste doit mettre en place son système colonial qui organise cette mise en valeur, mais aussi la contrôle et canalise. Autrement dit, le pays impérialiste ne met pas de frein à son exploitation, mais il met les freins au développement réel et autonome du pays colonisé. C'est un peu ce que l'on appelle le pacte colonial. En provoquant un développement partiel et freiné, le système colonial met cependant en place les germes des mécanismes qui mèneront à l'indépendance.

Quels sont les traits de la domination coloniale :

a) l'exploitation économique étrangère

- > exploitation des ressources primaires (agriculture - sous-sol)
- > formation et utilisation d'un salariat
- > monétarisation des rapports de production
- > développement de certains services (les communications par exemple)
- > importation de personnel européen (administratif et technique).

Il y a donc introduction des conditions d'un certain développement économique. Cependant ces conditions sont contrecarrées par les caractéristiques mêmes de ce type d'exploitation économique : - le développement est volontairement limité à certains secteurs, à certaines ressources, en fonction de la division internationale du travail. Parallèlement, on préserve l'économie de subsistance, qui est marginalisée, comme dit l'économiste P. BARAN. En fait, des études tendent à montrer qu'il n'y a pas de séparation dualiste entre les deux secteurs, ni désarticulation, mais freins à la communication, à l'articulation.

.../...

- les matières premières sont généralement exportées, au lieu d'être transformées sur place.
 - salaires bas de la main-d'oeuvre **locale**, ce qui contribue au maintien d'un niveau de vie et d'aspiration peu élevé.
- b) la dépendance politique et le maintien de la distance sociale.

Il y a mise en place d'une administration coloniale qui n'est que le simple relais du gouvernement métropolitain. On décourage la participation politique des populations locales et au besoin on la réprime.

Parallèlement, les rapports entre les étrangers et les autochtones sont strictement limités aux exigences du travail et de la vie quotidienne ; pour le reste, les colonisateurs vivent entre eux : on entretient ce qu'on a appelé une "color line". Cette discrimination s'inscrit dans l'aménagement de l'espace urbain : il y a toujours un quartier blanc séparé dans les villes coloniales, où ne pénètrent que les domestiques indigènes. Il y a ainsi maintien d'une véritable distance sociale.

Enfin il y a entretien et même accentuation des particularismes préexistant à la colonisation (diviser pour régner), afin d'éviter toute prise de conscience collective de la domination et la naissance de vastes mouvements de contestation.

c) l'emprise idéologique.

Afin de justifier l'entreprise de colonisation, le colonisateur a élaboré un ensemble de rationalisations par lesquelles il explique sa position dans le pays colonisé, son statut de supériorité et sa conduite vis-à-vis des populations locales. Cet ensemble est finalement très simple, il peut se réduire à ce qu'on a appelé l'idéologie de la force blanche. C'est la foi en la supériorité héréditaire de la race blanche, assortie bien entendu de l'infériorité héréditaire du colonisé, ce qui justifie la "mission civilisatrice" du colon, et donc sa présence. Secondairement cette idéologie autorise le colonisateur à décourager toute forme de développement autonome, puisqu'elle en rationalise à l'avance l'impossibilité pratique.

.../...

Le 1er temps de l'emprise idéologique est son élaboration.

Le 2ème temps est son inculcation dans la conscience des colonisés. Cette inculcation passe par la dépersonnalisation du colonisé. On essaie de faire table rase de toutes ses croyances, en particulier religieuses, de tous ses symboles, afin de pouvoir les remplacer facilement. D'un côté il y a donc paternalisme et mépris, avec limitation de la communication pour maintenir la distance sociale. Le résultat escompté de l'autre côté est que le colonisé adhère à l'idéologie dominante, c'est-à-dire se reconnaisse inférieur au colonisateur, l'envie et cherche à s'identifier à lui comme à un père. Mais la distance sociale reste infranchissable. La conséquence en est la dépendance psychologique du colonisé qui est une véritable aliénation : il n'est pas l'autre et il n'est plus lui-même.

Ce processus d'emprise idéologique, d'inculcation de l'idéologie dominante, d'intériorisation des valeurs étrangères, s'opère au niveau des points de contact entre colonisateurs et colonisés. Ces points de contacts sont en nombre limité, ce qui a permis d'éviter longtemps la globalité du problème ; ce sont ceux qui servent à socialiser le sous-système colonisé (à travers certains groupes) et à le souder au sous-système colonisateur dans un système global de dépendance.

- le pouvoir politique : Les autorités traditionnelles restent en place, mais leurs fonctions sont redéfinies et réorientées. Elles ne sont plus des pouvoirs autonomes, mais délégués, qui servent d'intermédiaire entre les populations et l'autorité coloniale. Elles ont fonction d'administration et de police = agent de socialisation et de contrôle. Ce sont des symboles d'intégration : la forme est la même mais le sens a changé. Elles apprendront à la population à respecter de nouvelles règles, à accepter de nouveaux modèles et de nouvelles valeurs.

- l'école. L'introduction de l'école dans les pays colonisés répondait à un objectif bien précis : à travers la création d'un secteur scolaire limité, on veut former une élite restreinte qui composera les cadres administratifs et techniques requis dans le gouvernement, les entreprises et les services publics.

.../...

Ces cadres scolarisés serviront d'intermédiaires privilégiés entre les 2 communautés. Cette fonction fera d'eux le groupe le plus marginal de la société colonisée, car ce sont eux qui, par force, auront le plus adhéré aux valeurs du colonisateur. Ce sera aussi le groupe le plus frustré, puisque chez eux naîtra le niveau d'aspiration le plus élevé et donc le plus irréalizable dans le contexte colonial. Il n'est donc pas étonnant que l'on trouve chez les scolarisés les plus ardents protagonistes de l'indépendance.

- les milieux de travail

Dans les nouveaux milieux de travail on assiste au même processus d'assimilation contrainte des valeurs européennes, dans la mesure où toute promotion sociale passait par l'adhésion à ces valeurs et l'adoption de comportements adaptés.

- les églises.

Les missionnaires ont été les pionniers de l'exploration et de l'expansion européenne dans son côté "spirituel" (cf. LECLERC. op. cit.), et l'action des églises a été, dans la plupart des situations coloniales un auxiliaire de l'entreprise colonisatrice. Elles ont contribué à l'intériorisation de nouvelles normes de conduite, à l'inculcation de tout un système de valeurs, car elles ont mené des opérations extrêmement destructrices dans les édifices idéologico-religieux des sociétés colonisées. Elles ont ravagé les religions traditionnelles avec lesquelles elles se sont trouvées en contact.

3) Les conséquences de la domination coloniale.

a) les phénomènes de repliement de la société colonisée

Etant donné l'inégalité du rapport des forces, inégalité qui avait justement permis l'entreprise coloniale, il était difficile aux sociétés colonisées de résister ouvertement. Les quelques cas de résistance ouverte se sont soldés par des répressions sanglantes (ex. Madagascar. 1947, ou les Mau-Mau) (cas à part : guerre d'Indochine, guerre d'Algérie).

Par contre on a pu assister à diverses formes implicites de refus du système colonial :

- les valeurs refuges (cf. MEMMI p.136 : redéfinition d'un âge d'or pré-colonial) = on fait le mort pour le présent. (in Portrait du colonisateur. Portrait du colonisé. Edt. J.J. PAUVERT.) .../...

- les messianismes (ex. le Kimbanguisme) : les sauveurs noirs dans le domaine de l'intemporel. Utopie "spirituelle".

- les libérations dans l'imaginaire (le Tromba à Madagascar) - Voir le livre d'ALTHABE. Oppression et libération dans l'imaginaire. Maspéro.

b) Système colonial et développement

Nous retrouvons ici la contradiction évoquée plus haut. Le système colonial provoque le développement partiel de la société colonisée, mais il freine tout processus de développement global et autonome. Autrement dit, il y entretient le sous-développement qui se manifeste à travers trois caractéristiques de la société (ou du pays) colonisé (nous reprenons ici la distinction de G. ROCHER).

- une société périphérique

La société colonisée peut être située à la périphérie d'un cercle dont la société colonisatrice métropolitaine serait le centre. C'est une image qui souligne une situation de dépendance totale, surtout au plan économique : un système qui réserve à la Métropole le marché colonial, et qu'historiquement on a appelé le pacte colonial. (La notion de centre-périphérie a été élaborée par E. SHILS. "Centre and Periphery"(1))

- une société déséquilibrée.

Ce sont des aspects que nous aborderons plus en détail lors de la dernière séance. Sur le plan économique, il y a hétérogénéité des structures économiques, conséquence d'un développement partiel et volontairement limité à certains secteurs, tandis que d'autres sont marginalisés. Nous trouvons une hétérogénéité analogue au niveau des structures sociales où coexistent des éléments d'âge différents. Nous trouvons enfin de très grandes disparités régionales qui permettent de retracer en quelque sorte l'histoire de la colonisation, et où les zones côtières en particulier se trouvent extrêmement avantagées.

(1) Dans The logic of personal knowledge. Essays presented to Michael Polanyi, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1961.

- une société inhibée.

C'est tout le poids de la domination coloniale qui se fait sentir au niveau de la conscience collective. On souffre d'un profond sentiment d'impuissance qui pousse à se réfugier dans le passé, le mythe ou l'utopie. Un titre de livre évoque un peu cette situation, celui de l'algérien Ferhat ABBAS : la nuit coloniale.

Conclusion.

Nous avons ainsi essayé de voir comment, en abordant le problème du sous-développement de manière globale, c'est-à-dire en le situant dans un système développement/sous-développement qui est manifesté par le système colonial, on pouvait en déterminer les conditions d'apparition et en analyser la structure. Nous verrons la prochaine fois comment, malgré la décolonisation, le phénomène du sous-développement n'a pas disparu, mais au contraire se perpétue, car les conditions de son apparition existent toujours, et sa structure ne s'est pas modifiée.

V - LE SOUS-DEVELOPPEMENT OU LA DOMINATION PERPETUEE

Comme je vous l'avais dit en conclusion de la dernière séance, nous allons voir aujourd'hui comment, malgré la décolonisation, le phénomène du sous-développement n'a pas disparu, car les conditions de son apparition existent toujours, à savoir la dynamique d'expansion du capitalisme, et le décalage entre pays dits développés et pays dits sous-développés ; et sa structure, qui est une structure de domination des premiers sur les seconds, ne s'est pas réellement modifiée.

1- la décolonisation

La décolonisation et son produit, la société post-coloniale, ont suscité des interprétations tout à fait divergentes, et cela parce qu'elle est marquée par les mêmes contradictions que la colonisation. La question est la suivante : la situation actuelle dans les jeunes nations issues d'un processus historique majeur qu'on a appelé l'indépendance est-elle le prélude à une décolonisation généralisée et totale ou n'est-elle qu'un nouveau avatar du colonialisme occidental ? (1)

(1) cf. G. LECLERC (op.cit.p.206)

Deux auteurs en particulier peuvent être opposés quant à leur interprétation de la situation actuelle : J. BERQUE. Dépossession du monde. Seuil 1964. et L'ORIENT SECONDE, 1970. et R. JAULIN. La paix blanche, Seuil 1970. Le premier décrit le monde contemporain en termes de décolonisation, le second en terme de néo-colonialisme (sous la forme du colonialisme culturel et de l'ethnocide). La différence d'interprétation ne tient pas seulement au fait que ces auteurs ont analysé les cas différents : J. BERQUE s'est préoccupé de la renaissance arabe et JAULIN de la continuation séculaire du massacre des Indiens en Amérique du Sud. "La divergence tient aussi à l'importance différente accordée aux facteurs politiques et idéologiques dans le monde actuel. Pour Berque la décolonisation politique est un fait fondamental, pour Jaulin elle ne semble être que le transfert, à des secteurs nationaux dominants d'un Tiers-Monde occidentalisé, des responsabilités ethnocidaires de l'Occident". (p.206. LECLERC).

De notre point de vue, les divergences tiennent aussi au fait, comme dit G. ROCHER (op.cit. p.241) que "Si la colonisation est un fait ancien, la décolonisation est un phénomène nouveau, d'apparition récente dans l'histoire humaine et caractéristique du monde moderne". C'est un phénomène nouveau qui est encore en procès, c'est-à-dire que son mouvement n'a pas atteint son terme, et les divergences tiennent donc à l'importance inégale que l'on accorde aux éléments de ce processus. La situation actuelle porte des traits du passé, c'est-à-dire de la situation coloniale, et ce sont des traits dont il ne faut pas sous-estimer l'importance, comme nous le verrons par la suite. Par ailleurs elle est également porteuse d'un avenir qu'on peut augurer différent puisque justement la décolonisation politique, même si elle n'est que formelle, a eu lieu. Elle marque un certain recul de l'impérialisme, puisque le Tiers-Monde a maintenant la parole, mais cet impérialisme n'a pas pour autant disparu. Autrement dit, la décolonisation n'est pas terminée d'une part, et le sous-développement n'a pas disparu d'autre part, parce que l'impérialisme n'a plus besoin des formes anciennes du colonialisme pour continuer à dominer : l'épisode colonial a duré suffisamment longtemps pour qu'une structure de dépendance, qui est la structure même du sous-développement, ait eu le temps de se constituer. C'est ce que nous allons voir dans les deux points suivants.

.../...

2 - Les conditions d'existence de l'impérialisme et de la domination

Lors de la dernière séance, nous avons vu quelles étaient les conditions d'apparition du phénomène de la colonisation. (1) Cet état de fait existe toujours, et peut s'analyser dans les mêmes termes, étant donné qu'il n'y a pas une différence de nature, mais de formes et de degrés.

2.1. La dynamique propre du capitalisme

Rappelons tout d'abord que l'essence du capitalisme est de ne pouvoir exister qu'on se reproduisant sur des bases élargies. Pour aller plus loin, nous utiliserons un document rédigé par les économistes de l'ORSTOM (non publié) :

- Le sous-développement ne s'analyse pas en termes de croissance ou d'écart de niveau de vie mais en termes de domination, dans un jeu politico-économique dont les pays riches imposent les règles. Autrement dit, les politiques de développement fondées sur les tentatives d'accélérer la croissance ne sont qu'une réponse partielle aux problèmes de sous-développement. Parmi ces politiques, celles qui ne visent qu'à augmenter les ressources en hommes (systèmes de formation, migrations, transferts de qualifications) ou en capital (aide internationale, apport de capitaux privés étrangers) et à améliorer leurs combinaisons sont insuffisantes, même en vue d'une simple accélération de la croissance. Cette insuffisance est généralement reconnue mais on fonde encore cependant concrètement les possibilités de développement sur cette conception.

- Le dynamisme du capitalisme international impose non seulement les règles de l'économie mondiale mais aussi un mode d'interprétation des phénomènes. Ce dynamisme même, dans ses rapports avec les dynamismes propres des sociétés non-capitalistes, doit être un élément important sinon l'élément essentiel de toute analyse du sous-développement.

(1) et donc du sous-développement

- Dans les pays anciennement colonisés, le fait colonial est loin d'être la seule clé d'explication des transformations observées ; ce qui compte, ce sont les réponses originales apportées par une organisation sociale et politique donnée face aux facteurs internes et externes d'évolution.

- L'expansion du capitalisme mondial, dont le fait colonial n'est qu'un des aspects historiques, tend à prendre actuellement de nouvelles formes : firmes multinationales, système des paiements internationaux, capitalisme d'état en pays sous-développés, accentuation de la liaison de l'aide, zones commerciales préférentielles, nouvelle division internationale du travail. C'est pour cette raison qu'il ne faut jamais cesser d'avoir une perspective globale des problèmes. Au-delà du jeu de mots, la pénétration capitaliste se réalise d'autant mieux qu'elle s'est transformée en "société anonyme".

2.2. Le décalage croissant entre pays développés et pays sous-développés

Le sous-développement est né historiquement de la mise en contact forcé de sociétés inégales en puissance, les sociétés les plus fortes utilisant les plus faibles pour accroître leur développement. Cette inégalité des relations existe toujours, et s'est même renforcée.

Les documents officiels des Nations Unies prouvent qu'il y a un processus d'accélération de l'écart entre pays développés et pays sous-développés. Pour quelles raisons ? Nous reprenons ici l'analyse de BALANDIER (op. cit. p. 185-201).

- La croissance économique des pays sous-développés s'accomplit d'abord en fonction des besoins propres aux pays développés qui les contrôlent d'une manière ou d'une autre. Depuis l'accès à l'indépendance de beaucoup de ces pays ex-colonisés, le fait même des profondes différences de civilisation ne sert plus à justifier les politiques d'expansion et les pressions exercées par les autres. Actuellement, outre les arguments de défense des intérêts économiques acquis, les pays impérialistes utilisent des considérations stratégiques (préserver et renforcer leur sécurité) pour justifier leur interventionnisme mondial. Ceci permet de comprendre la position d'un pays comme les USA, qui n'a jamais été de fait un pays colonialiste(1). Il permet également de comprendre le différend actuel entre Madagascar et la France.

(1) Voir l'ouvrage de Claude JULIEN. L'empire Américain. Grasset 1968.

- La dépendance des pays sous-développés se perpétue pour d'autres raisons :

- Les incitations au progrès technique et économique sont pour une part d'ordre externe. Cette situation explique que l'indépendance politique une fois acquise, l'accent porte sur la conquête de la "souveraineté économique". Et c'est là que nous tombons dans la contradiction, ou le paradoxe : pour remédier à une situation qui les maintient en position d'infériorité, les pays en voie de développement sont incités à acquérir les techniques les plus modernes, ce qui a pour effet immédiat d'accroître la dépendance vis-à-vis des pays fournisseurs des instruments du progrès technique, à savoir les pays industrialisés.

- Si les pays actuellement les plus développés ont pu historiquement associer leur développement en s'appuyant sur les pays économiquement retardés et en les mettant à leur service, les pays actuellement sous-développés n'ont pas ce recours : ces pays sont soumis à une forte pression sur leurs frontières. Comme le dit BALANDIER, "ils ont à s'insérer dans un réseau d'échanges vigoureusement contrôlé par les "puissances". Ils accèdent à l'activité économique moderne à un moment où le marché mondial est structuré, et à leur détriment. La solution est loin de dépendre d'eux seuls". (p.199-200). "L'impuissance du Tiers-Monde s'entretient par les inégalités, et les dépendances, sur lesquelles ces pays ("avancés")" fondent et maintiennent provisoirement leur puissance. (p. 201).

2.3. Les structures de la dépendance.

Les structures du sous-développement, qui sont des structures de dépendance, se sont maintenues à travers le processus de la décolonisation, car les points de contact et d'influence qui existaient du temps de la colonisation entre le sous-système colonisateur et le sous-système colonisé sont toujours opérants. Par l'intermédiaire de l'école, des milieux de travail, des églises et des autorités politiques traditionnelles, les courroies de transmission du modèle occidental sont toujours en place et exercent toujours la même action. Les pays neufs ont rarement eu la possibilité de les modifier, et cela pour deux raisons :

.../...

- l'urgence conjointe du développement économique et de la construction nationale. Afin d'assurer leur indépendance et de se constituer en force réelle face au pays ex-colonisateur les pays ex-colonisés avaient à remplir deux tâches urgentes de manière simultanée : le développement économique et la construction nationale : pour effectuer l'une et l'autre ils avaient encore besoin de l'ex-métropole. Paradoxe et contradiction : leur indépendance est subordonnée à leur dépendance. En ce sens on peut dire que la colonisation avait bien fait les choses, qu'elle avait mis en place une réelle structure de domination.

- l'intériorisation des valeurs occidentales.

L'ex-puissance coloniale n'avait plus besoin d'exercer une influence directe par sa présence concrète dans le pays ex-colonisé dans la mesure où une certaine couche de la population de ce pays, l'élite, protagoniste principale de la lutte pour l'indépendance, avait intériorisé les valeurs occidentales. Depuis l'indépendance, le modèle occidental est un modèle auquel on veut officiellement adhérer, sous la forme de ce qu'on a appelé une "exigence de modernité". Bien entendu il y a des nuances à apporter à ce schéma. Cependant il faut considérer la manière dont se sont effectués la plupart des passages à l'indépendance des pays africains. L'ancienne puissance coloniale a systématiquement favorisé la prise de pouvoir des bourgeoisies locales qui lui étaient favorables, et qui en définitive lui servent de relais. Dans le cas du Zaïre, Lumumba, qui était farouchement anti-colonialiste s'est fait assassiner au profit de Kasa-Vubu, favorable aux Belges et aux Américains. Dans le cas de la Guinée, la France n'a pas toléré que Sékou Touré veuille une indépendance totale, et elle a complètement coupé les ponts, en faisant tout pour que la Guinée sombre dans le marasme économique le plus complet.

Un des points de contacts que nous venons d'évoquer mérite une analyse plus approfondie : c'est le système d'enseignement d'une part à cause de son influence en profondeur et d'autre part à cause de son champ d'extension, l'un et l'autre tendant à faire déboucher des pans entiers de la population vers un mode de vie urbain, lui-même fortement teintée d'occidentalisation. Et qui dit occidentalisation dit modification du système de besoins et de ses modes de satisfaction ; tout cela entraîne un accroissement et une extension de "l'exigence de modernité" et donc une dépendance accrue de la société industrielle capitaliste.

.../...

Le système d'enseignement comme héritage colonial
en Afrique noire

Pour situer l'action en profondeur et en extension du système d'enseignement il est nécessaire de reprendre l'analyse globalement.

Les systèmes d'enseignement actuellement en vigueur en Afrique Noire présentent la caractéristique commune d'être non pas le fruit d'une longue évolution nationale, mais le résultat d'une transplantation pure et simple des systèmes des ex-métropoles (hormis la Guinée et le Mali). Le phénomène colonial, sur le plan sociologique, peut être caractérisé par la démarche de sociétés globales expansionnistes qui se sont exportées dans le but d'absorber d'autres sociétés, vut voilà sous les termes nobles de "civiliser", "éduquer", etc... (actuellement on emploie le terme "développer"). Dans cette perspective, l'introduction de l'école en Afrique par le colonisateur n'est pas à séparer de l'introduction conjointe de l'économie de marché, de la religion chrétienne et de l'organisation étatique dont l'école était parfaitement dépendante. On peut dire ainsi que l'enseignement n'a été que l'un des instruments de la présence coloniale, au service de la domination politique, de l'exploitation économique, et du prosélytisme religieux. Il faut ajouter que cette pénétration a été violente, et que les marchands, les missionnaires, les administrateurs et les instituteurs furent toujours précédés, accompagnés, ou suivis par les soldats. On voit ainsi le double caractère de violence de l'école en Afrique noire : le premier par l'imposition de son existence même, et le second par l'imposition de l'arbitraire culturel qu'elle diffuse.

A l'Indépendance, les nouveaux chefs d'Etat africains se sont trouvés à la tête de pays dont l'unité était tout artificielle (puisque issus du découpage colonial), et qu'il fallait, à partir de sociétés traditionnelles très différenciées, transformer en société globale au niveau d'une nation. Pour ce faire, il était nécessaire d'étendre l'autorité de chaque nouvel Etat à tout le pays, et de créer une conscience nationale. Les moyens dont on disposait étaient ceux dont on avait hérité de l'ancienne puissance coloniale, et l'aide de celle-ci se révélait indispensable pour les utiliser. Un autre choix était-il possible ?

.../...

Dans l'éventail de ces moyens de la pénétration du pouvoir étatique et de l'instauration d'une conscience nationale, les systèmes d'enseignement sont privilégiés. En effet, l'école ne diffuse pas seulement un savoir, mais des normes sociales. Or, si les systèmes d'enseignement actuels en Afrique noire sont les instruments privilégiés au service des Etats indépendants, la structure de ces systèmes est calquée sur celle des anciennes métropoles. L'exemple particulier de l'Afrique noire francophone nous montre comment, sous 3 aspects au moins, le système d'enseignement en vigueur est un héritage colonial.

a) Tout d'abord, on constate une similitude très grande avec le système français sur le plan des cycles d'enseignement, des programmes, de la pédagogie et des sanctions.

- Division identique en cycles primaire, secondaire (court et long) et supérieur.

- Similitude des programmes (avec les variations de détail : histoire et géographie) d'un enseignement qui reste à dominante générale.

- La pédagogie a peu varié (participation passive des élèves).

- Même type de sanctions (discipline forte, classements hiérarchiques selon les notes, examens par lesquels tout le monde dut passer pour avoir une existence scolaire). Recherche de l'égalité : tout le monde doit subir les mêmes examens, les concours doivent être normalisés, ce qui a pour conséquence de reproduire l'inégalité de départ.

b) Une similitude supplémentaire, celle des valeurs transmises, ce qui a pour conséquence de faire exercer à l'enseignement en Afrique francophone, quelques unes des fonctions qu'il remplit en France : valorisation des "humanités" (culture greco-latine), qui se traduit par une dévalorisation des cycles courts au profit des cycles longs et par la prééminence du classique sur le moderne ou le technique. On veut aussi que les diplômes soient homologués par l'ex-métropole, ce qui a pour conséquence une "fuite des cerveaux".

.../...

c) Un dernier aspect : l'enseignement colonial avait pour but à l'origine de former un nombre limité d'élèves en fonction des besoins particuliers d'emplois du système colonial : employés de bureau, interprètes, fonctionnaires, infirmiers, etc... c'était des emplois du secteur tertiaire. L'élite des blancs travaillant dans l'administration, les premiers Africains scolarisés ayant accédé à des emplois administratifs et ainsi participé au prestige de l'élite blanche, il se produisit dans la perception sociale des populations une assimilation entre scolarisation-emploi de bureau - réussite sociale et statut prestigieux. Ainsi toute aspiration à l'évolution moderniste s'est confondue avec l'aspiration au travail bureaucratique. La colonisation extrême de la fonction publique dans les Etats africains indépendants, souvent dénoncée, se trouve reliée à la valorisation des diplômes en tant qu'héritage colonial.

Non seulement le système d'enseignement est un héritage colonial, mais il accélère encore le mouvement d'urbanisation, donc de l'influence possible du modèle occidental, dans la mesure où il est un système de diffusion de valeurs urbaines.

- tout d'abord il intervient partout même dans les campagnes les plus reculées, en demeurant identique à lui-même, tel qu'il s'exerce dans les villes pour la population auxquelles il est conçu. Il est donc parfaitement indifférent à la variété multiple des milieux ruraux, ce qui est une manière parfaite de les nier sans le dire.

- Ensuite il exerce une coupure radicale entre les enfants et leur famille. Dans le milieu rural qui est celui de la société traditionnelle, la famille a le monopole de l'éducation des enfants. L'école, là où elle intervient, brise ce monopole à son profit. Le résultat est celui que vous connaissez : les enfants ne veulent plus du travail de la terre, qui est la condition de leurs parents. Ils aspirent à des métiers urbains, en particulier bureaucratiques. C'est l'une des causes de l'exode rural.

Il y a ainsi une logique de la dépendance qui se perpétue.

VI - LES CONSEQUENCES DU SOUS-DEVELOPPEMENT :
LES DESEQUILIBRES INTERNES :

A travers les questions que nous avons abordées au cours des séances précédentes il s'avère que le sous-développement est avant tout un problème de dépendance (ou d'extraversion) des pays qui en sont les victimes vis-à-vis des "puissances" économiques et politiques mondiales. Autrement dit, pour être résolu, le problème du sous-développement nécessite avant tout "un réaménagement des relations internationales" (Balandier, op. cit. p. 201), c'est-à-dire "introduire de nouveaux partenaires dans le système économique mondial", "construire de nouveaux ensembles socio-politiques". Si ce réaménagement est nécessaire, il n'est cependant pas suffisant. Il faut aussi une transformation des structures internes des pays sous-développés (économiques, socio-politiques, culturelles). Ce réaménagement externe et cette transformation des structures internes, indispensables à la solution du problème du sous-développement, exigent qu'ils soient opérés conjointement pour aboutir à cette solution, car ils sont interdépendants. Et cela n'est pas fait pour alléger la difficulté.

Nous allons aborder aujourd'hui, pour en terminer, les structures internes des pays sous-développés, du moins certaines d'entre elles, et les problèmes qu'elles posent. Le premier élément qui caractérise ces structures est le déséquilibre. Le deuxième élément est que, du fait des pressions internes aussi bien qu'externes qui pèsent sur ces structures, on enregistre un processus de déséquilibre croissant. Nous nous contenterons d'aborder ces déséquilibres à travers deux processus particuliers, mais qui recouvrent en fait les problèmes les plus généraux du sous-développement, le processus d'urbanisation et le processus de scolarisation.

1) L'urbanisation.

Les villes ont toujours existé en Afrique, mais les grandes villes actuelles sont issues de l'épisode colonial. Il n'est d'ailleurs que de considérer leur situation géographique : la plupart sont sur les côtes et sur de grands fleuves, c'est-à-dire qu'elles n'étaient à l'origine que des bases de pénétration des Européens, des points d'appui pour la conquête de l'intérieur. Après la conquête, elles ont servi de chefs-lieux pour l'administration coloniale, et c'est dans ces villes en parti-

culier qu'ont été formés les premiers scolarisés, auxiliaires de cette administration. Elles ont servi en même temps de plaques-tournantes économiques (c'était souvent des ports) et de centres industriels. C'était d'une part des flots de la présence européenne, et d'autre part elles exerçaient une attraction très forte sur les zones rurales. Actuellement ces grandes villes sont toujours des bases de pénétration, non plus des Européens, mais de l'occidentalisation. Dans ces villes se structure peu à peu une société nouvelle, car les villes sont des centres de diffusion du changement et de l'innovation. C'est le caractère massif de ce changement et de cette innovation, joint à l'attraction de plus en plus forte que les villes exercent sur les zones rurales qui est générateur de déséquilibres.

Il y a tout d'abord des déséquilibres économiques, sur lesquels je ne m'étendrai pas. On peut simplement en dire qu'ils sont relatifs à la dépendance économique globale des pays où ces villes se situent, et cela dans le prolongement de l'histoire coloniale. On peut en effet "analyser le développement actuel des villes africaines comme résultant d'un ensemble de forces opérant au niveau international : organisation des courants commerciaux et des flux de capitaux internationaux, nécessités de l'industrialisation, attraction des modèles occidentaux de consommation collective, drainage préférentiel du surplus économique vers les villes qui se conforment le mieux au modèle urbain-industriel des pays développés".(1)

Par ailleurs, "les villes jouent un rôle prépondérant et dominateur dans la croissance nationale ; le fait que la ville soit le lieu de la production de type moderne lui permet d'opérer une ponction sur les ressources du milieu rural, de mobiliser la technologie à son profit, de quasiment monopoliser les investissements, d'accentuer un système de spécialisation qui lui est favorable et peut stériliser l'espace qui s'ordonne autour d'elle".(2)

(1) Document (non publié) des économistes de l'ORSTOM

(2) Idem.

Il y a ensuite des déséquilibres socio-démographiques. Ils tiennent au caractère relativement récent mais surtout explosif du phénomène urbain. ex. entre 1945 et 1955, Dakar a doublé sa population, Kinshasa (ex-Léopoldville) a quadruplé la sienne. Au Cameroun, les grandes villes (Douala-Yaoundé) ont actuellement un taux d'accroissement de 7 à 10 % par an. Cet accroissement de population vient évidemment de l'exode rural, qui passe souvent par le relais des villes moyennes. Il se traduit par un déséquilibre démographique qui n'est pas sans conséquences sociologiques : il y a une dominante des jeunes hommes dans la population urbaine, et donc une dominante des femmes et des vieillards dans les zones rurales environnantes.

La rapidité et l'ampleur du processus d'urbanisation inquiète les pouvoirs publics car il apparaît dans une certaine mesure comme incontrôlable et hypothèque l'avenir étant donné l'insuffisance de l'industrialisation.

Des géographes et sociologues(1) de l'ORSTOM ont analysé le phénomène en ce qui concerne le Cameroun. Nous les suivons ici.

"Cette urbanisation date, pour le Cameroun, du début du XX^es., mais en dehors de Douala, Yaoundé et Nkongsamba, les centres administratifs n'avaient pas encore pris une dimension urbaine. Durant la dernière décennie, l'inflation des emplois administratifs, la scolarisation de masse, et les regroupements nécessités par les troubles des années 1955-1965 dans les provinces de l'ouest et du littoral, ont accéléré la croissance urbaine".

"La naissance récente des centres urbains et leur croissance rapide (7 à 10 % l'an) ont pour conséquence un retard des équipements collectifs : voirie, adduction d'eau et d'électricité, écoles, dispensaires, etc... Une urbanisation "sauvage" s'installe à la périphérie des quartiers lotis".

"Enfin, ce processus d'urbanisation est sans commune mesure avec le volume des emplois offerts par les activités de type moderne. Il se développe selon une logique interne relativement indépendante du développement

(1) document non publié) en particulier J.CHAMPAUD et J.C. BARBIER. (document non publié)

économique. Aussi n'est-il pas étonnant que le phénomène urbain, dont le développement actuel apparaît comme dysfonctionnel et créateur de vives tensions sociales, soit interprété - dans l'opinion courante - en termes négatifs : le thème de l'exode rural en tant qu'hémorragie à sens unique vers les villes, rejoint le thème de la détribalisation. Les motivations des migrants sont perçues comme irrationnelles, anti-économiques et les discours officiels tracent en termes moralisateurs le portrait du chômeur, du "parasite", du jeune irresponsable qui s'adonne aux loisirs, de la prostituée, etc... Les pouvoirs publics exhortent à un retour à la terre, font appel aux qualités morales et civiques, mettent en place un contrôle des résidents en milieu urbain et du déplacement des ruraux vers les villes. Ils souhaitent par ailleurs que des opérations de développement agricole et une ruralisation de l'enseignement retiennent les jeunes en milieu rural".

Par ailleurs, "l'exigence de modernité" dont je vous parlais la dernière fois, et qui s'inscrit dans une logique de la dépendance, conduit à l'élaboration d'un urbanisme peu adapté : le souci prioritaire est de faire du "beau", du "moderne" (immeubles à plusieurs étages mais sans équipement sanitaire conséquent, projets d'avenues type Champs-Élysées etc;..), mais on néglige de construire des logements à loyers peu élevés et on se refuse surtout à l'aménagement des zones d'habitat spontané, comme si on craignait, en le faisant, d'accroître l'exode rural en rendant la ville plus habitable. On veut entretenir la distance sociale et réserver les avantages de la ville à ceux qui en profitent déjà.

Enfin, le processus d'urbanisation croissante, du fait de la situation générale des villes dans les zones côtières, qui sont les plus anciennement mises en valeur, a pour autre conséquence d'entretenir et même d'accroître les disparités régionales en matière de développement économique, et aussi de scolarisation.

2) La scolarisation

Il y a beaucoup de similitudes entre les deux processus (urbanisation et scolarisation) : même origine coloniale, caractère explosif (du moins dans les pays maritimes) et relativement récent (sauf pour certains pays comme le Sénégal). Il n'y a pas seulement des similitudes, il y a des liaisons : l'enseignement est concentré dans les villes, il est fait pour les populations

urbaines, il diffuse des valeurs urbaines en milieu rural et il est certainement (bien que le phénomène n'ait pas encore été étudié en lui-même) un facteur du mouvement d'urbanisation. Il n'y donc rien d'étonnant qu'il fasse également problème par son inadaptation et soit générateur de déséquilibres.

Essayons de caractériser sommairement le phénomène.(1) Il est de moins en moins vrai de parler d'analphabétisme pour caractériser l'Afrique noire. Bien entendu il y a toujours des zones très retardées, en particulier les pays de la savane et du sahel, mais il y a aussi dans certains pays des départements (ex. au Cameroun) qui sont scolarisés à 100%. Quoiqu'il en soit, ce qui caractérise l'enseignement sur le plan quantitatif en Afrique c'est son accroissement considérable depuis 10 ans. Il y a ainsi triplement des effectifs scolaires depuis 1953 (soit 8 % d'augmentation en moyenne).

Mais les défauts inhérents à l'enseignement en vigueur rendent souvent son extension illusoire. Il est devenu banal de dire que l'enseignement en Afrique est inadapté, en particulier au milieu rural. Essayons de voir en quoi consiste cette inadaptation :

- coût élevé (plus élevé relativement que dans les pays développés : plus de 15 % du budget en moyenne) et coût croissant du fait de l'expansion du système : "il semble que la machine scolaire tourne de plus en plus vite mais sans embrayer sur le réel et indépendamment des possibilités financières "(Hugon p. 19)

- Faible rendement : importance des déperditions dues aux abandons et redoublements, ce qui a pour conséquence d'accroître le coût des diplômés. Ex. du Cameroun (pour la période 1966-1969):

- Sur 1000 élèves nouveaux inscrits en 1ère année d'études (SIL) 90 sortent diplômés (CEPE), soit 9 %
 - 475 atteignent la 6e année d'études (CM2)
 - 525 abandonnent abandonnent avant d'atteindre le CM2, dont 218 en fin de SIL.

(1) Voir à ce sujet : P. HUGON. "L'intégration de l'enseignement africain au développement" in Tiers-Monde. Tome XI n°41. janv. mars 1970.

et J.Y. MARTIN "Sociologie de l'enseignement en Afrique noire" in Cah. Internat. de Sociol. Vol. LIII. déc. 1972.

- le coût unitaire de l'année-élève est en moyenne de 5730 F.
- le coût théorique d'un élève diplômé s'élève à $5730 \times 6 = 32.280$.
- le coût réel d'un élève diplômé revient à : $32\ 280 \times 12,8$ (coefficient d'augmentation du coût) = 413.184
- en 1969, sur 77084 élèves présents en CM2, 3549 sont entrés en 6°, soit 4,6 %.

- Au plus, inégalité de la répartition de l'enseignement selon les régions (Sahel ~~77~~ 15 % ; côtes ~~77~~ 60 %) et les groupes sociaux (l'origine sociale des élèves révèle une forte stratification sociale. Ex. Madagascar).

- Le contenu paraît inadapté. Nous l'avons déjà évoqué : une formation générale copiée du modèle français, qui coupe l'enfant de son milieu familial et social. "Non préparé par un enseignement pré-scolaire, scolarisé en français dans une langue étrangère à son milieu familial, l'élève africain continue d'apprendre des connaissances qui s'intègrent dans un schéma occidental..." (Hugon p. 20).

Vous connaissez les conséquences de cet enseignement : désaffection du travail manuel qu'on n'a pas appris à aimer, et aspiration à des métiers urbains pour lesquels on n'est pas cependant préparé, et vis-à-vis desquels on est trop nombreux en regard des possibilités du marché.

Que penser de tout cela ? P. Hugon nous résume très bien le problème (op. cit. p. 22) : "Malgré cette prise de conscience (de l'inadaptation de l'enseignement), l'ambiguïté demeure sur les objectifs que l'on veut réaliser, et qui sont souvent contradictoires (1) ; certains veulent freiner l'exode rural et d'autres favorise la formation professionnelle en milieu urbain ; certains désirent développer les taux de scolarisation et choisir ainsi les méthodes compatibles avec les possibilités de financement, d'autres conçoivent un système d'enseignement qui ne déracine pas l'individu ; certains cherchent à éviter l'acculturation des jeunes et d'autres à transmettre des techniques qui fassent de l'élève un futur producteur".

Les objectifs différents sont le reflet de conceptions divergentes du développement : pour certains le développement est une adaptation au milieu et pour d'autres il est une adaptation aux techniques modernes. Et d'ailleurs un choix aussi tranché est-il possible alors que dans tous les pays africains un clivage net s'est déjà établi entre les populations déjà adaptées relativement aux techniques modernes (les populations urbaines) et celles encore enracinées dans un milieu moins marqué par la technique (les populations rurales) ?

(1) Nous retrouvons ici les contradictions souvent évoquées.

Il y a eu plusieurs tentatives, dans différents pays, pour adapter l'enseignement au milieu rural :

- l'école primaire adaptée : réforme du 1er cycle à Madagascar - ruralisation (IPAR) au Cameroun

- l'enseignement post-primaire : centres d'éducation rurale en Haute-Volta ; les SAR (Sections artisanales-rurales) au Cameroun

- la formation professionnelle rurale : centres de formation agricole, fermes pilotes etc...

Ces tentatives ne sont de toute manière que des réformes ponctuelles, qui ne remettent pas en cause l'ensemble du système d'enseignement. Et d'ailleurs est-il possible de remettre en cause l'ensemble du système d'enseignement, alors qu'un processus est déjà à l'oeuvre qui tend à réserver les bénéfices de l'enseignement (de type occidental) aux enfants des couches urbaines (occidentalisées) ?

Vous voyez que ma conclusion est pessimiste quant à la situation actuelle. Que sera l'avenir ? Je ne sais pas si l'on peut dire que c'est vous qui en déciderez.

VII - BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- ALBERTINI : "Les mécanismes du sous-développement"
Economie et humanisme. Paris 1969.
- "
- AMIN S. : L'Afrique de l'Ouest bloquée
Ed. de Minuit - Paris 1971 - 324 p.
L'économie politique de la colonisation
1880-1970.
- " : L'accumulation à l'échelle mondiale
Anthropos. Paris 1970 - 589 p.
- " : Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire.
Ed. de Minuit - Paris 1970 - 337 p.
- " : Trois expériences de développement : Guinée,
Ghana, Mali.
- AMIN S. et COQUERY-VIDROVITCH C. : Histoire économique du Congo
1880-1968
Anthropos. Paris 1969 - 212 p.
- ARDAND G. : Le monde en friche. Paris 1959 - 304 p.
- ARON R. : Paix et guerre entre les nations. Paris 1962. 770 p.
- AUSTRUY J. : Le scandale du développement. Paris 1905. 535 p.
- " : Structures économiques et civilisation
l'Egypte et le destin économique de l'Islam.
Paris 1960. 366 p.
- BAIROCHE P. : Révolution industrielle et sous-développement.
Paris 1963. 360 p.
- BALANDIER G. Sociologie des Brazzavilles noires.
Paris 1955 - 274 p.
- "Sociologie actuelle de l'Afrique noire"
dynamique des changements sociaux en Afrique centrale.
Paris 1955.
- "Sens et puissance" Paris. P.U.F. 1971.
- BARAN Paul : L'économie politique de la croissance
F. Maspero. Paris 1967.

- BEAULIEU Leroy : De la colonisation chez les peuples modernes
Paris 1874. 614 p.
- BENOT Y. : "Qu'est-ce que le développement"--Petite collection
Maspero, Paris 1973
- BERQUE J. : "Dépossession du monde", Seuil, Paris 1972.
- BEZY F. : Problèmes structurels de l'économie congolaise,
Bruxelles 1957. 285 p.
- BETTELHEIM C. Planification et croissance accélérée
F. Maspero 1971. 194 p.
- BHAGWATI Jagdist : L'économie des pays sous-développés
Hachette 1965 - 255 p.
- BOUKARINE N. : L'économie mondiale et l'impérialisme
Esquisse économique
Anthropos. 1969. 176 p.
- BRUNDSCHWIG H. : La colonisation française, du pacte colonial
à l'Union française. Paris 1949. 302 p.
- " Mythes et réalités de l'impérialisme colonial
français 1871-1914 - Paris 1960. 205 p.
- CALVEZ J.Y. : Aspects politiques et sociaux des pays en voie
de développement - Dalloz Paris 1971. 298 p.
- CESATRE A. : Discours sur le colonialisme - P.A. 1970. 64 p.
- DIA M. : Réflexion sur l'économie africaine P.A. 1961. 210 p.
- DUMONT-MAZOYER : Développement et socialisme.
Seuil 1969. 332 p.
- DUMONT-ROSIER : Nous allons à la famine
Seuil 1966. 281 p.
- DUMONT R. : L'Afrique noire est mal partie
Paris Seuil 1969 - 119 p.
- DUMONT R. : L'utopie ou la mort - Seuil 1973.
- EMMANUEL A. : L'échange inégal.
F. Maspero - Paris 1969
- FANON F. : Les damnés de la terre.
Présence Africaine 1963 - 259 p.
- FREYSSINET J. : Le concept de sous-développement.
Mouton Paris 1970 - 368 p.

- FURTADO C. : Théorie du développement économique
PUF 1970. 264 p.
- GANNAGE E. : Economie du développement - Paris 1962 - 352 p.
- " : Croissance économique et structures
au M.O. Paris 1958 - 144 p.
- GENDARME R. : La pauvreté des nations - Paris 1963 - 535 p.
- GEORGES P. : Géographie sociale du Monde PUF 1970. 128 p.
- GUNDER FRANK A. : Le développement du sous-développement
L'Amérique Latine - Maspero 1970. 376 p.
- JALEE P. : Le Tiers Monde en chiffres. Maspero 1971 - 183 p.
- JALEE P. : Le pillage du Tiers-Monde. Maspero. Paris 1970
128 p.
- JAULIN R. : "La paix blanche", Seuil Paris 1970
- JULIEN C. : "L'empire américain" Grasset, Paris 1968
- LACOSTE Y. : Les pays sous-développés - Paris 1955 - 127 p.
- LAMBERT D. : Inflation, sous-développement et croissance économique.
Le cas des économies sud-américaines.
Paris 1959 - 580 p.
- LEBRET L.J. : Suicide ou survie de l'Occident - Paris 1958 - 379 p.
- LEBRET : Le drame du siècle
Eco. et humanisme
Paris 1968 - 192 p.
- LENINE V.I. : L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.
1952 - 121 p.
- LEWIS W.A. : Théorie de la croissance économique. Homewood 1955;
435 p.
- MEILLASSOUX C. : Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire
Mouton. Paris 1967 - 383 p.
- MEISTER A. : L'Afrique peut-elle partir ? Seuil Paris 1966 - 456 p.
- MOUSSA P. : Les nations prolétaires - Paris 1960. 204 p.

- MYNT H. : Les politiques de développement
Eco. et hum. 1966. 176 p.
- MYRDAL G. : Théorie économique et pays sous-développés - Paris 1959.
- NGUYEN HUU CHAU : Structures, institutions et développement
économique dans les pays sous-développés
Librairie générale de Droit et de Jurisprudence
1964. 286 p.
- PALLOIX C. : Problème de la croissance en économie ouverte
Maspero 1969 - 286 p.
- PERROUX F. : L'économie des jeunes nations Paris 1962. Et
l'économie du XXe siècle. Paris 1961 - 598 p.
- " : Aliénation et Société industrielle. Gallimard 1970.
128 p.
- ROSTOW W.W. : Les étapes de la croissance économique. Paris 1962.
201 p.
- SAUVY A. : Malthus et les deux Marx, le problème de la faim
et de la guerre dans le monde.
Gauthier 1966 - 235 p.
- STAVENHAGEN R. : "Les classes sociales dans les sociétés agraires
Paris Anthropos. 1969 - 403 p.

A N N E X E S

Text Book

Texte 1

Les avantages du commerce des colonies
pour la Métropole

"Gardons-nous bien cependant de confondre les effets du commerce des colonies avec les effets du monopole de ce commerce. Les premiers sont nécessairement, et dans tous les cas, bienfaisants ; les autres sont nécessairement, et dans tous les cas, nuisibles ; mais les premiers sont tellement bienfaisants, que le commerce des colonies, quoique assujéti à un monopole, et malgré tous les effets nuisibles de ce monopole, est encore, au total, avantageux et grandement avantageux, quoiqu'il le soit beaucoup moins qu'il ne l'aurait été sans cela.

L'effet du commerce des colonies dans son état libre et naturel c'est d'ouvrir un marché vaste, quoique lointain, pour ces parties du produit de l'industrie anglaise qui peuvent excéder la demande des marchés plus prochains, du marché national, de celui de l'Europe et de celui des pays situés autour de la Méditerranée. Dans son état libre et naturel, le commerce des colonies, sans enlever à ces marchés aucune partie du produit qui leur avait toujours été envoyé, encourage la Grande-Bretagne à augmenter continuellement son excédent de produit, parce qu'il lui présente continuellement de nouveaux équivalents en échange. Dans son état libre et naturel, le commerce des colonies tend à augmenter dans la Grande-Bretagne la quantité du travail productif, mais sans changer en rien la direction de celui qui y était déjà en activité auparavant. Dans l'état libre et naturel du commerce des colonies, la concurrence de toutes les autres nations empêcherait que, sur le nouveau marché ou dans les nouveaux emplois de l'industrie, le taux du profit ne vînt à s'élever au-dessus du niveau commun. Le nouveau marché, sans rien enlever à l'ancien, créerait pour ainsi dire un nouveau produit(a) ; et ce nouveau produit constituerait un nouveau capital pour faire marcher les nouveaux emplois, qui de même n'auraient pas besoin de rien ôter aux anciens.

(a) Nous rectifions la traduction de cette phrase (H.D.).

Le monopole du commerce des colonies, au contraire, en excluant la concurrence des autres nations, et en faisant hausser ainsi le taux du profit, tant sur le nouveau marché que dans les nouveaux emplois, enlève le produit à l'ancien marché, et le capital aux anciens emplois. Le but que se propose ouvertement le monopole, c'est d'augmenter notre part dans le commerce des colonies au delà de ce qu'elle serait sans lui. Si notre part dans ce commerce ne devait pas être plus forte avec le monopole qu'elle ne l'eût été sans lui, il n'y aurait pas eu de motif pour l'établir. Or, tout ce qui entraîne dans une branche de commerce dont les retours sont plus tardifs et plus éloignés que ceux de la plupart des autres branches, une plus forte portion du capital d'un pays que celle qui s'y serait portée d'elle-même, fait nécessairement que la somme totale de travail productif annuellement tenue en activité dans ce pays, que la masse totale du produit annuel des terres et du travail de ce pays, seront moindres qu'elles n'eussent été sans cela. Il retient le revenu des habitants de ce pays au-dessous du point auquel il s'élèverait naturellement, et diminue par là en eux la faculté d'accumuler. Non seulement il empêche en tout temps que leur capital entretienne une aussi grande quantité de travail productif qu'il en ferait subsister, mais il empêche encore que ce capital ne vienne à grossir aussi vite qu'il le pourrait, et par là n'arrive au point d'entretenir une quantité de travail productif encore plus grande.

Néanmoins, les bons effets qui résultent naturellement du commerce des colonies font plus que contre-balancer, pour la Grande-Bretagne, les mauvais effets du monopole ; de manière qu'en prenant tous ces effets ensemble, ceux du monopole ainsi que les autres, ce commerce, même tel qu'il se fait à présent, est une circonstance non seulement avantageuse, mais encore grandement avantageuse. Le nouveau marché et les nouveaux emplois que le commerce des colonies a ouverts sont d'une beaucoup plus grande étendue que ne l'était cette portion de l'ancien marché et des anciens emplois qui s'est perdue par l'effet du monopole. Le nouveau produit et le nouveau capital qui ont été créés, pour ainsi dire, par le commerce des colonies, entretiennent dans la Grande-Bretagne une plus grande quantité de travail productif que celle qui s'est trouvée paralysée par l'effet de l'absence des capitaux enlevés à ces autres commerces dont les retours sont plus fréquents. Mais si le commerce des colonies, même tel qu'il se pratique aujourd'hui, est avantageux à la Grande-Bretagne, ce n'est assurément pas grâce au monopole, mais c'est malgré le monopole.

Si les colonies ouvrent à l'Europe un nouveau marché, c'est bien moins à son produit brut, qu'au produit de ses manufactures. L'agriculture est proprement l'industrie des colonies nouvelles, industrie que le bon marché de la terre rend plus avantageuse que toute autre. Aussi abondent-elles en produit brut, et au lieu d'en importer des autres pays, elles en ont en général un immense excédant à exporter.

.../...

Dans les colonies nouvelles, l'agriculture enlève des bras à tous les autres emplois, ou les détourne de toute autre profession. Il y a peu de bras qu'on puisse réserver pour la fabrication des objets nécessaires ; il n'y en a pas pour celle des objets de luxe. Les colons trouvent mieux leur compte à acheter des autres pays les objets fabriqués de l'un et de l'autre genre, qu'à les fabriquer eux-mêmes. C'est principalement en encourageant les manufactures de l'Europe, que le commerce des colonies encourage indirectement son agriculture. Les ouvriers des manufactures d'Europe, auxquels ce commerce fournit de l'emploi, forment un nouveau marché pour le produit de la terre, et c'est ainsi qu'un commerce avec l'Amérique se trouve donner en Europe une extension prodigieuse au plus avantageux de tous les marchés, c'est-à-dire au débit intérieur du blé et du bétail, du pain et de la viande de boucherie."

SMITH Adam. Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Londres 1776.

Extrait tiré de DENIS Henri, la formation de la science économique, Thémis, Paris 1967. pp. 166 et 167.

Texte 2.

"La grande utilité des colonies, (...) ce n'est pas uniquement de servir de déversoir au superflu de la population de la métropole, ni même d'ouvrir à ses capitaux exubérants un champ d'emploi, dans des conditions particulières de loyauté, c'est encore de donner à son commerce un vif essor, d'activer et d'entretenir son industrie et de fournir aux habitants de la mère patrie, industriels, ouvriers, consommateurs, un accroissement de profits, de salaires ou de jouissances. Mais, d'après l'ordre naturel des choses, ces avantages, résultant de la création et de la prospérité des colonies, ne se bornent pas aux seules métropoles, ils s'étendent à toutes les contrées de l'ancien monde et il n'est pour ainsi dire pas de nation qui ne retire un bénéfice réel de cette augmentation du champ productif de l'humanité. Aussi Adam Smith a-t-il cru devoir distinguer les avantages généraux que l'Europe, considérée comme un seul vaste pays, a retirés de la colonisation et les avantages dont chaque mère patrie a profité du chef de ses colonies particulières. Se prononçant sur l'utilité universelle de la colonisation, l'auteur de la Richesse des Nations s'est exprimé en ces termes : "Les avantages généraux que l'Europe, considérée comme un seul grand pays, a retirés de la découverte de l'Amérique et de sa formation en colonies consistent, en premier lieu, dans une augmentation de jouissances ; en second lieu, dans un accroissement d'industrie".

La colonisation a eu pour effet d'ouvrir de nouvelles sources de production, où les articles d'abondance, plus de variété, et à meilleur prix que partout ailleurs, grâce aux facultés spéciales et aux ressources inépuisables de sols placés dans d'autres climats et vierges de culture. C'est ainsi que des produits inconnus sont arrivés aux consommateurs d'Europe pour multiplier leurs jouissances. Que d'objets utiles et agréables, pour la satisfaction des besoins matériels et intellectuels, ont été subitement mis au jour ! Il en est résulté plus de bien-être et d'élégance dans nos habitudes et nos moeurs, un raffinement plus grand dans notre civilisation et, d'une manière générale, une élévation du standard of life, ou du niveau de notre existence. C'est le premier et incontestable résultat de la colonisation ; voici le second : c'est d'ouvrir de nouveaux marchés pour le débit des produits manufacturés d'Europe, marchés plus profitables et d'une plus grande extensibilité que ceux auxquels on était borné auparavant, parce que les sociétés nouvelles ont une force de croissance et des facilités pour la création et l'accumulation des richesses infiniment plus grandes que les vieilles sociétés. Ainsi l'échange se trouve activé et étendu, la division du travail augmente ; l'industrie ayant devant elle de plus vastes débouchés peut et doit produire davantage, et cette production sur une plus grande échelle appelle des perfectionnements nouveaux et de nouveaux progrès.

De ces deux avantages l'on a pu se demander quel était le principal, et l'on a généralement conclu que c'était le premier. "Nos meilleurs clients, dit Merivale, ne sont pas ceux qui prennent le plus de nos produits, mais ceux qui donnent la plus grande quantité de valeurs en échange ; sous un système de liberté entière, le plus grand bénéfice des colonies, c'est-à-dire la jouissance des articles qu'elles produisent, serait acquis, non pas toujours à la mère patrie, mais à la contrée qui pourrait leur fournir des produits au meilleur compte en échange de leurs articles. Une contrée qui ne produirait que des objets dont ses colonies n'auraient pas besoin ne trouverait en elle aucun marché et ne pourrait faire aucun commerce direct avec elles ; c'est ce qui arriverait à la Russie, si elle colonisait ! " Ces observations, justes dans une certaine limite, pourraient cependant induire en erreur. L'on n'a que faire de distinguer ici la consommation de la production ; car l'on ne peut consommer les articles des colonies qu'à la condition de leur fournir une contre-valeur en échange : ainsi l'acquisition des denrées spéciales qu'elles produisent est subordonnée à un développement de l'industrie métropolitaine ; si bien que les deux avantages principaux, que nous avons notés comme les résultats importants de la colonisation pour la métropole, l'augmentation des jouissances et l'accroissement de l'industrie, ne sont pas deux faits indépendants et isolés, ils sont connexes et corrélatifs.

.../...

Toute denrée coloniale de production, soit nouvelle, soit plus abondante, soit à meilleur compte, est un équivalent nouveau pour l'industrie européenne ; cet équivalent agit comme un stimulant qui provoque la création d'une valeur en échange : c'est comme un besoin nouvellement découvert et dont on entrevoit la satisfaction possible, moyennant un surcroît de travail et d'habileté. Il se produit un effort pour cette satisfaction désirée ; l'industrie en reçoit une impulsion nouvelle. Avec cette perspicacité profonde et exacte, qui est le trait saillant de son talent, Adam Smith a démontré que la création sous les tropiques de denrées spéciales, d'équivalents nouveaux, a influé sur le monde entier et non seulement sur les nations qui étaient en relations directes avec les colonies. "Ce qui est moins évident, dit-il, c'est que ces grands événements (la découverte et la colonisation des deux Indes) aient dû pareillement contribuer à encourager l'industrie de pays, qui, peut-être, n'ont jamais envoyé en Amérique un seul article de leurs produits, tels que la Hongrie et la Pologne : C'est cependant ce dont il n'est pas possible de douter. On consomme en Hongrie et en Pologne une certaine partie du produit de l'Amérique, et il y a dans ces pays une demande quelconque pour le sucre, le chocolat et la tabac de cette nouvelle partie du monde. Or ces marchandises, il faut les acheter ou avec quelque chose qui soit le produit de l'industrie de la Hongrie ou de la Pologne, ou avec quelque chose qui ait été acheté avec une partie de ce produit. Ces marchandises américaines sont de nouvelles valeurs de nouveaux équivalents, survenus en Hongrie et en Pologne pour y être échangés contre l'excédent de produit de ces pays. Transportées dans ces contrées, elles y créent un nouveau marché, un marché plus étendu pour cet excédent de produit. Elles en font hausser la valeur et contribuent par là à en encourager l'augmentation. Quand même aucune partie de ce produit ne serait jamais portée en Amérique, il peut en être porté à d'autres nations qui l'achètent avec une partie de la portion qu'elles ont dans l'excédent de produit de l'Amérique, et ainsi ces nations trouveront un débit au moyen de la circulation du commerce nouveau que l'excédent de produit de l'Amérique a primitivement mis en activité. Ces grands événements peuvent même avoir contribué à augmenter les jouissances et à accroître l'industrie de pays qui, non seulement, n'ont jamais envoyé aucune marchandise en Amérique, mais même n'en n'ont jamais reçu aucune de cette contrée. Ces contrées-là même peuvent avoir reçu en plus grande abondance les marchandises de quelque nation dont l'excédent de produit aura été augmenté par le commerce de l'Amérique... Il leur a été présenté un plus grand nombre de nouveaux équivalents, d'une espèce ou d'une autre, pour être échangés contre l'excédent de produit de leur industrie. Il a été créé un marché plus étendu pour ce produit surabondant, de manière à en faire hausser la valeur, et par là à en encourager l'augmentation.

.../...

Cette masse de marchandises qui est jetée annuellement dans la sphère immense du commerce de l'Europe et qui, par l'effet de ses diverses nations comprises dans cette sphère, a dû être augmentée de tout l'excédent de produit de l'Amérique. Il y a donc lieu de croire que chacune de ces nations a recueilli une plus grande part dans cette masse ainsi grossie, que ses jouissances ont augmenté et que son industrie a acquis de nouvelles forces". Si ingénieuse et si exacte que soit cette analyse, elle n'est pas encore complète. Le seul mérite des colonies n'a pas été de fournir des denrées agréables et d'un goût universel, équivalents nouveaux qui provoquaient une extension de l'industrie du vieux monde. Les colonies ont aussi offert à nos sociétés des matières premières dont le bas prix a singulièrement stimulé la production intérieure des contrées d'Europe. Le coton de l'Amérique centrale, la laine de Buenos-Ayres ou d'Australie, les peaux de l'Amérique du Sud ont notablement abaissé, en Europe, le prix de revient d'une foule d'articles d'une universelle utilité : il en est résulté un accroissement immense dans la demande de ces articles ; et cette forte demande en a multiplié la production dans une proportion inouïe. L'on sait les avantages que l'on attribue à l'invention de machines nouvelles ; il en résulte, dit-on, par le bas prix des produits qu'elles créent, une extension immense de la fabrication, une élévation des salaires en même temps qu'un accroissement des jouissances, une multiplication des échanges qui profite à la société tout entière. Eh bien, à notre gré, les mêmes résultats doivent se produire quand, sans progrès nouveau dans la machinerie, les matières premières deviennent beaucoup moins chères : les produits, en effet, baissent de prix dans une large mesure, la consommation est sollicitée à s'étendre, la demande s'élargit et les phénomènes que nous avons notés dans le cas d'invention de machines nouvelles doivent se manifester dans le cas qui nous occupe. Aussi n'est-ce pas seulement en tant qu'équivalents qui provoquent la création de valeurs en échange que les produits de l'Amérique ont influé sur l'industrie du vieux monde : c'est encore en tant que matières premières à bon marché entrant dans la fabrication d'articles d'utilité universelle : ç'a été là un stimulant des plus vifs à la fabrication ; et, de même que le commerce extérieur s'est multiplié et que la production en vue de l'exportation s'est accrue pour se procurer les denrées spéciales aux colonies, de même le commerce intérieur s'est étendu, la production en vue de la consommation locale s'est multipliée par suite du bas prix des matières premières que l'Amérique nous a fournies et de la baisse des prix des articles où elles entrent comme éléments. On peut dire que dans toute l'histoire du monde on ne rencontre aucun fait qui ait eu une influence aussi bienfaisante sur l'industrie que la découverte et la colonisation des deux Indes. L'influence de ces grands événements a été profonde et radicale sur la société tout entière ; ils en ont altéré singulièrement les conditions et les relations existantes : en fournissant à bon marché des denrées spéciales, précieuses entre toutes, au point de vue de l'utilité et de l'agrément, en sollicitant par une rémunération meilleure la création de

capitaux nouveaux, en en facilitant l'accumulation par un emploi plus productif, en rendant la main-d'oeuvre plus utile et plus demandée, ils ont, plus que tous les autres événements, contribué à fonder cette société industrielle et démocratique dans laquelle nous vivons. Ces résultats de la colonisation dans le passé, il les faut attendre encore de la colonisation dans le présent et dans l'avenir :

l'Australie, au XIXe siècle, a exercé sur l'Europe, à tous les points de vue, une influence analogue à celle qu'exerça l'Amérique ; et les colonies qui se fondent ou qui se fonderont auront incontestablement pour l'Europe ces deux mêmes avantages : augmentation de jouissances, accroissement d'industrie."

Leroy-Beaulieu Pau,
De la colonisation chez les peuples modernes
Paris 1902. Extrait tiré de DENIS Henri
op. cit. pp. 217-218-219.

Remarques sur les textes 1 et 2

(les soulignés sont de Gilbert BIWOLE)

Les mercantilistes, et notamment de MONTCHRESTIEN, préoccupés de trouver les moyens d'augmenter les profits de la classe marchande et de l'industrie montante, firent comprendre aux princes que pour développer les exportations il fallait des débouchés. Ils prônèrent alors très logiquement la conquête des colonies.

Les classiques établissent ici le bilan des effets du commerce des colonies.

- Celui-ci crée des emplois nouveaux pour la main-d'oeuvre de la métropole
- il élargit le marché intérieur pour toutes sortes de produits. Il provoque donc un développement économique réel au bénéfice du colonisateur.

Le libéralisme d'Adam SMITH le pousse à prendre le contrepied des mercantilistes et à combattre toute idée de monopole et toute "chasse gardée" même en territoire colonial. Seule la concurrence permet le nivellement du taux d'intérêt et empêche la fuite de capitaux de la métropole vers les emplois plus rémunérateurs des colonies. Mais tout compte fait, ajoute-t-il, les effets négatifs du monopole, en matière de commerce colonial n'empêchent pas le solde général des opérations d'être largement positif en faveur de la métropole. Le commerce avec les colonies laisse donc un bénéfice net pour les économies d'Europe occidentale.

LEROY-BEAULIEU, ajoute que ce bénéfice ne profite pas uniquement au colonisateur direct, mais également à tous les autres pays qui sont en relations commerciales normales avec la métropole. Ces pays profiteront notamment de la baisse des prix provoquée par l'entrée dans la production des matières premières abondamment exploitées dans les colonies à des coûts dérisoires.

Pour résumer avec LEROY-BEAULIEU nous disons :

- L'un des principaux avantages des colonies est le développement du commerce des métropoles : accroissement de jouissances et accroissement d'industrie.
- Les avantages procurés par les colonies seront donc de deux sortes :

Ceux qui profitent à toutes les contrées du vieux-monde, qu'elles soient ou non colonisatrices. Ceux qui profitent plus particulièrement aux métropoles. Le commerce avec les colonies est plus sûr, plus régulier, plus progressif que le commerce avec les contrées étrangères.

- Le commerce colonial se rapproche du commerce intérieur à plusieurs points de vue et diffère du commerce étranger.

.../...

Texte 3 :

Dualisme structurel ou intégration de la société traditionnelle à l'économie capitaliste ? (l'exemple des Gouro de Côte d'Ivoire)

Après s'être confondue avec l'économie de subsistance, nous avons montré comment l'agriculture commerciale s'en est distinguée de plus en plus nettement. Or cette distinction n'est pas seulement économique mais sociale. Ce qui est acceptable en relation avec l'une ne l'est pas vis-à-vis de l'autre. Dans le secteur commercial, les rapports de production reposent sur le salariat ; l'agriculture vivrière fonctionne toujours sur des bases communautaires. On accorde des terres aux jeunes gens pour planter le café mais pas pour cultiver le riz. Le produit des plantations revient dans de nombreux cas au producteur lui-même ; les produits alimentaires se consomment en commun.

Les échanges marchands, en effet, n'ont encore que faiblement touché le secteur vivrier et ils ne sont pas encore suffisamment généralisés pour faire de cette culture une activité de rapport et une spécialisation. Le marché intérieur n'étant pas encore créé, une part considérable de la production échappe à la commercialisation et donc aux lois de l'économie de profit.

Ainsi l'économie d'auto-subsistance se préserve dans le secteur vivrier et autour d'elle se perpétuent les mêmes rapports de travail, les mêmes relations sociales de parenté et d'alliances que nous avons décrites.

Pourtant le secteur vivrier n'est pas sans être en relation organique avec le secteur capitaliste. De plus en plus il fournit, en dehors de l'économie de marché, l'alimentation d'une fraction importante des travailleurs engagés dans la culture ou la fabrication des produits marchands. Les manoeuvres de l'agriculture et tous les Gouro qui s'y consacrent s'alimentent sur les récoltes locales. Les chômeurs, les vieillards, les malades et tous les improductifs sont nourris dans les campagnes et même les salariés des villes dépendent encore de l'aide fournie par les parents agriculteurs demeurés au village. Les produits de subsistance circulent, hors des circuits commerciaux, le long des rapports d'alliance et de parenté, et cette situation conduit les hommes de la nouvelle génération à chercher de ce côté des garanties indispensables à leur bien-être. Malgré le mécontentement que suscite chez eux,

.../...

lorsqu'ils sont encore dépendants, la domination attardée des anciens, ils essayent de s'introduire dans le même système et d'y occuper un rang qui leur assure sécurité et longévité par l'établissement d'une nombreuse dépendance. Le besoin fondamental pour les populations gourou d'assurer leur survie et leur perpétuation les entraîne à s'enfermer dans les cadres structurels qui en sont encore la garantie.

La persistance de la société traditionnelle s'explique donc par son insertion comme composante nécessaire dans l'économie globale au sein de laquelle elle se préserve parce que représentant la seule forme d'organisation sociale et économique capable, dans la conjoncture actuelle, de satisfaire les besoins vitaux de la population et, par là même, d'alimenter le secteur capitaliste en hommes et en produits à un moindre coût. A cet égard, elle n'a cessé de remplir la fonction que lui imposa la colonisation, c'est-à-dire de prévenir l'incorporation complète des travailleurs dans le secteur capitaliste et d'épargner à celui-ci la charge de subvenir à tous leurs besoins.(1)

L'absorption par l'économie moderne de la société traditionnelle se fait ainsi selon un mouvement contradictoire. D'une part, elle lui donne une nouvelle raison d'être en l'intégrant organiquement dans l'économie globale par le refus d'y intégrer individuellement ses membres, d'autre part elle en détruit le contenu social en y faisant pénétrer les nouveaux modes de production et d'échange qui sont la condition de cette intégration.

La destruction des rapports sociaux traditionnels n'est donc pas suffisante pour dissoudre la société gourou. Il faut encore que ses membres puissent s'en détacher pour s'intégrer dans un autre système social capable de satisfaire autant de

(1) Pendant la période de l'exploitation coloniale, les prestations de travail n'étant pas payées et la quasi-totalité de salaires des travailleurs recrutés retournant à l'administration sous forme d'impôts, le travail des paysans gourou était ainsi fourni presque sans contrepartie. Les travailleurs recrutés recevaient une maigre pitance pendant la durée des travaux, mais leurs besoins vitaux étaient laissés à la charge du secteur paysan traditionnel qui devait assurer la subsistance de tous ses membres; prendre soin des malades, des infirmes et des vieux. Le système colonial créait ainsi une rente nette représentée par la quasi-totalité du travail fourni dans le cadre des prestations et du recrutement.

besoins que celui qu'ils abandonnent. Tant que le développement économique et social de la société globale n'aura pas permis cette intégration, les Gouro resteront, par nécessité, attachés aux vieilles structures de la société. Sous ce double effet, celle-ci se préservera de plus en plus dans ses formes et de moins en moins dans son contenu. Le maintien de la chefferie, interprétation politique du système patriarcal à l'usage de l'ancien pouvoir colonial, risque de donner à ces transformations un cadre préétabli, dans lequel les nouveaux rapports de domination revêtiront les apparences ancestrales de l'autorité. - (p. 347 - 348).

Cette rente cependant ne pouvait persister que dans la mesure où les travailleurs étaient renvoyés régulièrement dans les villages et remplacés à des intervalles relativement courts afin qu'ils ne tombent jamais à la charge du secteur d'exploitation capitalistes en tant que chômeurs, malades, vieillards, retraités, etc.

Ce mode d'exploitation de la main-d'oeuvre exigeait donc : 1° l'existence d'une réserve de main-d'oeuvre beaucoup plus considérable que la fraction employée à chaque moment ; 2° le déplacement continu et répété d'un grand nombre d'hommes entre leurs villages et les chantiers.

La jouissance de cette rente avait donc pour condition l'existence d'un appareil administratif et coercitif capable d'encadrer et de déplacer une population active de vingt fois supérieure au nombre d'individus effectivement mis au travail à chaque moment.

Dans ces conditions, le rendement de la main-d'oeuvre, prise globalement, était très faible, faiblesse qui paradoxalement aboutissait à un véritable sous-emploi, dont il faut rechercher la cause dans le mode d'exploitation lui-même qui ne permettait d'employer qu'une proportion minime de la population tout en soumettant l'ensemble de celle-ci à des exigences insupportables.

Si la productivité de la main-d'oeuvre globale était très basse, le rendement du travail l'était également pour des raisons elles aussi liées au mode d'exploitation.

L'existence et la survie des travailleurs n'étant pas à la charge de l'exploitant, celui-ci tendait à utiliser le facteur travail, comme le sont les autres facteurs de production dans une économie capitaliste primitive, d'une manière

.../...

destructive, c'est-à-dire sans se préoccuper de son entretien - comme en témoignent les rapports sur la santé des recrutés -, ni de son renouvellement : toutes les pyramides d'âge que nous avons dressées pour plus de trente villages gouro font apparaître un déficit de naissances pendant les années de recrutement intensif de la guerre. Le remplacement des travailleurs morts, malades ou enfuis, se faisait par recours à la coercition, c'est-à-dire en épuisant les réserves humaines. Le système aboutissait, à long terme, à faire disparaître les conditions mêmes de son propre fonctionnement.

La faible rentabilité de ces méthodes était tolérable pourtant parce que le coût réel de la main-d'oeuvre prestataire et recrutée, c'est-à-dire le coût de son encadrement et de son transport était à la charge, non pas des entreprises privées, qui bénéficiaient directement du travail des recrutés et indirectement de celui des prestataires par l'usage des services publics, mais par l'administration. De ce fait, le prix de revient des entreprises était faussé et leur rentabilité associée à l'existence de toute l'infrastructure administrative coloniale. Elles pouvaient, tant que persistait le régime de contrainte, fonctionner dans des conditions d'exploitation très primitives. La plupart d'entre elles, d'ailleurs, furent incapables de se reconvertir quand fut supprimé le travail forcé obligatoire - c'est-à-dire lorsque l'administration cessa de prendre à son compte le coût réel de la main-d'oeuvre. (P.308 à 311).

(Extrait de Claude MEILLASSOUX : Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire - Paris-La Haye, Mouton et Co, 1964)

Texte 4

La croissance, le développement, les progrès,
le progrès (définitions) par François FERROUX

On doit distinguer la croissance et le développement d'une part, les progrès et le progrès d'autre part.

Croissance et développement

La croissance est "l'accroissement durable de la dimension d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans les changements de structures et éventuellement de système et accompagné de progrès économiques variables". On rappellera que "la structure d'un ensemble économique se définit par le réseau des liaisons qui unissent entre elles les unités simples et complexes et par la série des proportions entre les flux et entre les stocks des unités élémentaires et des combinaisons objectivement significatives de ces unités" et que, plus largement, un système est un ensemble d'institutions qui en leurs rapports réciproques conditionnent l'accomplissement des fonctions économiques fondamentales (système capitaliste, système collectiviste...).

Le Développement est "la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global".

Croissance et développement sont des phénomènes interdépendants. Une croissance ne peut se produire sans changements structurels, ces derniers ayant nécessairement une influence sur le développement. Nulle croissance ne peut être homothétique. En un mot "la croissance s'opère dans et par des changements de structures". Inversement, le développement facilite et détermine la croissance. Il "englobe et soutient" celle-ci.

Mais les deux concepts sont de nature essentiellement différente. La croissance se mesure au moyen d'indicateurs de dimension. Pour une nation, il s'agit du produit national réel.

Le développement peut se décrire sous deux aspects différents. Il est, d'une part, changement des structures mentales et des habitudes sociales d'une population, d'autre part changements observables dans le système économique et dans les types d'organisation. Mais comme on peut le montrer "les deux groupes de phénomènes dépendent des changements dans les institutions" ; on distingue institutions-règle du jeu, institutions-organismes, système d'institutions caractérisés par une classe dominante et types d'organisation.

Le développement encadre la croissance ; il joue un rôle analogue à l'égard du progrès. Il transforme en effet "les progrès particuliers en un progrès du tout social". La distinction entre croissance et développement est à peu près universellement admise actuellement. Elle s'est montrée féconde en particulier en ce qui concerne la distinction des périodes de croissance et des périodes de développement, la distinction entre les fluctuations cycliques et les alternances dans le développement ainsi que dans le domaine du calcul des effets des investissements.

Les progrès et le progrès

Les progrès sont les avances d'une économie ou d'une de ses parties vers un but considéré comme souhaitable (par les agents concernés ou par un observateur scientifique). Ils peuvent être compris, dans l'optique de la production, comme "le résultat de l'abaissement des courbes de coûts de la production et de la création de produits nouveaux".

Du point de vue des revenus, c'est-à-dire, une fois répartis les fruits des progrès, ils peuvent se définir "les gains en bien-être et en liberté des divers groupes sociaux particuliers".

Le progrès résulte de "la propagation de la nouveauté aux moindres coûts humains et à la vitesse optimum dans un réseau de relations dont le sens s'universalise", c'est-à-dire "dans un réseau de relations économiques qui offre un sens intelligible à tous notamment aux individus et aux groupes les plus défavorisés" et qui intéresse "le tout de l'homme dans chaque homme".

La distinction du progrès et des progrès procède de l'observation que le caractère progressif d'une économie n'a que fort peu de choses en commun avec la sommation des progrès spécifiques. Les progrès qui sont "les efficacités du développement et de la croissance pour des parties ou composants d'une société globales" peuvent être appréhendés par le moyen d'indicateurs divers tels que le revenu réel par tête d'habitant, la consommation réelle moyenne, la productivité moyenne, ou encore par des indicateurs de structures comme le suggèrent par exemple les analyses de Colin Clark.

Le progrès économique, ou la progressivité d'une économie, "processus complexe de création, de diffusion et de convergence", est un phénomène collectif qui s'entend au niveau global de la société collective, la propagation de cette création et la signification. "Les créations collectives sont des ensembles d'inventions et d'innovations qui utilisent et déforment un milieu de propagation".

D'autre part, concrètement, le sens du "réseau de relations économiques" s'universalise "dans la mesure où il devient intelligible à tous, susceptible d'être communiqué rationnellement et "en deça et au-delà de la rationalité - dans la mesure où il émane d'un projet commun à toutes les classes de la société".

En définitive, le progrès s'exprime en termes de liberté, ce qui ne fait pas perdre au concept son nécessaire caractère d'économicité car ce sont les conditions économiques de la liberté de chaque individu qui sont visées...

(Revue Tiers-Monde, avril-juin 1966)

Texte 5

WALT WHITMAN ROSTOW :

ODE AU SOUS-DEVELOPPEMENT

(Article paru dans la Revue
Tricontinental)

Andre Gunder Frank

Les peuples qui ont déjà liquidé à l'intérieur de leurs frontières les causes et les éléments qui étaient à l'origine du sous-développement économique auquel ils étaient soumis, ont su, en temps voulu, contre qui diriger leurs fusils ; les peuples qui sont actuellement en lutte pour leur libération n'avancent pas non plus à l'aveuglette. Cela est évident pour tout le monde.

Cependant, au cours des dernières années, diverses théories de caractère social ou économique, élaborées uniquement dans l'intention de nous expliquer - à nous, les habitants du monde sous-développé - que les véritables causes de notre arriération économique résident strictement dans notre manière d'agir, ont été lancées, et précisément, des Etats-Unis. Nous sommes pauvres par indolence, ou bien parce que notre population croît à un rythme accéléré, explosif, dit-on. Les conseils qui découlent de telles théories sont aussi absurdes et mal intentionnés que les thèses elles-mêmes.

Une de ces théories, la plus en vogue et de récente confection, a été formulée dans le livre *The Stages of Economic Growth* (Les étapes du développement économique) et est due à la plume de Walt Whitman Rostow, ancien officier des services secrets, économiste, professeur et conseiller numéro un du Président Lyndon Johnson.

Cette éminence de la Maison Blanche passe - comme on a l'habitude de le faire dans ces cas-là - par-dessus les véritables raisons du sous-développement et nous explique le nôtre en disant que toutes les sociétés économiques de notre temps ont passé par cinq étapes différentes de développement que cet écrivain a pensées et caractérisées.

Cette explication est présentée comme la voie que les pays dudit Tiers Monde doivent obligatoirement suivre pour sortir du sous-développement. On indique à ces pays que faire à chacune des étapes supposées, bien que l'auteur élude complètement la nécessité d'exposer comment faire ce qu'il conseille et surtout comment passer d'une étape à une autre.

.../...

Afin de présenter à ses lecteurs une critique sérieuse des plans de Rostow, Tricontinental a demandé à Andre Gunder Frank l'article qu'il leur présente ici.

Dans ce travail, Gunder Frank expose amplement et clairement l'inconsistance des thèses rostowiennes et le rôle que celles-ci jouent dans le déroulement de la politique extérieure de l'impérialisme nord-américain, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique et militaire.

Nord-américain d'origine allemande, Andre Gunder Frank est docteur en sciences économiques de l'Université de Chicago depuis 1957. Il a voyagé en Amérique Latine et a fait des travaux de recherche économique et s'est spécialisé dans les problèmes du sous-développement. Il a enseigné à la Sir George Williams University de Montréal et, au début de 1968, il a participé au Congrès Culturel de la Havane....

Le livre de Rostow, "The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto" (Les étapes du développement économique : un manifeste non-communiste) de Walt Whitman Rostow requiert une critique plus fondamentale de son inexactitude empirique, de son insuffisance théorique et de son dangereux programme politique réactionnaire que toutes celles qui en ont été faites jusqu'à présent. (1)

The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto (Les étapes du développement économique : un manifeste non-communiste) de Walt Whitman Rostow requiert une critique plus fondamentale de son inexactitude empirique, de son insuffisance théorique et de son dangereux programme politique réactionnaire que toutes celles qui en ont été faites jusqu'à présent. (1)

(1) Presque toute la critique du livre de Rostow a été cependant superficielle et limitée et cela est dû, en grande partie, à des subtilités de détails dans la caractérisation des étapes. Cette superficialité est remarquablement évidente dans "Appraisals and Critiques" de "The Rostow Doctrine" de Meier, Kuznets, Cairncross, Habakkuk et Gerschenkron dans Leading Issues in Development Economics, ed. Gerald Meier (New York : Oxford University Press, 1964). Le fait que Meier, qui dans son livre réalise une excellente critique pour ce qui est de la portée des problèmes qu'il y aborde, n'ait pas tenu compte de la critique la plus pénétrante qui ait probablement été publiée jusqu'à maintenant de Rostow, par Paul A. Baran et Eric Hobsbawm, "The Stages of Economic Growth", Kyklos (Bâle, vol. 14, Fas. 2, 1961) est révélateur de l'étroitesse de critère des économistes des Etats-Unis.

.../...

La signification de ce travail et l'importance de sa critique ne proviennent pas de l'intérêt intrinsèque du livre en question, mais de l'acceptation quasi universelle qu'a reçue le "manifeste non-communiste" dans le monde capitaliste (15 éditions en anglais depuis sa publication en 1960 et presque autant de traductions en d'autres langues), ainsi que du travail permanent et intimement lié à cet ouvrage que son auteur a réalisé à Washington, sous les présidents Kennedy et Johnson, où "Rostow est universellement accepté comme un des artisans de notre politique au Viet-Nam... Rostow soutient fortement la politique qu'il a contribué à élaborer. Cette conviction est basée sur sa vision personnelle du monde... Elle fournit l'infrastructure sur laquelle se base la politique présidentielle... 'Jamais un homme ne m'a inspiré autant de confiance que Walt', a déclaré le président des Etats-Unis... Un ex-collaborateur des administrations de Kennedy et de Johnson qualifie Rostow de 'l'homme le plus dangereux des Etats-Unis'."(2)

Selon Rostow, "il est possible d'identifier toutes les sociétés selon leurs dimensions économiques et de les répartir dans les cinq catégories suivantes : la société traditionnelle, les pré-conditions au point de départ pour le développement, le point de départ pour le développement, la maturité et la période de haute consommation massive. Prenons d'abord la société traditionnelle. Une société traditionnelle est celle dont la structure se développe dans des fonctions de production limitées, basées sur la science et la technologie pré-newtonienne et les attitudes pré-newtoniennes envers le monde physique... La deuxième étape de croissance comprend des sociétés en processus de transition, soit dans la période où les pré-conditions nécessaires au point de départ se développent ; car il faut un certain temps pour qu'une société traditionnelle se transforme de façon à pouvoir exploiter les fruits de la science moderne, pour qu'elle n'ait pas tendance à retourner au rendement réduit et puisse, de ce fait, jouir des bénéfices et des alternatives ouvertes par la marche de l'intérêt composé... L'étape des pré-conditions n'est pas endogène, elle se produit grâce à l'intervention de sociétés plus avancées... Et maintenant, nous en arrivons à la grande période de la vie des sociétés modernes.

(2) J. Robert Moskin (responsable des éditions étrangères de Look), "The Dangerous World of Walt Rostow", Look (New York, 12 décembre 1967, pp. 27-31). Nous nous contenterons, à l'avenir, de le citer en tant que Look.

C'est là que se situe la troisième étape, le point de départ vers le développement. Le point de départ vers le développement est l'intervalle où les résistances et les empêchements au développement continu sont finalement vaincus. Les forces qui travaillent au progrès économique, qui ont produit des percées et des enclaves de l'activité moderne, s'étendent et parviennent à dominer la société ; le développement devient sa condition normale. L'intérêt composé se transforme et devient pour ainsi dire partie des habitudes et de la structure institutionnelle. Le point de départ peut être défini comme quelque chose qui requiert l'alliance des trois conditions suivantes :

- 1) une augmentation du rythme des investissements productifs, allant de 5 % au moins jusqu'à 10 % et plus de la rente nationale (ou produit national net : PNN) ;
- 2) le développement d'un ou plusieurs secteurs industriels substantiels ayant un rythme de croissance élevé ;
- 3) l'existence ou l'apparition rapide d'un contexte politique, social et institutionnel qui canalise les impulsions vers l'expansion." (3)

Les étapes et la thèse de Rostow ne sont pas correctes, en particulier parce qu'elles ne correspondent absolument pas à la réalité présente ou passée des pays sous-développés dont elles supposent guider le développement. Le fait que le sous-développement soit l'étape initiale de ce qui est supposé être les sociétés traditionnelles est explicite chez Rostow et implicite chez la plupart des économistes des pays capitalistes développés ; autrement dit, il n'y aurait pas eu d'étapes antérieures à l'actuelle étape de sous-développement. Le fait que les sociétés actuellement développées aient été une fois sous-développées est encore plus explicite chez Rostow. Mais tout cela est absolument contraire aux faits. Toute cette mise au point du développement économique et de la transformation culturelle attribue une histoire aux pays développés, mais nie toute histoire aux pays sous-développés. Il est évident que les pays qui sont actuellement sous-développés ont eu une histoire, tout comme les pays développés. Aucun d'eux l'Inde, par exemple (4) ne se trouve aujourd'hui dans la même situation qu'il y a quelques siècles, ni même qu'il y a quelques décades.

(3) W. W. Rostow, *The Stages of Economic Growth : A non-Communist Manifesto* (Cambridge : The University Press, 1964) pp. 4, 6, 39.

(4) R. Palme Dutt, *India Today and Tomorrow* (Londres : Lawrence & Wishart, 1955) ; A. R. Desai, *Social Background of Indian Nationalism* (Bombay : Popular Book Depot, 1959) ; Jawaharlal Nehru, *The Discovery of India* (New York : John Day, 1946) ; V.B. Singh, *Indian Economy Yesterday and Today* (New Delhi : People's Publishing House, 1964).

Bien plus, la consultation de n'importe quel manuel d'histoire universelle de niveau primaire confirme que l'histoire des pays actuellement sous-développés a été, pour le moins, très intimement liée pendant des siècles à celle des pays actuellement développés.

Indubitablement, l'expansion économique et politique de l'Europe à partir du XVe siècle a incorporé les pays actuellement sous-développés à un seul courant d'histoire mondiale qui a donné simultanément lieu à l'actuel développement de quelques pays et à l'actuel sous-développement des autres. Cependant, dans leur intention d'élaborer une théorie et une politique pour les pays sous-développés, Rostow et les autres économistes ont examiné les pays développés comme s'ils s'étaient développés en dehors du courant de l'histoire mondiale. Il est évident que chaque tentative sérieuse d'élaboration d'une théorie et d'une politique pour le développement des pays actuellement sous-développés doit se baser sur les expériences de ces pays ; autrement dit, sur l'étude de leur histoire et du processus historique mondial qui en a fait des pays sous-développés. Mais cette tâche d'élaborer une théorie et une politique réaliste du développement n'a pas été entreprise par Rostow ni par aucun de ceux qui ont étudié une théorie du développement économique et de la transformation culturelle et qui prétendent que leur point de vue épuise toutes les possibilités. Mais il n'épuise pas ce que l'on peut faire et encore moins ce qui doit être fait.

a moins d'avoir un bandeau sur les yeux, il est impossible de trouver actuellement dans le monde un pays ou une société quelconque qui correspond aux caractéristiques de la première étape de Rostow, celle de la société traditionnelle. Cela n'a rien de surprenant étant donné que la structuration des étapes de Rostow ne tient pas compte de l'histoire des pays actuellement sous-développés ni des relations cruciales qui ont existé depuis des siècles entre ceux-ci et les pays actuellement développés. Le point de vue de Rostow masque le fait qu'à travers ces relations, les pays actuellement développés ont totalement détruit les composantes pré-existantes de ces sociétés (qu'elles soient traditionnelles ou pas). Parmi ces cas, les plus remarquables sont l'Inde, qui a été désindustrialisée ; (5) l'Afrique où la traite des esclaves a transformé la société, bien avant que le colonialisme n'entreprenne de le faire ; (6)

(5) Ibid.

(6) Basil Davidson, *The African Slave Trade* (Boston : Atlantic-Little, Brown, 1961) ; et Jack Woddis, *Africa, The Roots of Revolt* (London : Lawrence & Wishart, 1960).

et l'Amérique Latine, où les grandes civilisations incas et aztèques ont complètement été détruites. (7) La relation entre la métropole capitaliste et mercantiliste et les colonies est parvenue à supplanter la structure sociale, politique et économique pré-existante ou - comme dans le cas de la tabularasa de l'Argentine, du Brésil, de l'Inde occidentale et d'autres pays - à y implanter l'actuelle structure de sous-développement. (8)

Cette relation au cours du même et long processus historique entre les pays actuellement sous-développés et les pays actuellement développés, n'a pas seulement affecté l'enclave d'exportation dans les pays sous-développés, comme le soutient la thèse quasi-universellement acceptée et pourtant erronée, aussi bien du point de vue empirique que du point de vue théorique, du dualisme économique ou social. (9) Au contraire, cette relation historique a totalement transformé la composition sociale des peuples dont les pays n'étaient pas sous-développés de même que celle des pays développés. (10)

Si la première étape, l'étape traditionnelle de Rostow, ne peut actuellement se trouver dans aucun pays sous-développé, la deuxième étape, celle des pré-conditions au point de départ vers le développement économique, brille encore plus par son absence.

(7) Eric Wolf, *Sons of the Shaking Earth* (Chicago : University of Chicago Press, 1959).

(8) Sergio Bagù, *Economía de la Sociedad colonial. Ensayo de historia comparada de América* (Buenos Aires : Ateneo, 1949) ; Celso Furtado, *The Economic Growth of Brazil* (Berkeley : University of California Press, 1963) ; Aldo Ferrer, *The Argentinian Economy. An Economic History of Argentina* (Berkeley : University of California Press, 1967) ; Anibal Pinto Santa Cruz, *Chile, un caso de desarrollo frustrado* (Santiago : Editorial Universitaria, 1958) ; Andre Gunder Frank, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America* (New York : Monthly Review Press, 1967) ; Ramiro Guerra y Sanchez, *Sugar and Society in the Caribbean* (New Haven : Yale University Press, 1964).

(9) J.H. Boeke, *Economics and Economic Policy of Dual Societies* (New York : Institute of Pacific Relations, 1953) ; Jacques Lambert, *Os dois Brasís* (Rio de Janeiro : Ministerio de Educação e Cultura, n.d.) ; Benjamin Higgins, "The 'Dualistic Theory' of Underdeveloped Cultural Change (Vol. 4 No. 2, janvier 1956).

La deuxième étape de Rostow est caractérisée par la pénétration dans les pays sous-développés d'influences créées à l'étranger - et en particulier dans les pays développés - et repandues dans ces pays où elles détruisent le traditionalisme et créent simultanément les pré-conditions qui devront conduire de ce point de départ à la troisième étape. L'erreur d'appréciation des faits de la deuxième étape de la thèse de Rostow est tellement évidente que l'on peut, à son sujet, se contenter d'une discussion sommaire.

Comme nous l'avons déjà vu au sujet de la première étape, les régions actuellement sous-développées du monde (Asie, Afrique, Amérique Latine) même si elles étaient traditionnellement au sens de Rostow avant leur contact avec l'Europe - thèse douteuse si l'on considère les civilisations avancées et le développement technologique qui a été atteint dans les trois continents - ont été et sont encore, dans certains cas, affectées par des conditions provenant des métropoles actuellement développées et touchées par des influences émanant d'elles. Cependant, ces mêmes conditions et influences métropolitaines qui ont déjà une histoire d'un ou plusieurs siècles n'ont pas du tout entraîné un développement économique ni conduit à un point de départ vers le développement et cela dans aucun des "75 pays", comme on les a désignés à la Conférence Mondiale de Genève sur le Commerce et le Développement Mondial.

(10)

Paul A. Baran, *The Political Economy of Growth* (New York : Monthly Review Press, 1957) ; André Gunder Frank, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, op. cit. ; André Gunder Frank, "Not Feudalism : Capitalism", *Monthly Review* (Vol. 15, No. 8, décembre 1963) ; Rodolfo Stavenhagen, "Seven Erroneous Theses about Latin America", *New University Thought* (Vol. 4, No. 4, hiver 1966/67) ; Claudio Veliz, "Social and Political Obstacles to Reform", *World Today* (Londres, janvier 1963), réédition Oscar Delgado, ed. *Reformas agrarias en la América Latina* (México : Fondo de Cultura, 1965).

.../...

Cette Conférence avait justement été convoquée parce que les deux tiers de la population mondiale qui vit dans ces pays savait et éprouvait que ces conditions de la deuxième étape, imposées par la métropole, loin de donner une impulsion au développement économique, comme le prétendent Rostow et d'autres économistes, non seulement y apportent un frein, mais augmentent même leur sous-développement. (11)

La raison de tout cela vient de ce que la réalité du sous-développement, cachée et même niée dans les deux premières étapes de Rostow, et que l'incorporation de ces terres et de ces peuples au système mondial d'expansion mercantiliste et plus tard capitaliste est justement ce qui a commencé à en faire des pays sous-développés et en outre que la continuité de leur participation à ce système les maintient dans ces conditions et même les aggrave. (12) Comme l'a dit le premier ministre Jawaharlal Nehru dans *The Discovery of India* (La découverte de l'Inde) :

"Presque tous les principaux problèmes que nous avons actuellement se sont accrus pendant la domination britannique et sont le résultat direct de la politique britannique : les princes, le problème des minorités, les divers intérêts créés, étrangers et nationaux, le manque d'une industrie et le fait d'avoir négligé l'agriculture, l'arriération extrême des services sociaux et surtout la tragique misère du peuple." (13)

(11) Voir Conférence des Nations-Unies sur le Commerce Mondial et le Développement (Genève : 1964) ; Série de Documents des NU, E/ CONF. 46 ; et en particulier le Rapport du Secrétaire Général de la Conférence, "Towards a New Trade Policy for Development", Proceedings of the United Nations Conference on World Trade and Development (New York : Nations-Unies, 1964), E/CONF. 46/141, Vol. II.

(12) Paul A. Baran, *The Political Economy of Growth*, op. cit. ; Gunnar Myrdal, *Rich Nations and Poor* (New York : Harper & Brothers, 1957), paru aussi sous le titre : *Economic Theory and Underdeveloped Regions* ; Yves Lacoste, *Les pays sous-développés* (Paris : "Que sais-je", Presses Universitaires de France, 1959) ; Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre* ; André Gunder Frank, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, op. cit.

(13) Cité dans Paul Baran : *The political Economy of Growth*, op., pp. 149-50.

Sans utiliser pour contredire l'autorité de Rostow et de la plupart de ses collègues des pays développés une simple référence à l'autorité de Nehru et de ses collègues des pays sous-développés, nous pouvons, pour démolir la thèse de Rostow, faire appel à une preuve empirique. C'est que les pays *tabula rasa* n'avaient pas de population avant d'être incorporés au système mercantiliste et capitaliste en développement. Actuellement plus de la moitié de la superficie et de la population de l'Amérique Latine, en particulier en Argentine, en Uruguay, au Brésil et dans toutes les Antilles, occupent des régions qui, à l'époque de leur incorporation au système mercantiliste centralisé en Europe, étaient totalement inhabitées, ou ont été repeuplées après la rapide extermination de la population de premier contact. Aucun de ces pays n'a fait l'expérience de la première étape de Rostow. La métropole mercantile n'a pas conquis et peuplé ces régions pour y instituer le traditionalisme de Rostow mais bien exclusivement pour en exploiter commercialement les mines, les plantations de canne à sucre et les fermes de grand élevage. En tous cas, les populations de ces régions sont entrées dans l'histoire mondiale directement à la deuxième étape de Rostow. Mais après plus de quatre siècles, les conditions et les contacts de la deuxième étape de Rostow n'ont pas conduit au point de départ de ces pays vers la troisième étape et encore moins vers la quatrième étape de développement. Aujourd'hui ces régions autrefois inhabitées sont aussi sous-développées que celles qui ont été repeuplées alors et également incorporées au monde qu'embrasse le système capitaliste. Ainsi, contrairement à la conception de Rostow de la deuxième étape, bien que les contacts aient été des plus intimes entre ces régions et la métropole, elles sont encore plus sous-développées aujourd'hui. Parmi de nombreux exemples nous citerons les régions anciennement exportatrices de sucre des Caraïbes et du nord-est du Brésil, les anciennes régions d'exploitation minière de Minas Gerais dans la partie centrale du Brésil, celles de Bolivie et du Pérou, ainsi que celles des Hauts-Plateaux des Andes et les fameuses régions de Zacatecas et de Guanajuato, dans la partie centrale du Mexique. (14)

Les nombreuses évidences de l'histoire des pays sous-développés nous prouvent que les premières étapes de Rostow partaient d'un critère totalement factice. La situation contemporaine de ces mêmes pays nous prouve que les deux dernières étapes sont utopiques.

(14) André Gunder Frank, "The Development of Underdevelopment", Monthly review (New York, Vol. 18, No. 4, septembre 1967).

Après tout, si ces pays en étaient actuellement à la quatrième étape de la voie vers la maturité, ou à la cinquième, de consommation massive, nous ne les appellerions pas des pays sous-développés, et Rostow n'aurait pas eu à inventer son étape. Bien plus, alors que selon la version de la réalité donnée par Rostow, ses deux dernières étapes utopiques sont simplement la somme mécanique des premières étapes fictives et de la troisième, dans la malheureuse réalité des pays sous-développés ce sont précisément la structure de classe de leur sous-développement - que Rostow recouvre de son traditionalisme et des pré-conditions créées de l'extérieur - et leurs relations structurelles coloniales avec les pays développés (que Rostow ne mentionne pas) qui pendant si longtemps ont empêché la réalisation des deux dernières étapes. Pour Rostow, il ne nous reste que la troisième étape, et c'est, pour moi, le deuxième défaut crucial de toute la théorie de Rostow.

Rostow voudrait nous faire croire qu'à sa troisième étape, celle du départ, il a synthétisé théoriquement le changement dynamique qualitatif entre la structure du sous-développement et celle du développement. Cependant, sa théorie n'est pas dynamique et n'isole ni les caractéristiques ni les transformations structurelles. Il n'incorpore même pas à sa théorie la véritable structure du développement et du sous-développement. Au contraire, il évite de les appréhender totalement. Comme presque toutes les théories des étapes de l'histoire, à quelques exceptions près pourtant, celle de Rostow n'est autre chose qu'un exercice de comparaisons statiques. Alors qu'il identifie les différentes étapes du développement, il ne dit rien de la façon de passer de l'une à l'autre. C'est le cas pour la troisième étape comme pour les quatre autres. Le manque de réalité de la dynamique de Rostow ne doit en rien nous surprendre, car, comme nous l'avons vu, même sa statique est tout à fait éloignée de la réalité. Ses étapes ne correspondent à la réalité d'aucun des pays sous-développés. Alors comment son développement d'une étape à l'autre pourrait-il correspondre à la réalité du sous-développement mondial ?

Le fait que Rostow ne prend pas la structure comme une base de son argumentation est évident, étant donné qu'il attribue une importance fondamentale pour le sous-développement de la troisième étape au simple indice des investissements et de la croissance. La preuve décisive de l'insuffisance des étapes de Rostow pour comprendre et éliminer la structure du sous-développement va encore plus loin.

.../...

En ignorant complètement l'histoire des pays sous-développés, Rostow ignore nécessairement tout à fait la structure de leur sous-développement. Les changements dans les institutions et les investissements qu'il présente comme le point de départ pour sortir du sous-développement, n'affectent pas la véritable structure du sous-développement.

La preuve en est que des pays comme l'Argentine et le Brésil, dont Rostow prétend qu'ils vont vers le développement, sont en train de devenir des pays encore plus sous-développés structurellement et que, par conséquent, aucun pays sous-développé n'a pu sortir du sous-développement en suivant les étapes de Rostow.

De sorte que selon Rostow, en Argentine "ce n'est que vers le milieu des années 30 qu'a commencé un développement continu dont on peut dire aujourd'hui qu'il a généralement été positif, malgré les vicissitudes structurelles de cette économie".(15) Mais c'est précisément parce que l'Argentine n'est pas passée par la transformation structurelle, que le "manifeste non-communiste" déclare ne pas être nécessaire pour son "départ", que l'économie argentine a, en effet, regressé vers une stagnation et même vers la décadence. "Deux érudits argentins ont récemment présenté, sous la direction du professeur Walt Rostow, à l'Institut Technologique de Massachusetts, des thèses de doctorat dans lesquelles ils essayent d'identifier les étapes de la croissance économique de l'Argentine à son histoire. Ils considèrent que la période des pré-conditions a pris fin en 1914, quand a été achevé le réseau ferré et que la totalité de la riche région des pampas a été transformée en pâturages ou pour des usages agricoles. Mais le développement n'a été réalisé en aucune manière et il n'y a pas eu de point de départ, et cela selon leurs propres calculs, avant 1933. Ils n'ont pas fait autre chose que d'inventer dans le cas de l'Argentine, une étape totalement nouvelle de croissance ou, pour être plus exact, de non-croissance, qu'ils ont appelée Le Grand Marasme. Mais leur point de départ n'a pas conduit non plus à un rapide progrès. Les experts de la Commission Economique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine ont écrit en 1959 : "... depuis l'époque de la grande crise mondiale... le taux de production per capita a augmenté à une moyenne ayant rarement atteint la moitié du taux d'augmentation enregistré entre le début du siècle et le début de la crise". Il semble donc que l'Argentine avait atteint, en fait, un niveau relativement élevé de revenus dans la première partie du siècle et qu'au cours des décades plus récentes... l'expérience argentine s'est caractérisée par le retard et la stagnation et, pour reprendre une autre définition des économistes de la CEPAL,

(15) W. W. Rostow Rostow, op. cit., p. 38n.

par la 'strangulation'. (16) Depuis 1960, le rythme de "croissance" du revenu par tête a été de 1,2 % (ce qui constitue une chute), de 1965 à 1966. (17) Un gouvernement militaire allié aux Etats-Unis a pris le pouvoir en 1966. Voilà ce qui s'est produit quant au "point de départ et à la croissance qui devait se maintenir avec succès" en Argentine.

Dans leur analyse de "La croissance et la chute de la substitution de l'importation au Brésil", (18) les Nations-Unies elles-mêmes reconnaissent que dans les pays sous-développés contemporains comme ceux d'Amérique latine, la transformation de la structure économique et politique nécessaire pour le point de départ et pour un développement économique se maintenant autonomiquement dépasse de beaucoup les recommandations de Rostow :

"Le résultat de la distribution du revenu existant lorsqu'a commencé la substitution de l'importation a été que le système de production a dû être orienté surtout de façon à répondre à la demande d'importation insatisfaite du secteur ayant le revenu le plus élevé... Pour utiliser la métaphore de la pyramide... les secteurs de base, en comparaison, n'ont pas été touchés par le processus... L'impossibilité d'attirer des groupes toujours plus importants vers le marché de consommation dans un proche avenir est imputable, à la base, au fait que la structure de la production, dans ce secteur primaire correspond à la base de la pyramide, est restée inaltérée. En ce sens une réforme agraire... se justifierait... Au Brésil, un exemple symptomatique de cette lutte pour l'extension en se servant le plus possible des couches ayant le pouvoir d'achat le plus élevé est l'apparition des voitures de luxe et de divers autres biens somptuaires de consommation. Il semble impossible qu'une telle solution puisse être autre chose qu'un palliatif de courte durée pour le problème de la croissance industrielle. De plus, cela présente deux inconvénients : une distribution des ressources hautement insatisfaisante du point de vue du coût réel (social) ; et cela prédispose la structure de l'industrie à une aggravation de la distribution déjà défectueuse des revenus.

(16) Carter Goodrich, "Argentina as a New Country", Comparative Studies in History and Society (Vol. VII, 1964-1965, pp. 80-81.

(17) Commission Economique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine, Economic Survey of Latin America, 1966. E/CN.12/7/67, mars 31, 1967, Première Partie, p. 31.

(18) Commission Economique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine, Economic Bulletin for Latin America (Vol. IX, No. 1, mars 1964).

Les secteurs les plus dynamiques sont amenés à dépendre toujours davantage de la demande de la couche disposant des revenus les plus élevés. (19)

"En second lieu, la production intérieure, comme nous l'avons vu, remplace seulement une partie de la valeur ajoutée qui était auparavant produite hors de l'économie. En conséquence, la demande d'importation de matières premières et les autres investissements qui en découlent augmentent rapidement et tendent à dépasser la réserve de devises... Cependant, la prolongation à long terme d'une tendance de ce genre (augmentation de l'importation de produits semi-élaborés) pourrait produire des effets contraires au processus de développement, qui peut alors tomber dans la stagnation. Étant donné les limitations de la capacité d'importation, la restriction relative de l'importation des produits finis pourrait, en définitive, correspondre à une régression ; la rigidité du plan d'importation s'aggraverait petit à petit et les importations de biens de production qui sont les groupes les plus importants et les plus flexibles, parmi les principaux produits finis, se verraient réduites. Non seulement cela retarderait le processus de développement, mais cela augmenterait la vulnérabilité de l'économie par rapport au secteur extérieur, car le maintien de l'activité industrielle continuerait à être stratégiquement dépendant des importations massives de matières premières... Bien plus, presque toutes les activités de substitution d'importation ont été basées sur des investissements directs de capitaux étrangers (parfois en association avec des entrepreneurs nationaux), ce qui a nécessité l'utilisation de techniques étrangères, en plus des capitaux étrangers... L'aspect le plus évident de l'affluence des capitaux étrangers pour l'expansion et la diversification de l'industrie n'est pas tellement leur volume, mais plutôt leur orientation : ils ont été canalisés... vers les secteurs où la perspective de substitution des importations était la plus prometteuse... En ce qui concerne les résultats de la substitution continue des importations, nous pouvons dire en termes généraux, qu'elle tendrait à ralentir la croissance économique. (20)

(19) Ibid., pp. 7, 55-56.

(20) Ibid., pp. 5, 24, 8, 51, 56.

"En résumé, il est permis d'affirmer que, étant donné les conditions du modèle de substitution des importations, il est pratiquement impossible pour le processus d'industrialisation de commencer par la base pour finir au sommet de la pyramide de production, c'est-à-dire de commencer par les simples biens de consommation et d'avancer progressivement et graduellement jusqu'à arriver aux biens de production... La conclusion à laquelle nous sommes parvenus c'est que les problèmes extérieurs et intérieurs tendent à s'accumuler jusqu'au moment où ils agissent comme un frein au dynamisme du processus... Les deux moyens possibles d'améliorer notablement la situation doivent être trouvés à l'intérieur du cadre national, ils ne doivent pas suivre un modèle de substitution à l'importation, mais un modèle de développement total. Les investissements gouvernementaux dans les travaux publics doivent en particulier être destinés à créer les emplois ; et dans le secteur fondamental qui emploie le volume le plus important de la population de l'Amérique Latine, il faut prendre des mesures pour réaliser une réforme agraire qui permette l'utilisation totale de la terre et de la main d'oeuvre... Cela signifie que tous les investissements ne peuvent pas être seulement fonction de la demande existante et, par ailleurs, cela implique un certain degré de prévisions et une aptitude à prendre des décisions autonomes que seul l'Etat peut assumer... Tout ce qui a été dit jusqu'à maintenant prouve que le problème stratégique qui se pose pour l'économie brésilienne est celui de savoir comment passer d'un système de substitution des importations à un système de développement se maintenant autonomiquement. (21) La solution de ce problème ne se trouve évidemment pas dans les étapes non-communistes de développement de Rostow ni dans son escalade anti-communiste de la guerre, ni dans son appui au gouvernement militaire imposé au Brésil en 1964 (qui a ouvert la porte à une plus grande substitution des "importations"), mais dans une révolution socialiste qui mette le pouvoir de l'état dans les mains du peuple, qui change la distribution des revenus, qui effectue une réforme agraire, qui dirige les investissements vers des biens de production plutôt que vers des biens somptuaires, qui élimine les investissements étrangers ; en résumé, qui soit capable de choisir un modèle de développement total pour une croissance autonome.

Les erreurs empiriques et théoriques de Rostow vont bien au-delà de son analyse du sous-développement des pays sous-développés et de la caractérisation du développement des pays développés. Bien que notre problème ne soit pas ici les pays développés, il nous paraît nécessaire, tout de même de signaler sa caractérisation défectueuse du développement, car Rostow, comme beaucoup d'autres, base en grande partie sa politique envers les pays sous-développés, sur son point de vue des pays développés.

(21) Ibid., pp. 4, 5, 10, 7, 57.

Rostow est particulièrement explicite quand il prétend que l'Angleterre a été le premier pays à s'industrialiser et qu'elle l'a fait au moyen de la mobilisation nationale de ses propres ressources après avoir expérimenté certains changements structurels intérieurs. ("Certains points de départ ont pris effet pratiquement sans importation de capitaux ; la Grande Bretagne, par exemple...") (22) Parmi les pays actuellement développés, selon lui, certains se sont aussi développés d'eux mêmes, sauf que le développement antérieur de l'Angleterre et des autres pays a aidé à créer les pré-conditions pour leur point de départ. Rostow se trompe une fois de plus dans ses fondements empiriques et théoriques. Le fait que l'Angleterre et d'autres pays ne se sont pas développés en utilisant leurs propres efforts a été démontré à satiété. Les mercantilistes anglais tels que Thomas Mun (23) n'avaient aucun doute à ce sujet. Pas plus que Cantillon (24) ou Marx. (25) Parmi les contemporains, Earl Hamilton, (26) Eric Williams, (27) actuellement premier ministre de Trinidad et Tobago, et Basil Davidson, (28) ont à nouveau démontré le rôle décisif qu'ont joué les pays sous-développés en finançant la capitalisation des pays actuellement développés.

(22) W. W. Rostow, op. cit., p. 39.

(23) Thomas Mun, *England's Treasure by Forraingn Trade or the Balance of Our Trade is the Rule of Our Trasure* (Oxford : Basil Blackwell, 1959), édité pour la première fois en 1664.

(24) Richard Cantillon, *Essai sur la nature du commerce en général*, publié, avec traduction en anglais et autre matériel, par Henry Higgs (New York : A Kelly, 1964).

(25) Karl Marx, *Le capital*, Tome III (Moscou : Editions en Langues Etrangères).

(26) Earl J. Hamilton, "American Treasure and the Rise of Capitalism", *Economica* (Londres, No. 27, 1929) ; *American Treasure and the Price Revolution in Spain, 1501-1650* (Cambridge : Harvard University Press, 1947). Voir aussi ampliation de ce travail de P. Vilar, "Problems of the formation of Capitalism", *Past & Present* (novembre 1956).

(27) Eric Williams, *Capitalism and Slavery* (Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1944) ; réédité par Russel & Russel, New York, 1963 ; et en édition brochée par André Deutsch, Londres, 1964.

(28) Brasil Davidson, *The African Slave Trade*, op. cit. ; *Old Africa Rediscovered* (Londres : Gollancz, 1959).

Mais Rostow, bien sûr, ne peut admettre que le développement capitaliste, aussi bien dans le passé que dans l'actuel, puisse se baser sur l'exploitation. Si les pays actuellement sous-développés voulaient suivre les étapes de croissance des pays actuellement développés, il leur faudrait trouver d'autres peuples à exploiter et à enfoncer dans le sous-développement comme l'ont fait jadis les pays actuellement développés.

Cette méconnaissance de la réalité de la part de Rostow implique donc (ou il en résulte ?) une erreur théorique de première grandeur et d'une importance vitale pour le développement de la théorie et de la politique du développement. Cette erreur est commune à tous les points de vue bourgeois du développement économique et de la transformation culturelle qui émane des pays capitalistes développés. Ceux-ci considèrent les caractéristiques de développement et de sous-développement comme sui generis pour les pays en question. Quand ils étudient n'importe quelle structure, ils se limitent à l'examen particulier de la structure nationale du pays en question.

La raison fondamentale pour laquelle tout ce point de vue doit être rejeté par ceux qui pourraient avoir à comprendre et à résoudre les problèmes de développement économique et de transformation culturelle, est que celui-ci, dans toutes ses variantes, ignore la réalité historique et structurelle des pays sous-développés. Cette réalité est le produit du même processus historique et de la même structure systématique que le développement des pays actuellement développés : le système mondial à l'intérieur duquel l'histoire des pays actuellement sous-développés s'est déroulée pendant des siècles. La structure de ce système constitue la cause historique et aussi la cause actuelle déterminante du sous-développement. Cette structure est omniprésente - elle s'étend de la partie la plus développée du pays le plus développé à la partie la plus sous-développée du pays le plus sous-développé. Ainsi, si ce point de vue devait être d'étudier la structure du sous-développement au niveau national, dans les pays sous-développés - ce qui, nous l'avons vu, n'est pas le cas - il serait incapable d'analyser et de comprendre également cette structure nationale et encore moins de permettre la formulation d'une politique adéquate pour y apporter un changement. Ceux qui font ce genre d'analyse évitent résolument l'étude d'une structure internationale du développement et du sous-développement dont la structure nationale du sous-développement qu'ils étudient n'est qu'une partie. Aussi, le premier point de vue du développement économique et de la transformation culturelle doit-il être rejeté comme n'étant pas juste, sur tous les plans, que ce soit empirique, théorique ou politique.

.../...

Quant à l'effet du programme recommandé par Rostow, il est évident en soi. Aucun pays développé ou sous-développé n'est jamais arrivé à se développer en passant par les étapes de Rostow.

Pour pouvoir mieux apprécier la signification de cette interprétation du sous-développement et du développement - et les recommandations qui l'accompagnent quant au programme économique et politique - n'oublions pas qu'elles conduisent directement des étapes de la croissance à la voie de la guerre nucléaire, en passant par l'escalade des bombardements, comme Rostow l'a dit lui-même :

"J'ai lu Marx (en 1936) et je me suis dit que ce sont là de grandes questions et de mauvaises réponses. J'ai pensé que je pouvais faire mieux. J'ai attendu 24 ans et je l'ai fait. Et c'est mieux." (29) L'auteur des étapes de développement fait aisément abstraction du marxisme en tant que théorie. Mais les fruits du développement économique de ce qu'il appelle "communisme" continuent à préoccuper Rostow jusqu'à maintenant. Bien que pour lui ceux-ci ne soient qu'"une maladie de la transition vers la modernisation" (30) et les communistes, "les ramasseurs d'ordures du processus de modernisation", (31) il faut lutter contre eux non seulement par étapes, mais au moyen de l'escalade. "W. W. Rostow a expliqué une fois que les raisons de la politique d'armement du Département d'Etat pendant les années 50 étaient d'entraîner l'URSS à 'gaspiller' ses ressources dans des buts militaires et d'empêcher ainsi qu'elle ne s'en serve pour maintenir son taux de développement." (32) Déjà au milieu des années 60, beaucoup de gens le considéraient à Washington comme "le responsable fondamental de nos bombardements du Nord Viet-Nam et soutiennent que c'est lui qui exige 'les bombardements punitifs' pour obtenir une destruction et des pertes massives." (33) Rostow lui-même reconnaît qu'il est responsable de cette nouvelle contribution à la théorie et au programme de développement économique puisqu'il déclare : "Le bombardement du Nord est en train de produire un important résultat destructif.

(29) Cité dans Look, op. cit.

(30) Ibid.

(31) Ibid.

(32) Deux économistes du travail, "Tasks of the American Labor Movement", Monthly Review (New York, Vol. 18, No. 11, avril 1967, p. 12).

(33) Look, op. cit.

Ils souffrent d'un manque de main d'oeuvre. Leurs pertes augmentent à un rythme qu'ils ne peuvent pas soutenir." Il ajoute : "Maintenant, la guerre est l'affaire des Etats-Unis. Elle ne se situe plus pour longtemps au niveau du Viet-Nam...", sauf que "vous pouvez vous attendre à un certain nombre de difficultés, mais dites-vous bien que si les guerres de libération échouent là où elles avaient le plus de chance de réussir, il ne serait pas très agréable de recommencer ailleurs", (34) pour arriver au type de modèle global de développement économique autonome que Rostow considère comme une maladie de la transition vers le modernisme.

Certes, "Rostow sait généralement ce qu'il pense : il a une ample vision du monde et de la place qu'y occupent les Etats-Unis. La politique extérieure des Etats-Unis a un parallèle surprenant dans cette vision : "Je ne crois pas que la nation se croisera les bras et permettra que toute l'Asie passe sous le contrôle communiste. Cela est une prophétie... D'après les crises que j'ai vues - Cuba en 1962 et Berlin - la seule façon dont cette conviction peut être transmise, c'est que le Président des Etats-Unis soit prêt à la guerre nucléaire et qu'il en ait envisagé la possibilité." (35) Ainsi, prétend le professeur Rostow, une quelconque éventuelle faiblesse intellectuelle ou déficience politique de ses étapes de développement peut et doit être soutenue par la force nucléaire et la détermination de s'en servir. Walt Whitman Rostow, le professeur d'histoire économique, l'auteur du Manifeste non-communiste, écrit au Centre d'Etudes Internationales du MIT, financé par la CIA, "apparaît comme le porte-parole de la Maison Blanche pour les Affaires Extérieures... Actuellement, c'est lui qui organise et anime les déjeuners-conférences du mardi du Président. Le Secrétaire d'Etat Dean Rusk, le Secrétaire de la Défense Robert S. McNamara, le Secrétaire de la Presse de la Maison Blanche, George Christian, en sont généralement les autres invités." (36) "Quand il abandonnera le gouvernement, il a l'intention de faire des recherches sur le développement de la démocratie politique, toujours dans les pays sous-développés." (37) En attendant, Walt Whitman Rostow est sans doute, comme le dit Lyndon B. Johnson, "un des meilleurs conseillers que j'aie eu auprès de moi." (38)

(34) Ibid. pour toutes les citations antérieures.

(35) Ibid.

(36) The New York Times, 13 avril 1967 ; et aussi Look, op. cit.

(37) Ibid.

(38) Ibid.